

ESSAI
SUR
LES CAUSES DU CHOMAGE
BRITANNIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 6 Décembre 1933, à 9 heures

PAR

Pierre NORDÉE

Président : M. Henri NOYELLE, Professeur
Suffragants { *MM. M. LEMONNIER, Professeur*
LEDUC, Agrégé.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

1933

ESSAI
SUR
LES CAUSES DU CHOMAGE
BRITANNIQUE

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1933-1934

Doyen

M. Henry NÉZARD (*, I. ☉)

Doyen honoraire

M. Eustache PILON (*, I. ☉)

Assesseur du Doyen

M. GOMBEAUX (I. ☉)

Professeurs honoraires

MM. CABOUAT (O. *, I. ☉)

DEGOIS (I. ☉)

Professeurs

MM. NÉZARD (*, I. ☉), professeur de Droit administratif, chargé du cours de Législation minière.

GOMBEAUX (I. ☉), professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit international privé.

BRIDREY (I. ☉), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public.

LEPARGNEUR (I. ☉), professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit Maritime et du cours de Notariat et Enregistrement.

NOYELLE (I. ☉), professeur d'Economie politique.

LEMONNIER (A. ☉), professeur de Droit civil, chargé du cours de Législation industrielle.

PERREAU (A. ☉) Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Droit civil, approf. et comparé.

LAMPUÉ, professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé d'un cours de Droit administratif.

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.

PRUDHOMME, Professeur de Procédure civile et de voies d'exécution

LEDUC, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique, du cours d'Histoire des Doctrines économiques et du cours de Législation financière.

BESNIER, agrégé, chargé d'un cours de Droit romain et du cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.

Secrétaire

M. ROUX (I ☉, ☿, ☿) Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ESSAI
SUR
LES CAUSES DU CHOMAGE
BRITANNIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit
le 6 Décembre 1933, à 9 heures

PAR

Pierre NORDÉE

Président : M. Henri NOYELLE, Professeur
Suffragants { *MM. M. LEMONNIER, Professeur*
 LEDUC, Agrégé.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, Paris, 5^e

—
1933



A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT PROPOS

Nous désirons, en tête de cette étude que nous avons poursuivie à travers des difficultés de toutes sortes, exprimer notre reconnaissance à ceux qui nous ont aidé à les surmonter.

Il nous faut nommer M. H. Nézard, Doyen de la Faculté de Droit de Caen qui nous procura des lettres d'introduction fort utiles en Grande-Bretagne, et M. H. Noyelle, Professeur d'Economie Politique, qui ne cessa d'inspirer cet ouvrage de ses conseils savants.

Nous ne pouvons manquer aussi d'adresser notre gratitude émue aux professeurs britanniques qui se montrèrent courtois et empressés. Et nous sommes redevables à M. Gaitskell du University College de Londres, et à M. Robbins de la London School of Economics d'une très grande part dans le succès de nos recherches.

INTRODUCTION

Le chômage a fait naître dans son sillage une quantité illimitée de questions, tant philosophiques (droit de l'individu à la vie et au travail), que sociales (assistance, ordre et sécurité, malthusianisme...), ou encore économiques et financières. Ces deux dernières ne sont pas du reste d'un ordre de grandeur inférieur aux précédentes, puisqu'elles contiennent des études telles que : la mesure du volume et des variations du chômage, les rapports entre la demande et l'offre de travail, les effets de la circulation des capitaux sur les échanges la production et le travail.

De la présentation des faits selon l'ordre de succession par lequel ils s'enchaînent, doit découler clairement la perception de leur interdépendance, autrement dit la démarcation de leurs causes et de leurs effets. En déterminant les uns et les autres, il sera facile de remonter ainsi très avant vers les impulsions les plus lointaines. Mais il est bien évident que la connaissance de celles-ci doit précéder toute prescription de remèdes ; car, que penser d'un médecin, qui prétendrait guérir une maladie, sans avoir auparavant arrêté un diagnostic ? C'est pour n'avoir pas suivi ce précepte de raison, que beaucoup d'auteurs ont obscurci le problème du chômage. Ils ont proposé des panacées, exigé des palliatifs, et de cette façon l'on entremêlé dans un inextricable fouillis de propositions et de recommandations.

Exploitant leurs imaginations fertiles, des journalistes, des avocats, des hommes de lettres, des ecclésiastiques,, etc, entrèrent en lice. Un flot de feuillets, de discours, de libellés et de sermons déferla sur le monde. Combien à présent sont dignes d'intérêt ?

Toutefois cette littérature torrentielle ne fut pas absolument inutile. Elle signala les erreurs commises, les tendances à éviter, savoir : faire œuvre de publiciste ou de reporter, qui ne recueille habituellement que des impressions de la rue aussi saisissantes qu'isolées, et supplée par la fiction au manque d'information sûres ; discuter en juriste de la législation du chômage — c'est à peine s'il sera fait état de conséquences économiques propres aux lois du Royaume Uni — ; verser enfin dans des polémiques doctrinales interminables et des controverses politiques futiles avec des sectaires irréductibles, dont le parti-pris et l'acrimonie bannissent des discussions toute sincérité. En bref, la revue de ces méthodes emporte la démonstration que seule vaut une étude objective et scientifique du chômage et de sa causalité.

Mais beaucoup d'obstacles barrent ce chemin. Quels termes de comparaison convient-il en effet de choisir dans les phases économiques de l'avant et de l'après guerre ? Il semble que les dates 1913 et 1929 se prêtent mieux que d'autres à faire le point. Car, si la première marque en quelque sorte l'apogée du mouvement ascendant de l'économie britannique avant 1914, une des cimes où ne se fixent qu'en de fugitifs moments la prospérité d'un pays, la seconde elle aussi est considérée unanimement de nos jours, avec le recul du temps, comme ayant constitué ce point culminant le *peak* qui précéda la dépression mondiale. Du haut de ces sommets, le champ visuel a le même horizon.

D'autre part, il apparaît que, malgré leurs visées de science, les observations ont beaucoup de faiblesses. Les statistiques dont on ne saurait manquer de faire mention sont assez loin de la perfection. Les supports des faits ont de multiples brèches, soit qu'ils s'efforcent de garder un passé obscur et évanescent, soit qu'ils concernent un présent confus et trouble.

De cela, il importait de faire état dans l'intérêt de certains écrivains continentaux qui, quoiqu'ils s'en piquent, ne sont tout à fait au courant, ni de l'ensemble des choses, du Royaume-Uni, ni des réserves formulées par les fins et pénétrants savants de *Cambridge* et d'*Aldwych*. C'est pourquoi, à ceux qui formuleraient le reproche que des portes ouvertes aient été enfoncées, que des évidences aient été redites, que des problèmes aient été posés sans être résolus, on pourrait répondre simplement qu'il peut-être parfois nécessaire de reprendre des lieux communs qui restent insuffisamment explorés, ou des idées antérieurement émises, sans que leur force et leur valeur aient été exactement pesées, et qu'enfin ce n'est pas déchoir, que de s'incliner devant l'inconnu, la délimitation de cet inconnu étant à elle seule le plus souvent une conquête de la science.

Avant de procéder à une recherche, que l'on veut s'efforcer de poursuivre avec méthode et dans un esprit objectif, des causes du chômage en Grande-Bretagne, il convient d'évoquer le phénomène lui-même, et d'étudier ses caractères propres dans l'espace et dans le temps : son volume et ses fluctuations. Afin de caractériser le chômage actuel, il n'est pas possible d'éviter de le comparer à celui qui sévit avant-guerre. On en rappellera en même temps que les faits, les causes généralement admises. La docu-

mentation statistique du chômage récent est abondante et s'efforce d'atteindre à la plus haute précision. Les *Trade Unions*, les bureaux de placement, et l'administration de l'assurance-chômage ont contribué à la réunir. A l'aide de ces données, il sera possible de dégager les principaux aspects du chômage britannique, dans ses trois aperçus essentiels : son orientation générale, sa répartition géographique, et sa distribution dans les diverses branches de l'industrie. Mais, quelle valeur ont en définitive ces observations statistiques officielles, qui prétendent fournir une représentation exacte de l'importance quantitative des variations du chômage ? On ne peut omettre de s'arrêter longuement à ce problème, car, par la discussion et la critique de leurs enregistrements, on affaiblit considérablement la portée de théories explicatives du chômage, qui apparaissent trop étroitement prisonnière de ces données incertaines. Après avoir ainsi jeté des bases solides pour l'étude du chômage britannique, il deviendra alors possible de procéder à la recherche de ses causes. On constate tout d'abord que celles que l'on invoquait volontiers avant la guerre ne sont plus d'aucune aide dans la situation présente. La proposition du chômage est différente, ses fluctuations sont nouvelles, et les conditions économiques générales ne sont plus les mêmes. Il est donc nécessaire de rechercher quelles altérations subit l'économie de la Grande-Bretagne.

Dans cette voie, on ne peut vraiment délaisser les indications intéressantes qu'offre l'analyse de la production. Car connaissant déjà l'aggravation du nombre des demandes de travail non satisfaites dans les branches industrielles diverses du Royaume-Uni, il ne reste plus qu'à déterminer l'importance de la diminution corrélative des offres.

Or ces offres elles-mêmes sont faites en proportion de la somme des services exigés, des produits à fabriquer. Le chômage dépend donc en définitive directement des besoins de la production, et toutes les causes qui contribuent à restreindre cette production sont des causes de chômage. La production britannique d'avant et d'après-guerre fera par suite l'objet d'une étude d'ensemble. Puis nous examinerons l'évolution particulière qu'a suivie dans ce temps chacune des branches industrielles qui sont parmi les plus importantes et les plus déprimées : l'industrie charbonnière, la métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier, les constructions mécaniques, les constructions maritimes, les industries textiles (coton, laine, lin chanvre, jute, soie artificielle), les industries de l'étain, du plomb, du zinc, de la bonneterie, des chaussures, de la poterie et du bâtiment. Ces investigations menées à la fois à l'intérieur du pays et dans le reste du monde donneront le moyen de séparer les industries où la production est universellement en régression, par suite de causes inhérentes aux produits eux-mêmes, et communes à l'ensemble des nations, des industries, où l'affaiblissement de la production n'atteint que la Grande-Bretagne.

La production dépend de la demande de produits, que cette demande provienne de l'intérieur ou de l'étranger. Procéder à un large examen des débouchés intérieurs et extérieurs de la Grande-Bretagne, apparaît donc comme essentiel. A l'intérieur, la consommation doit être étudiée dans ses rapports, d'une part avec la production nationale, d'autre part avec les importations étrangères, afin de déterminer de ce double point de vue dans les industries déprimées les obstacles intérieurs qui se sont opposés à leur relèvement : étroitesse du marché, et rivalité étrangère.

Pour s'informer de l'évolution de la demande extérieure, deux modes d'investigation doivent être suivis. Ils permettent de mesurer l'évolution des deux forces coopérant aux échanges : le pouvoir de pénétration des produits du vendeur, et la résistance des acheteurs. Du premier point de vue on découvre d'une manière en quelque sorte objective le degré de délaissement qu'ont subi les produits insulaires. On montre comment la diminution des exportations entraîna une diminution corrélative de la production et jusqu'à quel point aussi, la réussite de certains concurrents a tendu à bouter le Royaume-Uni hors de ses larges pourcentages dans le cercle des échanges internationaux. Certes ce procédé permet d'évaluer l'importance de la dépression subie par l'Angleterre dans ses exportations. Mais, seul, il ne laisse entrevoir qu'imparfaitement les mobiles qui ont conduit l'acheteur à ce détachement. Or, il est des obstacles dans les pays de l'étranger, ou dans ceux de l'Empire qui ont altéré la perméabilité des débouchés de la Grande-Bretagne. Ce sont ces agents répulsifs, ces facteurs internes d'éviction, dont il importe de rechercher les causes en analysant les dispositions profondes : économiques financières politiques... des nations elles-mêmes, et plus particulièrement de celles-ci : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud Africaine, Inde britannique, Egypte, Chine, Japon, Brésil et République Argentine.

On aura vu ainsi, que les débouchés se sont fermés devant la production britannique, soit sous l'effet de causes incluses dans la situation internationale et soustraites à l'action de l'Angleterre, soit sous l'influence d'obstacles particuliers dont l'origine se trouve dans l'organisation économique et financière de ce pays. Il faudra alors s'efforcer de découvrir les points faibles de cette armature, en partant des

INTRODUCTION

éléments qui constituent la faiblesse des marchandises anglaises : leur nature et leur prix. Mais ce n'est là qu'une étape dans la recherche de causes plus lointaines. Car les prix dépendent des profits, des coûts de production : amortissements, salaires, assurances, impôts etc... qui également, sont subordonnés à une aide capitaliste abondante. Quelles déficiences rencontre-t-on dans ces diverses parties de l'économie britannique ?

En conduisant ainsi cette étude à travers les quatre divisions : chômage, production, débouchés et particularités de l'organisation économique de la Grande-Bretagne, on pourra réunir un faisceau d'informations précieuses pour cet essai de recherche des causes du chômage britannique.

PREMIÈRE PARTIE

Le chômage

TITRE PREMIER

LE CHOMAGE AVANT LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LES FAITS

Section I

Historique

Si, dans l'histoire de l'Angleterre qui précéda la guerre mondiale de 1914-1918, il était possible de déterminer la proportion de chômage dans la population ouvrière, que ce fût d'une façon précise, indiscutable, ou seulement avec la part d'erreurs, dont ne peuvent être exemptes les statistiques, même les plus modernes, on pourrait alors se permettre de comparer avec fruit ces observations à celles de l'après guerre. De figures composées d'une semblable façon, ayant la même qualité de précision et de vérité, on devrait tirer en les superposant des similitudes ou des divergences instructives.

Ou bien les chômages seraient identiques dans leur ampleur et leurs mouvements. Ils permettraient alors d'induire que le chômage moderne n'est que le prolongement du chômage d'avant guerre et comme lui procède des mêmes causes générales et particulièrement de l'existence de crises cycliques.

Ou bien autrement, la comparaison ainsi faite dévoilerait des dissemblances fondamentales entre ces deux expressions du chômage : l'une, la plus ancienne étant normale, nécessaire, inséparable de toute activité industrielle, puisqu'elle n'aurait jamais cessé d'exister à une époque où la prospérité de l'Angleterre dépassait celle des autres nations, et qu'elle restait soumise à des fluctuations d'amplitude restreinte, à des recrudescences et à des améliorations périodiques sans jamais cependant disparaître entièrement ; l'autre, la plus récente, se révélerait avec une plus grande intensité tout en persistant plus longuement dans un temps où la fortune de l'Angleterre apparut comme chancelante.

Avant 1850, des crises surviennent dans l'activité économique du Royaume Uni. A de certaines années, la vitalité étonnante dont son commerce et son industrie font preuve semble s'affaïsser. Les produits ne sont pas consommés et les entrepreneurs ne recevant plus de commandes renvoient leurs ouvriers. On enregistre successivement un arrêt de la consommation, la contraction des ventes, de la production, de l'emploi.

Les travailleurs ainsi licenciés, délaissés en même temps des patrons et des pouvoirs publics, devenaient des mendiants admis seulement à recevoir les secours de bienfaisance des municipalités. Chiffrer l'importance de cette mendicité occasionnelle ne paraît pas possible même en appuyant ces recherches sur les augmentations — accordées

lors des crises — du montant des secours annuellement distribués par les bureaux du « *Poor Law Relief* ».

Après 1850, les organisations syndicales et corporatives « *Trade Unions* » groupant les ouvriers de certains métiers versent à leurs adhérents une allocation de chômage. Du total des sommes ainsi distribuées chaque année et du nombre des inscriptions de bénéficiaires sur les registres des « *Trade Unions* », on peut induire à une moyenne des chômeurs secourus annuellement dans chaque syndicat.

Section II

Valeur des « returns » des Trade Unions

Mais, les indications provenant de ces sources ne sauraient être tenues pour absolues, car les *Trade Unions* n'ont jamais pu prétendre compter dans leurs rangs l'ensemble de la population ouvrière du Royaume-Uni. Cependant il peut être intéressant de rapprocher les données ainsi obtenues de celles provenant du fonctionnement de l'assurance-chômage lors des quelques années où ces deux sources de statistiques coexisterent. C'est ainsi que l'un des plus éminents parmi les économistes contemporains¹ a, de la confrontation de ces relevés communs faits au cours de la période 1921, à 1926, constaté, que dans le détail les observations n'étaient pas absolument concordantes, mais que leurs moyennes, leurs minima et leurs maxima se correspondaient suffisamment pour qu'il fut possible de leur attribuer un égal degré de probabilité.

1. Sir W.H. Beveridge, *Unemployment: a problem of industry*, Londres, 1931

Tableau I
LE CHOMAGE DES TRADE-UNIONS ET LES PRIX

Années	Chômage %	PRIX		Nombre de membres des Unions délivrant des allocations de chômage
		Nombres - Indi- ces de Sauerbeck	Fluctuations an- nuelles de l'indice en fonction de l'ann. précédente	
1851	3,9	110		
1852	6,0	108	102	
1853	1,7	123	114	
1854	2,9	138	112	
1855	5,4	133	96	
1856	4,7	137	103	
1857	6,0	142	104	
1858	11,9	127	90	
1859	3,8	128	101	
1860	1,9	132	100	
1861	5,2	131	101	
1862	8,4	135	103	
1863	6,0	137	101	
1864	2,7	140	102	
1865	2,1	135	97	
1866	3,3	136	101	
1867	7,4	133	98	
1868	7,9	132	99	
1869	7,6	131	99	
1870	3,9	128	98	
1871	1,6	133	104	
1872	0,9	145	109	
1873	1,2	147	101	
1874	1,7	136	93	
1875	2,4	128	94	
1876	3,7	127	99	
1877	4,7	125	98	
1878	6,8	116	93	
1879	11,4	111	96	
1880	5,5	117	105	
1881	3,5	113	97	140.000
1882	2,3	112	99	151.000
1883	2,6	109	97	160.000
1884	8,1	101	93	167.000
1885	9,3	96	95	169.000
1886	10,2	92	96	168.000
1887	7,6	91	99	164.000
1888	4,9	93	102	168.000
1889	2,1	96	103	188.000
1890	2,1	96	100	213.000
1891	3,5	96	100	229.000
1892	6,3	91	95	234.000
1893	7,5	91	100	329.000
1894	6,9	84	92	368.000
1895	5,8	83	99	391.000

Tableau I
LE CHOMAGE DES TRADE-UNIONS ET LES PRIX

Années	Chômage %	PRIX		Nombre de membres des Unions délivrant des allocations de chômage
		Nombres Indices de Sauerbeck	Fluctuations an- nuelles de l'indice en fonction de l'ann. précédente	
1896	3,3	81	98	423.000
1897	3,3	83	102	458.000
1898	2,8	85	102	458.000
1899	2,0	91	107	494.000
1900	2,5	100	110	525.000
1901	3,3	93	93	531.000
1902	4,0	92	99	538.000
1903	4,7	92	100	550.000
1904	6,0	93	101	567.000
1905	5,0	96	103	569.000
1906	3,6	103	108	586.000
1907	3,7	107	104	661.000
1908	7,8	97	91	689.000
1909	7,7	99	102	698.000
1910	4,7	104	105	703.000
1911	3,0	107	103	759.000
1912	3,2	113	105	834.000
1913	2,1	113	100	922.000
1919	2,4			1.334.000
1920	2,4			1.603.000
1921	14,8			1.235.000
1922	15,2			1.360.000
1923	11,3			1.145.000
1924	8,1			1.084.000
1925	10,5			978.000
1926	12,2			833.000

Ces chiffres publiés dans le *Twentieth Abstract of Labour Statistics* comprennent les informations annuelles apportées au *Board of Trade* par les Trade-Unions distribuant des allocations de chômage. Ceux-ci groupent surtout les industries mécaniques et métallurgiques, les constructions maritimes, l'ébénisterie, la menuiserie et les autres métiers ayant trait au travail du bois, à l'imprimerie et à la reliure. Des statistiques sont exclus : les ouvriers grévistes on « *locked out* », les malades et ceux qui ont perdu momentanément tout droit à allocation. Avant 1881 la proportion du chômage se déduit du montant des secours distribués.

En effet, tandis que pendant ces 6 années la proportion des chômeurs parmi les membres des Trade Unions variait entre 9, 1 % et 17, 2 %, la moyenne oscillant autour de 13, 0 %, celle du chômage secouru par l'assurance évoluait entre 10, 3 % et 16, 9 % la moyenne d'ensemble étant de

12, 8 %. La concordance est on le voit, presque absolue.

Cette ingénieuse comparaison autorise notre auteur à assurer que pendant les années 1919 et 1920, alors que l'institution de l'assurance chômage n'était pas encore généralisée, les pourcentages des *Trade Unions* à eux seuls permettent une évaluation du chômage presque aussi exact que si cette assurance avait déjà en ce temps pleinement fonctionné.

Mais ne peut-on étendre et généraliser la constatation de cette concordance ? On admettrait alors que les « *returns* » des Trade Unions nous offrent du chômage antérieur à 1914 une représentation présentant un degré de probabilité analogue à celui que comportent les statistiques de l'assurance chômage.

Il semble qu'on ne puisse se refuser à accepter cette proposition dont le contenu est d'autant plus plausible, qu'il est avéré que les syndicats délivrant des allocations de chômage avant 1914 comptaient parmi leurs membres de nombreux ouvriers travaillant les métaux et le bois, industries, qui, au fur et à mesure que l'on remonte dans le passé, revêtent une importance de plus en plus prépondérante dans le monde économique.

Section III

Les caractères du chômage britannique d'avant-guerre. Chronicité et fréquence cyclique

L'observation déjà faite que la Grande Bretagne traversa de 1850 à 1913 une ère de prospérité remarquable par l'épanouissement de son industrie et de son commerce, nous invite à croire que pendant cette période l'évolution éco-

nomique de ce pays obéit à des facteurs économiques normaux. Quelle que pût être la gravité du chômage à cette époque on doit donc le regarder comme faisant partie des éléments connexes et satellites, qui semblent inséparables de toute vie industrielle. Et partant, c'est parmi les causes qui font varier les prix, les échanges et la production, que l'on doit rechercher celles, qui font augmenter et diminuer le chômage.

On peut désormais isoler deux caractères du chômage ; l'un concerne son volume, l'autre ses mouvements : il est *permanent*, il est aussi soumis aux influences des *crises*.

Le chômage, avons-nous dit, n'a jamais entièrement disparu de la Grande-Bretagne, quoique par ailleurs la situation économique fût excellente. Jamais il n'a été nul. De 1850 à 1880 la moyenne annuelle la plus faible est de 0, 9 %. De 1881, à 1913 le minimum est de 2 %. On est donc obligé de constater que les conditions de l'économie d'avant guerre pourtant si favorables Outre-Manche n'ont jamais pu empêcher le chômage de peser d'un poids si léger fut-il sur la prospérité générale, dont il était resté un élément paradoxal.

A quelle hauteur convient-il de fixer le taux de ce chômage chronique ? Certains suggèrent d'adopter le chiffre de 400.000 chômeurs. Mais c'est là ne point tenir compte de l'augmentation de la population du Royaume-Uni, survenue entre 1881 et 1911, (25.974.000 à 36.070.000)¹. En toute logique il faudrait considérer le taux de l'année où la proportion de chômage est la plus faible comme représentatif du chômage permanent : 0, 9 % en 1872. Mais c'est là un pourcentage exceptionnel. Il est une autre méthode plus sûre d'estimation, qui consiste à dresser la moyenne

1. 20th Abstract of Labour Statistics of the United Kingdom, Londres, 1931

de l'ensemble de la période envisagée : 1851 à 1913, on obtiendra ainsi un taux qui pourra servir de *taux-étalon du chômage chronique*. De 1881 à 1913 cette moyenne se fixe aux environs de 4, 7 % la proportion de 5 % n'ayant été d'ailleurs dépassée que onze fois : soit pendant le tiers de cette période. De 1851 à 1881 la moyenne ressort à 4, 5 %. Raisonnablement le taux de 5 % doit donc être considéré comme l'expression la plus approchée du chômage permanent d'avant-guerre.

Le chômage présente de 1851 à 1913 un second caractère non moins évident. En effet si on n'examine que ses mouvements¹, on remarque, qu'aux fluctuations du nombre des chômeurs, correspondent des fluctuations symétriques dans les prix et les autres éléments de la vie économique.

En étudiant les modifications survenues dans le volume du chômage au cours de ce demi-siècle, et après avoir éliminé ses variations saisonnières par l'emploi de moyennes annuelles, on constate que le chômage atteint son point culminant au moment même où les prix sont à leur plus bas étiage. A chaque baisse des prix correspond une augmentation de chômage, à chaque diminution de chômage correspond une hausse des prix. Les fluctuations du chômage accompagnent donc les fluctuations cycliques des prix.

Section IV

Le chômage dans le monde

En dehors de la Grande-Bretagne, on retrouve ces deux caractères de permanence et de périodicité du chômage.

Aux Etats-Unis, il ne disparaît jamais entièrement,

1. Tableau I.

pendant la période où les observations sont enregistrées, c'est-à-dire de 1903 à 1914¹; M. Irwing Fischer² y a marqué la relation étroite existant entre les variations de l'emploi et les mouvements des prix.

En Allemagne, le nombre des chômeurs syndiqués fut de 400.000 en 1903, de 1.000.000 en 1905 et de 2.000.000 en 1911 lors des années les plus mauvaises. Mais à aucun moment le chômage ne put être réduit en deçà de 1,1 %; la moyenne générale de 1903 à 1913 étant de 2 % environ. Et là encore se révèle une concordance très nette entre les variations des prix et celles du chômage.

En France⁴ les données des syndicats font apparaître de 1895 à 1913 une moyenne de chômage de 7, 5 %; celui de l'année la plus favorable ne s'élevant pas à moins de 4, 7 %. Il est hors de doute néanmoins que ces chiffres sont bien au-dessus du chômage réel de l'ensemble du pays. Prix et chômage subissent là encore des fluctuations correspondantes.

Ainsi le chômage permanent n'a cessé d'exister non seulement en Grande-Bretagne mais encore dans les grands états : Allemagne, Etats-Unis, et France. D'autre part, en quelque lieu que ce soit, apparaissent des relations entre le chômage et les crises. Le double aspect de permanence et de fréquence cyclique n'est donc pas un phénomène isolé, propre à un état, mais universel.

1. *Harvard Committee of Economic Research.*

2. *Revue internationale du travail*, vol. XIII, n° 6, juin 1926.

3. *Ergänzungsschrift zum Deutschen Statistischen Zentralblatt*, revue trimestrielle de 1903 à 1906 et *Die Weltwirtschaftliche Lage*, fin de 1925.

4. *Annuaire statistique de la France.*

CHAPITRE II

LES CAUSES

Section I

Les causes qui entretiennent un fonds chronique de chômage

1° Il semble qu'il y ait dans l'organisation économique un réservoir de travail, qui se vide et se remplit de son contenu plus ou moins abondant au fur et à mesure des besoins des entreprises. De nouvelles industries viennent prendre la place des industries anciennes ou surannées. Mais l'adaptation de la main-d'œuvre à de nouvelles conditions de travail nese fait que lentement. De plus, le temps emporte le déplacement des lieux ou s'en fait le recrutement. La demande de travail ne s'adaptant pas toujours immédiatement à l'offre, le machinisme supplée à cette insuffisance. Il en résulte un chômage chronique qui mesure la capacité de ce réservoir.

2° La population d'un pays croît sans cesse et dépose sur le marché du travail une quantité de main-d'œuvre toujours plus considérable. On comptait dans le Royaume-Uni en 1881 : 12.789.000 individus occupant un emploi¹, dans une population totale de 22.081.000 âmes : soit une

1. Cf. note 1 page 19.

proportion de 55 %. En 1921 cette quotité est de 58 %, et le nombre des personnes occupées s'élevait alors, à 19.35700, sur un ensemble de 34.979.000 habitants. Le pouvoir d'achat des nouveaux venus est faible. Les jeunes augmentent à peine la consommation. Ce qui fait que leur arrivée n'entraîne pas création immédiate de nouvelles industries et de nouveaux emplois.

3° Une autre cause de chômage naît du manque de mobilité du travail. Il s'en faut de beaucoup, en effet, qu'il soit facilement transportable d'un lieu dans un autre, ou d'une industrie à une autre de nature différente. L'un des membres d'une famille peut chômer, alors que les autres membres travaillent dans la localité où ils habitent en commun ; on ne peut imposer de séparer le mari de sa femme, le père de ses enfants, afin de leur procurer un emploi en des régions éloignées. D'autre part, certaines industries ayant brusquement ou progressivement disparu : la navigation à voiles, l'artisanat, la fabrication des voitures à cheval, etc..., les ouvriers, qui y étaient occupés et qui avaient reçu une éducation professionnelle adaptée à leurs usages, ne peuvent, sans délai, se plier aux exigences d'une technique nouvelle. Le chômage pose, ici, deux problèmes, l'un de placement, l'autre d'éducation professionnelle.

4° L'irrégularité de la consommation entraîne une irrégularité dans la production. Les conditions mêmes de maints travaux, dont l'exécution est subordonnée à un ciel serein et à une température clémente, ajoutent encore à ce manque d'uniformité. C'est ainsi que dans certaines industries : route, modes, bâtiment, pêche, etc..., la quantité de travail offerte sur le marché peut varier, d'un mois à l'autre, dans les limites très étendues ; à certaines époques de l'année, elle est surabondante, tandis qu'à d'autres,

elle peut devenir nulle. Ces périodes saisonnières de faible production dans certaines branches industrielles occasionnent un chômage saisonnier correspondant, dont la durée peut être parfois très longue. La somme de ces divers chômages qui naissent et se résorbent à des dates différentes constitue un fonds chronique de chômage.

Ces quelques causes de chômage chronique ont été depuis longtemps mises en lumière par les économistes des grandes universités anglaises. Et c'est ce qui permet de comprendre que, jusqu'à ce jour, les efforts des pouvoirs publics aient presque exclusivement porté vers leur solution. Mais il est d'autres formes de chômage que ces explications laissent dans l'ombre : les brusques élévations du nombre de chômeurs, qui accompagnent les crises, et qui sont telles qu'elles créent un danger social pour la nation ? Crises et chômage semblent alors provenir de causes analogues.

Section II

Les causes des fluctuations cycliques du chômage

Les causes des crises ont déjà fait l'objet d'études nombreuses et souvent remarquables qu'il est inutile de reprendre ici. Il peut être profitable, néanmoins, de rappeler brièvement le processus d'une crise, car cette analyse doit aboutir à déterminer le rang de causalité des différents éléments de la vie économique et à préciser la place du chômage parmi les phénomènes causes, et les phénomènes effets.

Les variations des prix donnent habituellement des crises une représentation satisfaisante, toute schématique et imparfaite qu'elle soit. L'ancienneté des statistiques qui

en font le relevé permet dans le passé d'importantes observations. A cet égard, il est intéressant de noter, dès maintenant, que les lents mouvements de hausse ou de baisse qui parcoururent la seconde moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e ne paraissent pas avoir entraîné de modifications sensibles dans le volume du chômage. L'aggravation constatée pendant la baisse des prix est en effet minime, et le tableau suivant dressé par MM. Mitchell et Thorp pour la Grande-Bretagne, le montre assez nettement :

Période	Tendance fondamentale des prix	Chômage moyen
1851-1873	vers la hausse	4,36 %
1874-1896	vers la baisse	5,13 %
1897-1914	vers la hausse	4,14 %

Au contraire, les brusques variations des prix survenant lors de crises cycliques jettent le désarroi dans l'organisation économique. Le travail n'est pas épargné et le chômage devient considérable. Il ne cesse de croître lorsque les prix baissent, il décroît lorsqu'ils s'élèvent. Cette dépendance apparaît très étroite sur le tableau I entre les pourcentages du chômage et les fluctuations des prix, exprimées chaque année en fonction de l'année précédente.

La description d'une crise peut être ainsi brièvement analysée : un premier mouvement de hausse « *boom* » engendre la prospérité. Tout croît en un vertigineux essor : l'emploi, la production, les profits, les prix, le crédit, la circulation, le pouvoir d'achat, la confiance, les perspectives d'avenir, la spéculation, les fraudes, etc... Toutefois cette progression s'interrompt, lorsqu'après avoir formé un certain « *peak* » elle s'affaisse lourdement.

1. Cf. *op. cit.*, note 1, p. 19.

D'une telle dépression « *slump* » naissent beaucoup de maux : le chômage, la restriction de la production, la disparition des profits, la baisse des prix, la raréfaction des échanges, la réduction du crédit, l'abstention de la consommation, l'amointrissement du pouvoir d'achat. Puis, la vitesse du mouvement s'atténue, un palier inférieur est atteint, d'où plus tard rebondira un nouveau boom.

L'opinion la plus commune est : « que la prospérité engendre la crise qui conduit à la dépression et que la dépression produit d'elle même les conditions qui rétablissent la prospérité »¹.

Malheureusement cette explication toute simple n'en est pas une ; car il reste encore à trouver les raisons profondes « *der bestimonten zeit* » de changement de phase.

Pour découvrir dans la solidarité et l'interdépendance de la vie économique les causes qui entretiennent les crises, la logique est l'instrument le meilleur. Elle conseille de procéder par étapes et de partir d'une base sûre : une conséquence, un effet qui soit un achèvement, un aboutissement et ne soit cause d'aucun autre effet. De là seulement, il sera possible de remonter d'échelon en échelon jusqu'aux impulsions initiales. Le chômage répond le mieux peut être à ces exigences, car il est provoqué, dans la partie qui excède son niveau chronique, uniquement par des causes extérieures et il réagit par ailleurs si peu sur l'ensemble ou le détail des phénomènes économiques que, pendant longtemps, son existence passa inaperçue. De cette façon, en tournant résolument cette étude vers la recherche des causes profondes du chômage, on ne pourra manquer de mettre au jour, en même temps que celles-ci, les causes fondamentales des crises.

1. H. Clay, *The Post War Unemployment Problem*, p. 13, Londres, 1931.

Sur ce point, l'examen du chômage d'après-guerre doit permettre une exploration plus commode des faits. La Grande-Bretagne, dont les phases de son évolution, plus que toute autre nation, sont classées et cataloguées, offre le champ d'observation le plus vaste qu'il soit donné de voir. Les causes de l'avant guerre paraissent dépassées, submergées par des causes nouvelles. Et le chômage chronique présente de nos jours une ampleur qu'il n'avait jamais eue.

TITRE II

LE CHOMAGE APRES LA GUERRE

Observation préliminaire Le chômage pendant la guerre

La guerre de 1914-1918, fit surgir le trouble dans l'économie de l'univers. Dès le début, le Grande-Bretagne subit lourdement ses répercussions. Ses industries orientées vers la défense nationale déployèrent une activité fébrile, en vue des besoins intenses à satisfaire. Cependant, malgré cet essor, le chômage ne disparaissait pas entièrement au cours des quatre années. On compte, en effet, parmi les ouvriers syndiqués de toutes professions, une proportion de chômage qui s'élève, en 1915 à 1, 1 %, en 1916 à 0, 4 %, en 1917 à 0, 7 %, en 1918 à 0, 8 %. Dans les industries les plus absorbées par les nécessités de l'armement : métallurgie et constructions navales, le chômage est moindre : il ne dépasse pas en 1915 : 0, 6 %, en 1916, 0, 3 %, en 1917 : 0, 2 % et en 1918 : 0, 2 %, sans que jamais cependant ait pu être enregistrée sa disparition complète.

Une fois le conflit apaisé, le retour à la vie économique normale s'accomplit lentement. Dans cette voie, l'Angle-

terre s'efforça simplement de faire renaître le passé, de copier ce qui lui avait réussi, de revenir aux conditions de l'Avant-Guerre. Les débuts furent aisés, favorisés par des circonstances exceptionnelles, issues de la guerre même : la mort ou l'invalidité d'une partie de la main-d'œuvre nationale, la demande énorme de produits et d'outillage venant du Continent pour servir à la restauration des régions dévastées, ou suppléer à la production des mines, usines et entreprises détruites, de Belgique, d'Italie, des Balkans et de France. Pendant deux années, l'Angleterre eut l'impression d'avoir recouvré son ancienne prospérité.

Mais ce feu d'artifice ne devait briller qu'un moment. Depuis la fin de l'année 1920, en effet, le chômage reste uniformément fixé à une moyenne supérieure à 10 %, et s'aggrave soudainement lors des crises charbonnières de 1921 et 1926, pour s'élever, enfin en décembre 1930 au-dessus de 20 %.

CHAPITRE I

LES STATISTIQUES DU CHOMAGE

Il est trois sortes de statistiques enregistrant les mouvements et le volume du chômage depuis la guerre : c'est d'abord la documentation spéciale aux *Trade-Unions* distribuant des allocations de chômage, puis les données des livres des bureaux de placement, enfin les relevés de l'assurance chômage.

1° Jusqu'en 1926, date après laquelle le Ministère du Travail cessa de les publier, les indications sur le chômage émanant des Trade-Unions possédant une organisation spéciale de secours, sont très précieuses. Elles permettent, en effet, d'évaluer la proportion de chômeurs pendant la période antérieure à 1921, qui n'est pas recouverte par les données de l'assurance-chômage. Mais, quand il fut avéré, qu'en raison, d'une part de la concordance très étroite existant entre les résultats obtenus par ces deux voies, et d'autre part de la diminution du nombre des syndiqués et du perfectionnement incessant de l'assurance chômage, il devenait inutile de prolonger la publication de ces statistiques des Trade-Unions, elle furent interrompues.

2° La seconde source provient des demandes d'emploi reçues par les bureaux de placement « *Employment Exchanges* ». Ceux-ci, après avoir été développés et généralisés dans le Royaume Uni, peuvent être considérés comme

groupant désormais la plupart des demandes et des offres du pays. Cette centralisation fut réalisée par les pouvoirs publics sous la pression de publications d'économistes anglais, qui préconisaient judicieusement, comme premier remède au chômage, de rendre plus aisé l'« *adjustment* » des demandes aux offres de travail par l'extension de leur publicité. Aussi à présent, l'inscription sur les registres de ces bureaux est-elle obligatoire pour les sans travail assurés avant de recevoir aucun secours.

Tableau II
L'ACTIVITE DES BUREAUX DE PLACEMENT 1

	Industries	Nombre de placements effectués	
		1922	1930
Hommes	Bâtiment	62.762	154.676
	Manœuvres	72.974	164.688
	Travaux publics	102.777	185.526
	Transports	13.510	92.165
	Industries mécaniques	20.173	75.143
	Employés de commerce	16.411	33.730
	Constructions maritimes	16.126	37.743
Femmes	Service domestique, gens de maison	112.076	153.325
	Industrie cotonnière	5.872	43.034
	Alimentation, boissons, tabac	3.606	14.928
	Habillement	12.756	35.729

Certes, les *Employment Exchanges* présentent sur l'assurance chômage, une certaine supériorité en déterminant le nombre des travailleurs sans emploi âgés de moins de 16 ans et de plus de 65 ans. Pourtant, il est dans ce moyen de déceler la quotité du chômage de nombreuses causes d'erreurs. Certaines catégories de travailleurs ne sont pas, en effet, mentionnées sur les registres des bureaux de placement : les intellectuels, les ouvriers agricoles... ; d'autre part, les assurés qui ont épuisé leur droit à allo-

1. *The Times*, 29 avril 1931.

cation négligent le plus souvent de renouveler leur inscription ; enfin nombreux sont ceux qui, sans être en chômage, veulent seulement exprimer le désir de changer de lieu, de patron ou de profession. Malgré ces imperfections, il est à remarquer que les indications du placement ne s'écartent en définitive que faiblement de celles fournies par l'assurance.

Tableau III
« EMPLOYMENT EXCHANGES » et « UNEMPLOYMENT
INSURANCE » 1.

Année 1930	Nombre d'assurés chômeurs	Moyenne des demande de travail reçues par les Bureaux de Placement
Janvier	1.520.448	1.521.970
Février	1.583.102	1.565.571
Mars	1.694.016	1.658.297
Avril	1.760.520	1.732.112
Mai	1.855.988	1.824.613
Juin	1.911.749	1.886.645
Juillet	2.070.088	2.028.444
Août	2.119.648	2.100.630
Septembre	2.188.400	2.182.157
Octobre	2.318.954	2.270.822
Novembre	2.368.798	2.345.958
Décembre	2.499.780	2.469.398

3° Plus complète, plus précise dans l'évaluation du chômage des branches industrielles qu'elle protège, l'assurance-chômage « *Unemployment Insurance* » est une création spécifiquement britannique. Son origine remonte à une loi de 1911. A ses débuts, elle ne s'appliquait qu'à un nombre restreint d'entreprises : bâtiment, ébénisterie, constructions navales, industries, mécaniques, soit à environ 2.250.000 ouvriers.

L'admission dans le cadre de cette institution des industries de produits chimiques, du caoutchouc et des munitions, fut décrétée en 1916. Cela fut fait dans le but de mettre les ouvriers de ces industries à l'abri des consé-

1. *Twentieth abstract of labour statistics of the United Kingdom*, London 1931.

quences fâcheuses d'une cessation brusque des hostilités. Quatre millions de travailleurs vécurent sous ce régime. Mais il s'en fallut de beaucoup que le fonctionnement originel de l'assurance fût intégralement maintenu.

En novembre 1918, en effet, elle fut pratiquement remplacée par un véritable secours « *out of work donation* » qui fut accordé aux démobilisés. Cet état de choses subsista jusqu'au mois de novembre 1921, date d'entrée en vigueur de la loi nouvelle.

Celle-ci, dont plusieurs dispositions furent abrogées ou modifiées par la suite, comportait à ses débuts beaucoup d'exceptions. Les malades, les personnes « *disqualified* » pour avoir participé à un mouvement gréviste, celles renvoyées pour mauvaise conduite, ou ayant abandonné volontairement le travail sans « *just cause* », celles ayant refusé sans raison « *good cause* » un travail adéquat : « *suitable employment* » offert par un Bureau de Placement¹ et celles recevant déjà des secours des Bureaux de Bienfaisance « *Poor Law Relief*, » soit des indemnités de l'assurance contre la maladie « *National Health Insurance* », soit enfin des retraites de vieillesse « *Old Age Pensions* »².

De création plus récente et de documentation plus détaillée que les Trade Unions ou les Bureaux de Placement, l'Assurance découpe du chômage un schéma qui, tout en étant encore assez loin de la vérité, peut néanmoins servir à en exposer l'histoire d'après-guerre.

1. Voir plus loin aussi, p. 56. *Summary of Unemployment Insurance Acts, 1920-1930*, Ministry of Labour, Londres, 1931.

2. L'emploi offert n'est pas considéré comme « *suitable* » :

1° Lorsqu'il est devenu vacant par suite d'une grève.

2° Lorsque le taux du salaire est plus bas, et les conditions de travail moins favorables que précédemment, dans la même profession et la même région.

3° Lorsque salaires et conditions de travail sont plus désavantageux dans la région où on veut déplacer le postulant que dans celle où il se trouve déjà.

CHAPITRE II

DIFFERENTS ASPECTS DU CHOMAGE

1^o *Vue d'ensemble du chômage*

Il nous faut décrire cette histoire dans chacun de ses différents aspects. Mais avant de procéder à l'examen de son développement dans les comtés et les industries du Royaume-Uni, il ne sera pas inutile d'exposer brièvement les grandes lignes de son évolution.

Le tableau IV qui les reproduit permet de constater que, si le chômage fut minime en 1919 et 1920, parce que, de toutes les nations européennes revenues à la vie civile, la Grande-Bretagne fut en action la première, il progressa rapidement, et, en six mois il passait de 6 % en décembre 1920 à 23 % en mai 1921. L'effet de ce *slump* fut encore accru par une grève de mineurs qui dura d'avril à juillet 1921. Puis, une amélioration «*recovery*» survint, lente et progressive, ramenant enfin au mois de juin 1925 le chômage à la proportion de 9,3 %. Depuis, jusqu'au début de l'année 1920 le chômage ne fait qu'osciller faiblement autour de l'axe : 10 %. Seules s'en écartent, d'une part une phase d'accroissement entre les mois de mai et de novembre de l'année 1926, qui fut causée par les conséquences d'une grève générale, et d'autre part, une période de chômage atténué faisant suite à cette interception, alors que l'exécution des travaux

ajournés pendant la grève stimula pour un temps l'activité Industrielle.

Tableau IV
FLUCTUATIONS MENSUELLES DU CHOMAGE ¹

Années	1919 2	1920 2	1921 2	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Janv.	2,4	2,9	11	17,7	13,3	11,9	11,2	11,	12	10,7	12	12,4
Févr.	2,8	1,6	12,9	17,1	12,4	10,6	11,3	10,4	10,9	10,4	12,1	12,9
Mars	2,8	1,1	15,0 ⁴	16,0	11,7	9,8	11,1	9,8	9,8	9,5	10,0	13,7
Avr.	2,7	0,9	19,9	15,9	11,5	9,7	10,9	9,1	9,4	9,5	9,8	14,2
Mai	2,1	1,1	23	14,6	11,2	9,4	10,9	14,3 ⁴	8,7	9,8	9,7	15,0
Juin	1,7	1,2	21,9	13,7	11,3	9,3	10,9	14,6	8,8	10,7	9,6	15,4
Juill.	2,	1,4	17,4	13,1	11,6	9,8	11,2	14,4	9,2	11,6	9,7	16,7
Août	2,2	1,6	15,1	12,8	11,8	10,5	12,1	14,	9,3	11,5	9,9	17,1
Sept.	1,6	2,2	13,9	12,7	11,7	10,6	12	13,7	9,3	11,3	9,9	17,6
Oct.	2,6	5,3	14,3	12,6	11,7	10,9	11,4	13,6	9,5	11,7	10,3	18,7
Nov.	2,9	3,7	16,9	13	11,5	10,8	11,	13,5	9,9	12,1	10,9	19,1
Déc.	3,2	6,	17,9 ³	12,6	10,6	10,7	10,4	11,9	9,8	11,1	11	20,2
Moyen.	2,4	2,4	16,6	14,3	11,7	10,3	11,2	12,5	9,7	10,8	10,4	16,2

Des moyennes annuelles de chômage la plus faible, celle de 1927 ressort à 9,7 %, la plus forte atteint en 1921 : 16,6 %. A partir de ce moment, la moyenne générale est de 12,3 %, ce qui correspond à environ 1.500.000 chômeurs. Si, par ailleurs, on compare ces proportions à celles de l'Avant-Guerre, on remarque que celles-ci, avec leur taux moyen de 4,7 % qui correspondrait de nos jours à environ 500.000 chômeurs, sont l'indice d'une situation bien meilleure. On ne peut nier qu'il y ait à présent, un véritable excédent permanent de chômage, trop plein de l'économie britannique, qui n'est pas inférieur à un million de chômeurs. Et c'est l'importance exceptionnelle de ce trop plein qui révèle toute la gravité du problème du chômage.

1. Cf. *op. cit.*, p. 33.

2. Pourcentages des Trade-Unions.

3. A partir de ce moment, les pourcentages du chômage ne concernent plus que l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande du Nord à l'exclusion de l'Etat libre d'Irlande.

4. Grève des mineurs d'avril à juillet 1921, de mai à novembre 1926.

Tableau V
NOMBRE DES ASSURES-CHOMEURS 1
 Au mois de juillet de chaque année

Années	Nombre des assurés	Nombre des chômeurs	Proportion de chômage %	Moyennes annuelles du chômage %
1921	11.337.650			16,6 %
1922	11.432.450	1.302.000	13,6	14,3
1923	11.485.800	1.327.000	11,6	11,7
1924	11.664.000	1.138.000	9,8	10,3
1925	11.892.000	1.329.000	11,2	11,2
1926	12.041.000	1.737.000	14,4	12,5
1927	12.131.000	1.114.000	9,2	9,7
1928	11.881.000	1.377.000	11,6	10,8
1929	12.094.000	1.118.000	9,7	10,4
1930	12.405.700	2.070.000	16,7	16,2

2° Répartition géographique du chômage

Ce chômage si considérable n'est pas réparti d'une façon égale, et ne se maintient pas à un taux uniforme dans chacune des divisions topographiques de la Grande-Bretagne. D'un lieu à l'autre sa quantité et sa quotité peuvent différer de sensible manière.

C'est ainsi que la capitale du Royaume-Uni paraît être la zone la moins atteinte de toute la carte. Son chômage qui, déjà en janvier 1923 se révélait inférieur à celui qui régnait dans l'ensemble du pays (9,7 % contre 11,3 %), dès juin 1926 n'en représente plus que la moitié (7,1 % contre 14,6 %). A quoi faut-il attribuer ces différences ? Peut-être à la diversité et au modernisme que présentent les industries qui y sont établies et donc aucune n'a sur les autres, la primauté.

Au Sud, la population ouvrière est relativement peu nombreuse. Là, les pourcentages de chômage sont les plus bas. Les entreprises y sont locales et dispersées et ne possèdent d'autre ambition que de pourvoir aux besoins de la clientèle régionale.

1. *Op. cit.*, p. 33.

Tableau VI
REPARTITION REGIONALE DU CHOMAGE ¹

Années	Mois	Londres	Sud-est	Sud-ouest	centre	Nord-est	Nord-ouest	Ecosse	Galles	Irlande nord	Grande-Bretagne
1923	Juin	9,7	8,4	9,9	10,2	11,4	15,1	13,8	5,7	16,6	11,1
1923	Déc.	9,0	9,2	10,1	9,4	11,7	12,7	13,5	5,6	16,0	10,9
1924	Juin	8,3	6,2	8,0	8,3	9,1	12,4	11,1	6,2	16,4	9,9
1924	Déc.	8,9	7,7	9,4	9,4	12,2	11,1	13,6	14,2	17,4	10,9
1925	Juin	7,2	4,7	7,6	10,9	17,4	11,5	15,6	16,6	25,2	11,1
1925	Déc.	6,5	5,8	8,4	7,7	14,1	10,3	15,4	13,3	25,5	10,9
1926	Juin	7,1	5,6	8,2	14,7	19,9	18,2	17,5	21,4	25,4	14,1
1926	Déc.	6,5	5,6	8,6	9,9	17,1	13,1	16,0	17,6	20,1	11,1
1927	Juin	5,1	3,7	6,0	8,3	12,3	9,6	9,8	18,0	12,0	8,9
1927	Déc.	5,6	6,2	8,4	8,0	12,8	11,0	10,2	23,3	11,5	9,9
1928	Juin	5,1	4,3	7,3	11,0	15,2	12,3	11,1	21,8	19,1	10,9
1928	Déc.	5,7	6,2	8,6	9,6	15,5	12,8	13,2	22,8	16,9	11,1
1929	Juin	4,8	3,8	6,8	9,1	12,6	12,6	11,0	18,2	13,8	9,9
1929	Déc.	5,9	6,9	9,2	9,1	14,1	14,4	12,9	20,7	15,0	11,1
1930	Juin	7,2	6,1	8,7	14,9	19,0	23,9	17,2	25,1	22,8	15,1
1930	Déc.	9,8	11,1	13,2	18,6	24,5	29,3	23,5	31,2	33,2	20,9

NOTE. — Ces différentes régions de la Grande-Bretagne comprennent :
Londres. — La cité de Londres et sa banlieue.

Sud-Est — Les comtés de Bedford, Bucks, Cambridge, Essex, Herts, Kent, Middlesex, Norfolk, Suffolk, Surrey, Sussex.

Sud-Ouest — Berks, Conouailles, Devon, Dorset, Gloucester, Hants, Oxford, Somerset, Wilts.

Centre. — Derby (excepté Glossop et New Mills), Hereford, Huntingdom, Leicester, Northants, Notts, Rutland, Salop, Stafford Warwick, Worcester, Soke of Peterborough, Stamford district of Lincoln.

Nord-Est. — Durham, Lincoln, (à l'exception du district de Stamford) Northumberland (à l'exception de Berwick), Yorks.

Nord-Ouest — Cheshire, Cumberland, Lancashire, Westmorland, et les districts du Derby (Glossop et New-Mills).

Ecosse — L'Ecosse et le district de Berwick.

Galles — Le pays de Galles et Monmouth.

Les « Midlands » où se trouve le centre industriel de Birmingham est plus lourdement frappé. Moins, cependant que le Nord-Est qui réunit dans ses frontières nombre d'industries essentielles : constructions navales et charbonnages à Newcastle, acier à Sheffield, laine à Leeds et à Bradford. Le Nord-ouest, aussi, dont le Comté de Lancashire, fameux par son industrie cotonnière, est le pivot, n'a cessé de souffrir d'un

1. *Op. cit.*, p. 33.

pourcentage de chômage plus élevé que la moyenne générale.

Tout auprès, au Pays de Galles, dont la fortune naît surtout de la production des matières premières : fer, charbon, etc., l'emploi subit une décroissance rectiligne. Et plus grave encore apparaît la situation de la main d'œuvre dans les districts extrêmes d'Ecosse et de l'Irlande du Nord, à laquelle la sécession insulaire a porté un grand préjudice.

Ces commentaires montrent que, le chômage est plus abondant dans les régions où la spécialisation industrielle est plus poussée, dans les villes de mono-industrie, que dans celles où la répartition des exploitations est spécifiquement plus variée et moins dense. Car, dans les premières, lorsque l'industrie unique cesse de fonctionner, il n'en est pas d'autres aux alentours pour recevoir le travailleur congédié, pour permettre d'effectuer des remplacements ou des mutations de main d'œuvre. L'ouvrier est donc irrémédiablement l'esclave de ces entreprises, par la faute des forteresses qui ne veulent dans leurs murs que de la laine, du coton ou de l'acier.

Des mouvements migratoires de la population ouvrière à l'intérieur du pays ont été provoqués par cette situation. Le tableau VII en indique certains dirigés du Pays de Galles et du Nord de l'Angleterre, vers les régions plus favorisées du Sud et de Londres.

Tableau VII
REPARTITION REGIONALES DES ASSURES 1

Régions	1923	1930	Différence %
Londres	2.004.000	2.256.000	+ 12 %
Sud-Est	756.000	930.000	+ 23 %
Sud-Ouest	767.000	864.000	+ 13 %
Centre	1.682.000	1.847.000	+ 10 %
Nord-Est	1.964.000	2.021.000	+ 3 %
Nord-Ouest	2.071.000	2.182.000	+ 5 %
Ecosse	1.288.000	1.308.000	+ 2 %
Galles	618.000	592.000	— 4 %
Irlande Nord	250.000	270.000	+ 8 %
Total	11.400.000	12.270.000	+ 7,6 %

1. *Op. cit.*, p. 33.

De ces observations, résulte la preuve que la répartition géographique du chômage en Grande-Bretagne, quelque variée et quelque inégale qu'elle soit, est l'effet, beaucoup moins des conditions géographiques, du climat et du sol, que de la distribution des industries insuffisamment dispersées et concentrées par masses à la surface du pays. C'est donc, à présent, sous cet angle nouveau, que l'on est invité à rechercher l'aspect le plus important du chômage britannique.

3° Répartition industrielle du chômage

Les migrations ouvrières existent, non seulement à l'intérieur d'un pays et à travers les océans, mais aussi de profession à profession, d'industries à d'autres industries. A côté des changements de résidence, de domicile, il y a des changements d'emploi ou d'occupation. Le tableau VIII montre comment en Grande-Bretagne la proportion de la main d'œuvre occupée dans les mêmes branches de l'activité économique a pu varier entre 1881 et 1921.

Tableau VIII

CHANGEMENTS dans les EFFECTIFS de DIVERSES PROFESSIONS ¹

Professions	1881		1921	
	Effectifs	Proportion pour 10000 habitants	Effectifs	Proportion pour 10000 habitants
Pêche	61.000	48	65.000	34
Agriculture	1.593.000	1250	1.307.000	675
Mines	437.000	343	1.305.000	674
Indust. chimiques	52.000	41	269.000	139
Métall. et mécaniq.	927.000	728	2.491.000	1287
Indust. textiles	1.191.000	935	1.293.000	668

Mais les données des recensements décennaux ne peuvent fournir que des approximations. Les chiffres de l'As-

1. *Op. cit.*, p. 33.

surance-chômage depuis 1923 présentant des classifications industrielles, leur sont bien supérieurs.

Le Tableau IX permet de procéder à certaines recherches particulièrement intéressantes. C'est d'abord, après établissement d'une hiérarchie des industries soumises à l'action du chômage, de découvrir et de peser les mouvements et les déplacements de la main d'œuvre, qui se sont développés de 1923 à 1930. C'est ensuite de déterminer comment dans des industries plus ou moins dépendantes les unes des autres, se révéla, très variée, la proportion du chômage.

Dans les industries où la teneur en chômeurs s'élève en juillet 1930 au-dessus de 20 %, la tendance de la main d'œuvre qui y est affectée, est de s'évader de la profession, de changer d'emploi, de fuir devant le chômage. Dans certaines d'entre elles on se contente de maintenir une quantité invariable de travailleurs, sans permettre aux effectifs de prendre aucune extension.

C'est ainsi que le nombre des ouvriers travaillant dans les mines de charbon et dans l'industrie connexe des fours à coke a diminué entre 1923 et 1930 de 24 %. Celui des ouvriers employés dans les mises de fer et dans les hauts-fourneaux a subi une baisse de 24 %. Les constructions maritimes ont perdu 24 % de leurs effectifs, les fonderies, forges, et laminoirs 15 %, les docks, rivières et canaux 11 %, et l'industrie de la laine 10 %.

Dans d'autres branches industrielles, le nombre des ouvriers est resté à peu près invariable. Il en est ainsi dans les industries du coton, du jute, du fil, de la teinture et de l'impression des textiles, dans l'industrie chanvrière.

Mais il est à ces tendances des exceptions. Les plus marquantes sont : les entreprises de travaux publics et l'industrie de la soie artificielle où l'accroissement de main

Tableau VI. — DISTRIBUTION

Industries	Nombre des assurés en 1923	Nombre des assurés en 1930	Proportion		
			1923	1924	
			Juill.	Janv.	Juill.
Jute	41.000	41.290	11,1	9,3	9,3
Coton	567.650	564.090	21,6	15,9	15,9
Fil	81.770	81.430	19,8	11,6	11,9
Docks, ports, rivières et canaux ..	90.870	169.790	27,5	26,7	24,8
Forges, fonderies, laminoirs ...	210.960	180.800	21,2	23,6	20,4
Blanchiment, teinture et impres- sion de textiles	114.950	116.900	11,9	13,5	11,8
Constructions maritimes	269.070	204.720	43,6	32,2	28,3
Mines de polmb, étain, cuivre .	5.120	5.350	22,0	17,6	16,3
Outils à main, coutellerie, scies limes	29.990	35.190	17,5	16,6	13,1
Hauts-fourneaux	28.900	21.900	10,1	13,9	14,2
Mines de charbon	1.248.580	1.069.480	3,0	4,7	6,9
Poterie, porcelaine, etc.	72.060	78.580	13,2	15,1	11,4
Emplois non spécifiés	107.660	133.740	26,1	29,8	25,8
Laine	269.420	240.460	9,5	9,4	7,3
Fours à coke et produits dérivés	15.000	11.820	7,1	5,7	8,7
Entreprises de Travaux Publics	127.940	186.330	18,5	20,0	15,9
Navigation	127.240	144.240	17,3	20,2	17,0
Ardoisières	7.890	10.490	2,5	3,5	0,8
Tôles galvanisées	29.920	31.620	3,6	8,2	2,7
Mines de fer	19.460	14.790	23,5	33,2	20,4
Chanvre et cordages	19.930	19.920	15,0	14,1	13,5
Tubes de fer et d'acier	24.820	29.680	20,3	17,9	12,5
Câbles d'acier, fils et grillages .	24.160	23.030	10,0	10,7	12,1
Soie artificielle	37.300	78.100	6,9	10,4	3,9
Chaussures	141.890	135.840	10,6	9,7	7,5
Travaux non spécifiés de métaux	164.760	202.070	11,5	11,7	10,6
Industries mécaniques :					
Fer, acier et fonte	666.950	592.250	20,5	19,3	14,5
Automobiles, cycles et aviation	191.830	247.140	9,7	9,8	7,9
Bas, bonneterie	89.880	107.950	7,9	9,0	5,7
Transports sur route	148.900	188.810	17,3	16,6	14,5
Batiment	716.020	832.270	12,2	15,2	9,8
Industries chimiques	104.010	103.610	11,8	10,4	9,4
Tailleurs	186.460	201.830	6,7	14,5	6,3
Alimentation à l'exception de : pain, biscuits, meunerie, cacao, chocolat, confiserie.	96.800	114.960	9,3	14,8	8,6
Ameublement	94.090	125.100	7,8	9,6	6,8
Hôtels, pensions de famille, club	258.960	350.870	9,8	14,0	8,6
Services municipaux	241.760	308.390	6,0	7,2	6,6
Boissons	100.290	109.530	6,4	7,3	6,3
Pain, biscuits, gâteaux	159.890	151.030	9,9	10,8	8,7
Fils, câbles et lampes électriques	72.120	102.620	10,2	8,3	7,0
Commerce de distribution ..	1.253.980	1.764.390	5,9	7,0	5,7
Fonctionnaires de l'Etat	181.170	112.100	11,1	10,4	9,1
Gaz, eau, distribution d'électric.	173.040	165.850	7,2	6,8	5,8
Chemins de fer	190.210	137.830	6,0	7,4	5,3
Blanchiss., teintur., nettoy. à sec	106.780	140.490	5,0	6,4	5,1
Couture et mode	117.160	101.890	6,3	11,5	5,7
Enseignement, hôpitaux, laborat ^{es}	108.590	127.000	4,1	4,4	3,7
Tramways et omnibus	108.240	163.080	3,1	3,7	2,5
Assurances, banque, finance ..	226.660	232.910	4,4	4,5	3,6

Note. — Ce tableau est tiré du « 74 th Statistical Abstract for the United Kingdom » Board of Trades, Londres, 1931. Les diverses branches d'industries au nombre de 100 n'ont pas été toutes représentées. Ce classement a été établi en prenant pour

INDUSTRIELLE DU CHOMAGE

du chômage dans chaque industrie

1925		1926		1927		1928		1929		1930	
Janv.	Juill.	Janv	Juill.	Janv	Juill.	Janv	Juill.	Janv	Juill.	Janv	Juill.
10,0	33,1	13,1	56,9	10,9	9,4	6,1	8,5	10,8	12,2	18,0	51,0
6,1	11,4	8,3	28,3	11,4	9,4	9,7	15,2	11,3	14,4	20,0	44,7
11,9	38,1	27,0	29,4	13,8	10,5	8,2	31,3	16,6	14,7	14,3	36,1
27,6	30,3	26,7	32,6	27,0	22,0	25,8	32,3	31,2	30,2	32,0	34,7
23,8	26,2	22,3	58,5	20,5	18,2	20,4	24,4	20,2	19,9	23,7	32,6
12,0	14,4	13,0	21,6	18,7	11,1	12,8	14,3	17,2	15,8	22,5	32,1
31,8	35,1	37,3	41,7	37,1	22,3	20,6	28,3	27,6	23,0	23,4	31,7
18,9	15,3	11,3	18,0	13,6	16,3	13,8	14,0	18,7	18,4	24,9	31,1
14,0	12,2	14,3	21,2	15,8	16,6	13,6	17,0	15,1	14,7	19,9	30,8
17,6	25,3	20,0	66,7	20,4	12,3	16,2	21,2	18,7	10,1	12,0	28,5
8,0	15,0	10,2	8,8	16,6	21,5	18,1	29,1	19,1	18,9	12,9	28,3
16,8	19,3	19,4	57,8	16,7	16,4	19,5	17,6	19,0	14,9	20,4	26,9
28,0	22,1	24,6	23,1	23,6	16,7	21,3	18,9	24,5	18,0	25,3	26,3
12,0	21,7	11,2	23,5	12,4	9,5	8,8	15,1	15,1	15,8	20,5	26,1
11,4	19,2	14,4	71,2	21,7	13,6	12,3	14,7	17,0	10,4	10,5	25,9
20,0	14,9	21,5	18,8	22,8	14,7	22,5	18,4	27,1	19,0	27,1	24,1
21,9	17,7	19,2	19,7	18,7	14,3	16,6	15,2	19,3	15,5	21,1	24,1
2,1	2,7	3,0	2,9	2,1	0,8	3,9	3,7	6,2	10,1	10,3	23,1
44,0	13,7	11,3	55,7	8,7	23,7	26,2	7,3	22,9	17,9	27,7	22,4
18,4	29,5	22,9	66,8	20,9	9,8	16,1	13,7	13,4	4,5	8,9	21,7
14,6	18,2	13,4	19,5	11,8	9,5	7,9	13,3	10,3	12,8	12,2	20,8
18,7	19,1	15,7	32,7	13,3	11,9	12,9	12,5	11,0	10,6	12,7	21,9
11,9	14,8	12,4	22,2	15,5	17,8	15,0	11,4	11,2	10,1	13,4	21,0
8,4	6,2	12,3	11,7	10,6	6,6	7,6	5,6	13,4	7,7	19,2	20,6
11,0	11,6	8,8	14,2	9,9	12,7	6,9	19,8	16,9	14,0	12,3	18,1
12,1	10,1	9,2	13,1	10,5	8,7	8,6	10,2	9,3	8,0	10,3	17,0
14,0	12,5	12,6	17,6	14,3	9,2	9,8	9,7	10,9	8,9	11,7	16,7
7,5	6,6	6,7	9,7	8,3	7,9	6,8	9,4	6,9	7,2	7,7	16,4
9,6	10,0	4,7	15,8	8,9	6,2	4,8	6,8	8,1	6,1	9,1	15,9
15,9	11,9	13,6	14,3	14,1	9,6	12,6	10,8	13,5	10,5	14,5	14,8
13,1	7,8	14,8	9,3	15,1	7,1	17,4	10,4	19,9	8,7	18,5	13,9
9,2	8,9	9,0	12,8	8,1	6,2	6,2	6,0	6,9	6,1	7,9	12,0
14,7	9,0	13,5	8,8	13,3	5,0	10,9	7,4	13,5	6,4	12,9	11,7
16,8	8,4	11,4	8,4	11,3	6,8	11,1	6,7	11,1	7,2	12,1	11,1
7,6	6,1	7,1	8,5	8,3	4,6	5,9	5,8	7,2	5,7	8,7	11,3
15,0	7,8	10,9	7,1	10,4	5,4	9,2	5,9	11,1	6,3	12,7	10,8
9,6	7,5	9,7	8,2	9,9	6,5	9,6	7,6	11,4	7,8	11,5	9,9
7,4	6,3	6,6	6,7	7,2	5,3	6,3	6,1	7,4	6,1	8,1	9,2
10,6	7,9	9,4	7,3	8,8	5,5	7,1	6,1	8,4	6,0	9,3	8,9
7,7	6,7	7,5	7,2	8,4	6,9	5,9	5,2	6,1	4,4	6,4	8,6
7,5	5,8	6,7	6,6	6,6	4,4	5,8	5,2	6,9	5,4	7,8	8,3
9,3	7,0	7,6	6,9	7,1	5,3	6,6	5,8	7,5	6,2	8,3	8,1
6,9	5,5	6,1	5,9	6,1	4,7	5,9	5,7	6,7	5,4	6,8	7,2
7,1	5,8	7,2	17,4	7,8	4,3	6,4	8,5	6,5	4,4	7,2	6,5
6,7	4,9	4,8	4,2	4,9	3,2	4,1	3,5	4,9	3,7	5,8	6,3
11,9	6,0	9,5	5,8	8,4	4,0	7,5	4,3	8,8	3,4	8,0	5,2
4,3	3,2	3,3	2,9	3,3	2,4	2,9	2,5	3,5	3,3	3,8	3,9
3,9	3,2	4,4	4,2	4,8	2,5	3,6	2,5	3,8	2,4	4,0	3,5
3,9	3,3	3,4	3,0	2,9	2,1	2,4	2,2	2,8	2,5	3,2	3,5

base les différentes proportions du chômage éprouvé au mois de juillet 1930, seules ont été retenues les industries comprenant plus de 20 % de chômeurs et au-dessous de ce taux, celles employant plus de 100.000 ouvriers en 1930.

d'œuvre atteint 46 % et 110 %. Ces augmentations exceptionnelles peuvent néanmoins être expliquées. Dans le premier cas, l'impulsion qui fut donnée aux travaux exécutés pour le compte de l'Etat ou des Municipalités, en vue de diminuer le chômage, attira vers les travaux publics nombre de manœuvres qui étaient alléchés par les promesses du Gouvernement, mais en vagues trop denses cependant pour que pût décroître le chômage dans cette branche. Dans le second cas la fabrication de la soie artificielle qui avait été favorisée d'un essor momentané dû à la nouveauté de ses produits et à leur bon marché, supporta en 1930 une dépression plus brutale que celle qui affecta dans le même temps d'autres entreprises, peut-être pour cette raison, que les perspectives d'avenir avaient été trop largement escomptées.

Alors que cette tendance ascensionnelle n'est perçue qu'exceptionnellement dans les cadres industriels très éprouvés par le chômage, elle forme la règle dans les entreprises qui, en juillet 1930 avaient moins de 20 % de chômeurs. Dans cette seconde partie du tableau, on constate des accroissements considérables de l'effectif attaché à certaines branches industrielles. Dans l'industrie électrique, cette progression est considérable : elle est de 43 % dans la fabrication des câbles et des lampes électriques, de 48 % dans sa métallurgie, de 55 % dans ses entreprises d'installation. Il en est de même dans le bâtiment où l'augmentation atteint 15 %, et dans l'industrie connexe de fabrication des briques et des tuiles où elle est de 37 %, industries qui furent aiguillonnées par le programme parlementaire de construction d'habitations ouvrières. Les industries que l'on pouvait appeler « *home industries* » assistent aussi à un gonflement de leur personnel : il est de 32 % dans le blanchissage et le nettoyage à sec, de 35 % dans les hôtels, pensions de

famille et clubs, de 50 % dans les tramways et omnibus, de 27 % dans les transports sur route et de 40 % dans le commerce de distribution. En outre, les constructions d'automobiles, de cycles et d'aéronautiques, participent également à cette invasion de main-d'œuvre et l'augmentation y est de 29 %.

Cependant, il est des exceptions à cette règle. Les fonctionnaires de l'Etat, les cheminots, les ouvriers des industries mécaniques de la fonte, du fer et de l'acier, allègent leurs effectifs de 11 %. Dans l'industrie de la dentelle où la machine et les bouleversements de la mode font des ravages, le recul est de 21 %, et dans celle transfuge du XIX^e siècle qui préside à la construction et à la réparation des voitures à chevaux, la main-d'œuvre a été réduite de plus d'un tiers.

On ne peut donc accuser les ouvriers de refuser systématiquement de s'adapter aux circonstances nouvelles, puisque, suivant le principe des vases communicants, ils accomplissent des mouvements migratoires dirigés des industries à forte proportion de chômage permanent vers celles dont la situation est moins grave. Il est cependant des limites à ces migrations, et on comprend trop que ces échanges ne puissent arriver à supprimer totalement le fléau, car il n'est pas une seule forme d'activité économique qui lui échappe, et tous les vases contiennent des sans-travail.

Les proportions, il est vrai, varient, et leurs variations sont aussi dissemblables dans la forme que l'est, dans le fond, l'objet même des industries. Il faudrait, pour être complet, se livrer à un examen approfondi de chaque industrie et l'étudier dans ses rapports avec l'ensemble des industries puis avec leurs différents groupes. Mais une telle recherche serait interminable. Servons-nous alors de trois moyens simples de les classer d'après les fluctuations du chômage qu'elles renferment :

en distinguant d'abord celles où les pourcentages de chômeurs restent régulièrement très élevés, en second lieu, celles où le chômage est irrégulièrement senti, tantôt faiblement, tantôt avec une intensité excessive, enfin celles où ces pourcentages sont uniformes et bas.

Dans le premier groupe, les docks, rivières et canaux, et les constructions maritimes sont en tête avec des proportions de chômage écrasantes et presque invariables. Jamais le chômage n'y est inférieur à 22 % et 20,6 %. Dans les fonderies, forges et laminoirs, il ne descend pas au-dessous de 18,2 %. Dans les industries et les emplois divers non placés dans l'ensemble des groupes et qui comprennent surtout des manœuvres et des petits métiers, le pourcentage le moins élevé est de 16,7 %. Depuis 1926, les charbonnages sont régulièrement affectés d'un chômage chronique qui n'est pas moindre de 16,4 %. Et dans cette catégorie on trouve encore : la fabrication des outils à main détronée par l'outillage mécanique moderne, le blanchiment, la teinture et l'impression des textiles, la poterie, les hauts-fourneaux, les câbles et tubes d'acier, les fours à coke depuis 1926 où les pourcentages ne reculent pas en deçà de 10 %.

C'est dans cette classe que les émigrations sont les plus marquées. Car il n'est que trop certain que l'ouvrier, qui, ayant épuisé son droit à allocation ne peut sortir de l'état de chômeur dans le métier qu'il avait adopté, parce que le roulement de chômage à embauche ne se fait pas assez rapidement, ira chercher dans une autre industrie un salaire moins précaire, et il choisira celles où le chômage n'est ni si constant, ni si important.

Le second groupe intermédiaire comprend des industries où les périodes d'emploi normal alternent avec des congé-

diements de main-d'œuvre très intenses. C'est le cas des mines de fer, des industries du jute, où l'on remarque des densités extrêmes : 6,1 % et 56,9 % du fil, de la laine, du coton sujettes à des écarts considérables, 6,1 % à 44,7 %. Cette tendance affecte aussi l'industrie des tôles galvanisées et, sans autant d'excès, les industries mécaniques du fer, de la fonte et de l'acier où le chômage oscille entre 8,9 % et 20,5 % et le bâtiment où il se redresse de 7,1 % à 19,9 %. Dans ce groupe, la situation reste dramatique pour l'assuré, qui garde néanmoins l'espoir d'assister à des revirements favorables. La main-d'œuvre ne s'y agrège plus, les effectifs restent stagnants.

Finalement, le troisième groupe compte dans ses rangs les industries privilégiées sur lesquelles le chômage pèse peu. Parmi celles-ci figurent les plus récentes : celles qui touchent à l'électricité, ainsi que les « *home industries* », pour une partie desquelles : tramways et omnibus, assurance, finance, banque, enseignement, blanchissage et nettoyage, couture et mode, imprimerie, la proportion des chômeurs ne dépasse pas 7 %.

Le problème est donc bien « *a problem of industry* »¹ ou, pour mieux dire, un « problème d'industries ». Dans chacune, en effet, les fluctuations du chômage évoluent d'une vie propre, particulière, distincte de celle de ses voisines et des plus éloignées. Dans aucune, ne sont relevés les mêmes pourcentages de chômage, les mêmes variations. Toutes déroulent une activité personnelle de demandes et d'offres d'emplois. Peut-on dire après cela qu'elles dépendent des mêmes causes et que ces mêmes causes puissent produire des résultats aussi différents ? Elles gardent,

1. Sir William H. Beveridge, *op. cit.*, p. 15.

malgré leur solidarité, une réelle indépendance de mouvements qui fait que le chômage, les prix, les salaires, les profits, les débouchés, la production de chacune, en un mot, tous ses éléments, ne possèdent pas les mêmes caractères que dans le reste des industries. Il faudrait donc une étude vraiment approfondie et substantielle de chacune afin d'exposer les causes du chômage qui leur sont particulières, et cent livres n'y suffiraient pas. C'est là, pourtant, la seule voie qui puisse donner de complètes satisfactions, et il est vain, comme on l'a fait trop souvent, de diagnostiquer des causes identiques et universelles, et de prétendre effacer ces maux par une panacée unique et radicale.

Les observations qui précèdent auront servi à préciser la véritable position du problème du chômage. Ce n'est pas non plus en rendant les ouvriers responsables d'une situation qu'ils n'ont ni désirée, ni secondée — car ils s'efforcent de s'y adapter en portant leurs aptitudes des professions ou pullule le chômage vers celles où il se révèle plus rare — que seront trouvées des solutions salutaires et efficaces. On vient de constater en effet jusqu'à quel point, dans chaque industrie, la demande de travail était sujette de l'offre. La demande ne s'impose pas, elle attend le bon vouloir de l'entrepreneur, et celui-ci n'engage qu'autant que l'ouvrier lui est nécessaire, qu'autant qu'il y a un service à accomplir, un produit à réaliser. La demande de travail dépend donc de l'offre, qui est elle-même subordonnée aux besoins de la production. Le chômage est fonction de la production.

Avant d'examiner la production, il convient de discuter et de peser la valeur des statistiques qui viennent d'être présentées. Car, si l'assurance-chômage en est la forme la

meilleure, ses résultats ne laissent pas, cependant, de rester assez loin de la vérité et de la représentation fidèle et complète du chômage. C'est à cette critique qu'il sera maintenant procédé.

CHAPITRE III

VALEUR DES STATISTIQUES DU CHÔMAGE

Pour évaluer le chômage d'Après-Guerre, les chiffres de l'assurance-chômage paraissent sans rivaux. Ils sont plus complets, plus précis, plus détaillés que ceux d'autres formes d'investigations. Toutefois, ils restent encore loin d'atteindre la perfection. Cela tient à la nature même de cet organisme, qui, il ne faut pas l'oublier, a été créé et dont le fonctionnement a été conçu dans un but utilitaire et pragmatique : remédier en état de crise au manque à gagner d'une partie de la population, et non pas dans le but purement spéculatif de faire des observations économiques, d'être en un mot un simple *pourvoyeur de statistiques*.

De là, des causes d'imperfection et de relativité, qui sont d'autant plus accentuées, que cette institution n'est ni universelle, ni immuable . C'est d'abord parce qu'elle ne peut prétendre imposer ses obligations et appliquer les effets de son assistance à la totalité des travailleurs de tous genres et de toute profession, manuels et intellectuels du Royaume-Uni. C'est ensuite parce qu'elle a été amenée à modifier au cours de son histoire, sous la pression de besoins nouveaux ou des circonstances, l'étendue de ses cadres, rendant de ce fait difficiles des comparaisons entre les diverses phases de son évolution.

Mais en dehors de ces lacunes qui affectent le volume et les variations du chômage représentés par les statistiques de l'*Unemployment Insurance*, et qui en font un registre aux données insuffisantes et inexactes, — car les deux notions de quantité et de fluctuation sont solidaires et indissolublement liées — il en est de plus graves touchant une autre forme de chômage qui, quoique momentanément résorbée ou latente, a autant d'importance pour la vie de la nation que tout ce qui constitue le chômage secouru : le chômage occulte.

Section I

Etude critique des données de l'Assurance- chômage

A. *L'assurance et les fluctuations du chômage*

Malgré la haute estime dans laquelle il faut tenir les statistiques de l'Assurance-chômage auxquelles nous ne voyons rien dans le reste du monde, qui puisse être comparé avec avantage, il n'en est pas moins vrai qu'il serait très imprudent et même très dangereux d'asseoir des théories trop absolues ou trop rigides sur leurs résultats. Ceux-ci en effet, supportent les défauts et les imperfections dus au rôle utilitaire de l'institution. On ne peut donc, quelle que soit sa foi ou son ardeur combattive affirmer qu'ils soient absolument conformes à la réalité. Des changements nombreux ont affecté le fonctionnement de l'assurance et, par suite, faussé l'unité de ses résultats, provoquant des ruptures de continuité « *breaks in comparability* » dans l'observation du chômage.

1^o Le 1^{er} avril 1922, l'Etat libre d'Irlande prit à son compte l'Assurance de 400.000 de ses nationaux qui étaient jusqu'alors comptés dans les cadres britanniques.

2^o Les conditions requises pour recevoir le « *benefit* » de l'assurance ont été modifiées plusieurs fois, soit par des lois, soit par des règlements. La définition de l'assuré chômeur ayant droit à une allocation a été fréquemment altérée. En avril 1923, en février 1924, les conditions pour l'obtention de cette indemnité furent rendues moins sévères. En février et en juillet 1925, elles traduisirent une rigueur accrue, puis, au mois d'avril 1928, marquèrent un renouveau d'indulgence. Des dizaines de milliers d'individus furent donc tour à tour, tantôt incorporés dans les cadres de l'assurance, tantôt rejetés hors de ses limites. Des traitements aussi diversifiés n'ont pu que fausser la régularité des observations.

3^o En outre il y a des « *gaps* » dans le fonctionnement de l'Assurance, autrement dit, des ruptures, des arrêts, pendant lesquels l'assuré, quoique chômeur, perd son droit à indemnité. Cela se produit, lorsque la période pendant laquelle le chômeur avait droit au secours est écoulée, alors qu'il attend le moment où il pourra de nouveau en jouir, le « *benefit* » de l'Assurance n'étant pas perpétuel, mais seulement temporaire. Du 28 avril au 2 juin 1921, du 8 septembre au 2 novembre de la même année, du 19 janvier au 26 janvier 1922, du 1^{er} juin au 5 juillet 1922, du 4 octobre au 1^{er} novembre 1922, se situent certains de ces « *gaps* », pendant lesquels des assurés sans travail ne furent pas comptés parmi les chômeurs.

Cependant, il serait exagéré de prétendre que ce sont toujours les mêmes individus qui restent en chômage. On constate, en effet un mouvement de va et vient parmi les

chômeurs ainsi que le prouve le nombre des demandes fraîches d'indemnités de chômage recueillies pendant la semaine finissant le 24 juillet 1922, où elles s'élevèrent à 96.785, puis, pendant les semaines suivantes à 79.264 et 64.554 ¹.

4^o Le traitement du chômage partiel « *organised short time* » ² par les statistiques a lui aussi varié. De décembre 1920 à octobre 1922, il est enregistré séparément. De novembre 1922 à mai 1923, seuls sont indiqués les chômeurs complets. Puis de juin 1923 à mars 1924, les statistiques comprennent ensemble les chômeurs complets et une partie des chômeurs partiels, sans représentation séparée de ces derniers. Enfin, à partir du mois d'avril 1924, il ne fut plus tenu compte que des ouvriers qui seraient sans travail le jour même où l'on procéderait au relevé hebdomadaire du chômage, en comprenant à la fois chômeurs complets et chômeurs partiels.

5^o Depuis le mois de janvier 1928, les ouvriers ayant plus de 64 ans, sont exclus du bénéfice de l'assurance. Avant cette date il n'existerait pas de limite d'âge. Ce changement n'a pas été sans apporter des perturbations importantes dans la direction de la courbe du chômage. Par cette restriction plusieurs centaines de milliers de travailleurs âgés furent évincés des tables de l'Assurance.

Il est cependant difficile d'en évaluer exactement le nombre. Le recensement de 1921 comptait parmi la population occupée de Grande-Bretagne, 495.588 hommes et femmes de 64 à 69 ans, et 302.967 de plus de 70 ans, soit

1. *The Third Wenter of Unemployment*, Londres, 1923.

2. Le chômeur partiel « *organised short time worker* » doit justifier, afin de recevoir l'indemnité de l'Assurance, soit de deux périodes de chômage ayant chacune une durée égale ou supérieure à deux journées, soit de deux périodes de chômage, chacune d'au moins six jours, séparées par moins de six semaines de travail, *op. cit.*, p. 24. note 1.

un total d'environ 800.000 individus âgés de plus de 64 ans.

D'autre part, le nombre des assurés qui, depuis 1920, était en progression chaque année de plus de 100.000 unités, subit, pendant l'année 1928, une diminution de plus de 250.000 unités, pour reprendre ensuite son ascension interrompue.

Peut-être n'est-il pas invraisemblable d'évaluer alors le nombre des travailleurs écartés de l'Assurance par ces mesures d'exclusion aux environs de 350.000, chiffre proche de celui (376.000) dénombant au mois de mars 1929 les pensionnés nouveaux des « *Contributory Old Age Pensions Acts* »¹.

6° La courbe du chômage a été influencée également par des facteurs anormaux : les grèves. Parmi les plus amples et les plus violentes, citons celle de janvier 1924 qui éclata dans le personnel des Chemins de fer, et les deux fameuses grèves minières qui, d'avril à juillet 1921 et de mai à décembre 1926, entravèrent la production du charbon.

Cette cessation volontaire du travail dans certaines industries eut pour conséquence de gonfler pendant sa durée le nombre des chômeurs des industries annexes ou dépendantes dont la production était ainsi brusquement interrompue, faute de matières premières ou de force motrice. Il en fut ainsi dans les industries suivantes, pendant l'année 1926 : hauts-fourneaux, poterie, fours à coke, industries mécaniques etc...

La grève achevée, il fallut penser à satisfaire les commandes en retard, à reconstituer les stocks et ainsi à embaucher une quantité inusitée de main-d'œuvre, pendant une assez longue période, pour intensifier temporairement la

1. *Op. cit.*, p. 33.

production, avant de revenir à un état normal. L'effet de la grève fut donc double. Pendant sa durée, elle créa du chômage dans les industries de son voisinage parfois très étendu, puis ensuite suscita un appel inaccoutumé de main-d'œuvre, entraînant une amélioration factice du marché du travail. Il n'est pas douteux, par exemple, que la diminution du chômage constatée en 1927, n'ait été causée par le déséquilibre entre la production et la demande, conséquence de la grève charbonnière de 1926, et qu'elle ne représente, en aucune façon l'état normal de l'emploi à cette époque.

Ce dernier facteur, ainsi que ceux qui précèdent, dont l'importance n'est pas moindre, a exercé sur la courbe du chômage des influences profondes qui en faussent complètement les indications. Il est impossible de comparer ses diverses parties entre elles, et surtout de croire à la valeur absolue des variations enregistrées. L'incertitude et l'imprécision dont sont imprégnées ces observations ont amené un éminent économiste anglais à formuler cette conclusion « A aucun moment, avant 1928, il ne fut possible de considérer sans danger le pourcentage du chômage comme représentant la courbe véritable de l'emploi »¹.

B. *L'Assurance et le volume du chômage*

D'ailleurs, n'eussent-elles pas subi toutes ces altérations, les statistiques du chômage n'en auraient pas moins dû être regardées avec suspicion. C'est qu'en effet, elles sont loin de comprendre la totalité des chômeurs de la Grande-Bretagne, de la même façon que l'Assurance est loin de protéger l'ensemble de la population ouvrière.

1. Henry Clay, *The Post-War Unemployment problem*, Londres, 1931, p. 38.

« Not until 1928, was it safe to accept the unemployment percentage as indicative of the true trend of employment ».

Le recensement de 1921 évalue le nombre des individus masculins et féminins occupant un emploi « *occupied* » à 19.357.000 — 17.414.000 sont des travailleurs subalternes — à l'exclusion des patrons et des artisans. Or, dans la même année, on ne comptait que 11.080.000 assurés contre le chômage, ce qui représente une proportion de 63 % seulement. Les statistiques de l'Assurance couvrent donc moins des deux tiers de la population ouvrière.

Les lois ou règlements organisant ou réorganisant le mécanisme de cette institution, énumèrent les catégories de gens qui ne sont pas astreintes à ses obligations « *are not required to be insured* ». Il n'est pas inutile d'en donner un bref aperçu, en essayant d'évaluer l'importance numérique de chacune, d'après les déclarations des intéressés au recensement de 1921.

En voici le dénombrement ¹ :

1^o Les personnes employées dans les exploitations agricoles, horticoles ou forestières, dont le nombre était estimé en 1921 à 1.097.000.

2^o Les gens de maison et les domestiques « *in private domestic service* » groupant ensemble 1.335.000 individus.

3^o Les employés titularisés des services civils « *established civil servants* » au nombre de 187.000.

4^o Les employés dont les patrons ont reçu du ministre un « *Certificate of exemption* ». Ceux-ci ne peuvent être accordés qu'aux fonctionnaires de l'Etat « *Government Departments* », aux autorités centrales et municipales « *Public and Local Authorities* », aux Compagnies des che-

1. Ministry of Labour, *Summary of Unemployment Insurance Acts, 1920-1930*, Londres, 1931, *op. cit.*, p. 34.

mins de fer, aux entreprises d'utilité publique (gaz, eau, etc) ainsi qu'aux patrons dont les employés ont acquis légalement des droits à des retraites de vieillesse « *superannuation rights* ». Peuvent encore bénéficier de ces mesures les employés permanents, ayant déjà un temps de service régulier supérieur à trois années, lorsque le Ministre juge qu'ils n'auront jamais besoin des secours de l'Assurance.

Cette classe comptait en 1921 : 389.000 fonctionnaires de l'Etat, 700.000 fonctionnaires municipaux, 764.000 cheminots et 179.000 employés dans les entreprises d'utilité publique.

5° Ceux qui n'étant des travailleurs « *manual workers* », reçoivent un traitement excédant annuellement 250 livres sterling.

6° Les infirmières, et les aides-infirmières professionnelles (95.000 en 1921).

7° Les marins, soldats et aviateurs de l'armée, régulière, à l'exclusion des réservistes, territoriaux, soit en tout 316.000 hommes.

8° Les membres de la Police, au nombre de 71.000.

9° Les professeurs rétribués et reconnus dont 134.000 se classaient eux-mêmes dans cette catégorie.

10° Les agents travaillant à la commission « *commission agents* », pour lesquels la commission n'est qu'une ressource accessoire, ou qui sont dans la dépendance de plusieurs patrons sans que leur subsistance dépende de l'un plus que des autres.

11° Les personnes occupées temporairement « *casually* » à des travaux domestiques « *for private purpose* ».

12° Celles occupées à certains travaux auxiliaires d'une durée restreinte par « *time subsidiary employments* » spécifiés par le Ministre du Travail.

13° Les pêcheurs « *share fishermen* » recevant en guise de salaire des parts de bénéfices.

14° Les personnes employées par leurs mari, femme ou parents, n'étant rétribuées ni par un salaire ni par un autre mode de paiement, ainsi que celles dont l'entretien est assuré par leur patron « *persons maintained by the employer* », et qui ne reçoivent ni salaire ni argent.

15° Enfin, celles occupées à un ouvrage procuré par une municipalité, à la suite d'un accord avec les services de l'Assistance « *Poor Law Authorities* », sous les conditions suivantes : ces services devront contribuer pour une certaine part à la rémunération de ces travaux, les ouvriers n'auront pas reçu précédemment des indemnités d'Assurance-Chômage, et le travail fourni ne sera pas d'une durée normale « *full-time work* ».

Cette table était essentielle pour permettre d'apprécier l'étendue véritable des données et des effets de l'Assurance-Chômage, qui, on le voit, exclut de son domaine les professions qui ne sont pas spécifiquement industrielles, celles qui ne sont pas rétribuées ou qui ne le sont qu'imparfaitement ainsi que celles auxquelles un régime de faveur a été accordé. La main-d'œuvre ainsi évincée représente plus du tiers des forces vives de la nation.

Comment évaluer le chômage qui règne dans ce dernier tiers ? A quel taux de préciser ? Il est regrettable que l'on ne puisse avec exactitude répondre à ces questions. Un fait est certain : là comme ailleurs il y a du chômage. Mais en est-il dans ce dernier tiers comme dans les deux autres ? La proportion en est-elle plus forte ou plus faible ? On ne peut, en toute rigueur, que formuler son ignorance, et exprimer le regret que cette ignorance puisse rendre si discutables les données statistiques du chômage, telles qu'elles proviennent de l'Assurance.

Cependant, il est certains auteurs dont la hardiesse s'est déployée jusqu'à prétendre que l'insuffisance d'étendue de ces observations ne saurait avoir aucun effet sur la valeur des variations enregistrées. Qu'importe, disent-ils l'inexactitude dans l'appréciation du volume, de la quantité du chômage, si, par ailleurs, on possède des variations de celui qui est évalué, puisque seules, ce sont les variations que nous retenons ? N'est-ce pas une attitude excessive de ne pas tenir ces mouvements pour valables en tant que mouvements, et n'est-il pas évident et incontestable que les variations du chômage, comme celles de tout autre phénomène sont indépendantes de son volume et jouissent d'une entière autonomie ?

L'erreur est incluse dans le texte même des propositions. Il suffit en effet de définir ce qui constitue la base, l'essence même des variations statistiques : « une succession de faits rapprochés dans le temps » pour en faire justice. Que contiennent ces faits, ces nombres, sinon des quantités, des volumes, que ce soient des marchandises ou des hommes. Qu'expriment ces variations, sinon une série de quantités observées à des intervalles réguliers ? Ne comprennent-elles donc pas deux éléments inséparables : de l'espace et du temps ; autrement dit des volumes dans une durée, des quantités mesurées à des moments déterminés ? On ne saurait donc en définitive soutenir sérieusement d'aussi chimériques allégations.

L'existence d'une inconnue aussi importante, puisqu'elle recouvre le chômage de plus d'un tiers de la population ouvrière, ne permet pas que l'on attribue aux indications de l'Assurance une portée générale et un aspect vraiment représentatif du chômage dans le Royaume-Uni. Il faut donc ramener ces chiffres à leur juste échelle, et dès main-

tenant, reconnaître que les données statistiques de l'Assurance n'ont de valeur qu'à l'égard seulement des salariés qu'elle protège et des secours qu'elle distribue. Mais il est en dehors de celles-ci d'autres formes de chômage, qui, quoique moins apparentes, moins manifestes, ne laissent pas cependant de refléter aussi âprement la profonde détresse dont souffrent l'ordre social et l'économie du pays.

Section II

Le chômage occulte

A. Le chômage secouru directement

A côté du chômage secouru grâce aux indemnités de l'Assurance, il existe d'autres expressions du chômage : selon que celui-ci est secouru « directement » par les services d'Assistance publique ou privée et de Bienfaisance, ou « indirectement » par l'Etat ou les communes, ou bien encore lorsqu'il ne reçoit « aucun secours ».

Dans le premier groupe, les secours sont donnés aux chômeurs par l'Assistance publique « *Poor Laws Relief* », ou privée : « *Salvation Army* » et Caisses paroissiales « *parish funds* ». Elle protège de nombreuses catégories de sans-travail : ceux qui n'appartiennent pas à l'une des branches industrielles incluses dans l'Assurance-chômage, ceux qui ont épuisé leur droit à allocation, ceux qui n'ont pas encore travaillé, ceux qui n'ont pu encore verser aucune prime à la caisse d'Assurance, ceux qui dépendants de parents ou alliés ne pouvant subvenir à leur entretien, etc..

On pourrait citer ainsi la presque totalité des indigents d'un pays. Car l'indigence qui n'est pas due à une incapa-

cité physique ou intellectuelle de travailler — ce qui exclut les aliénés, les malades, la vieillesse inapte, l'extrême jeunesse — n'est-elle pas aussi une sorte de chômage ? Et ne pourrait-on pas à ce titre, après élimination des catégories qui viennent d'être visées, considérer les assistés comme des chômeurs ?

B. Le chômage secouru indirectement

Plus avant dans la recherche du chômage, on ne peut manquer de mentionner la présence d'un second groupe de chômeurs occultes, dont l'existence n'a pas été jusqu'à ce jour suffisamment mise en relief.

Il comprend des individus, qui, quoique n'étant pas chômeurs à un moment donné, le seraient devenus si aucune mesure spéciale n'avait été prise par les pouvoirs publics. Que ces mesures aient consisté en subventions, en avances aux municipalités ou aux particuliers, en dépenses pour des travaux publics exceptionnels etc... ou encore autrement, en une extension momentanée du personnel des services de l'Etat ou des municipalités, des effectifs de l'Armée, de la Marine et de l'Air, etc., il n'en reste pas moins, qu'elles n'ont servi qu'à mettre à l'abri du besoin pendant un certain temps, en leur donnant un salaire pour une œuvre utile ou improductive, une tâche réelle ou un simulacre de travail un certain nombre de chômeurs, et qu'elles constituent en définitive des palliatifs du chômage.

a. Les secours financiers.

Les Travaux Publics entrepris en Grande-Bretagne sous la formule « secours aux ch meurs¹ », et exécutés en

1. State Relief Works Acts, Local aided relief Works Acts, Unemployment grants. Committee Schemes, Field Drainage Grants, Land Utilisation Bill, Development Acts, Colonial Development Acts, Housing Acts, etc..

vue de réduire le chômage ont comporté des constructions de routes, de ponts, d'ouvrages d'utilité publique, des drainages et des améliorations agricoles, etc.. et n'ont pas cessé d'être prescrits et décidés depuis 1920 par le Parlement et les collectivités municipales avec ou sans son aide. Il faut encore compter dans leurs rangs des Travaux Publics, qui ont été commencés ou effectués avant l'époque normale de leur exécution, dans le but de remédier à un chômage actuel, en anticipant simplement sur la date de leur exécution, date à laquelle, suppose-t-on, le chômage sera moins intense. On ne fait en réalité que déplacer le chômage d'une époque à une autre et fausser la régularité des observations, car, sans ces travaux, la masse des *Unemployed* n'eût pas manqué d'être grossie.

Les ouvriers reçoivent, en fait, de véritables secours qui sont distribués sous forme de salaires, secours qui sont ou bien prélevés sur le budget par le moyen de subventions « *grants* », ou bien qui proviennent d'emprunts « *loans* » qu'il faudra tôt ou tard rembourser. L'ensemble des sommes ainsi utilisées ne manque pas de peser sur le contribuable anglais tout autant que la *dole*.

Voici les estimations officielles¹ au mois de février 1931 du nombre des chômeurs ainsi indirectement secourus : 33.000 ouvriers étaient occupés à des travaux routiers, et 56.000 à des travaux locaux d'utilité publique. On présume que ces travaux ont procuré indirectement de l'ouvrage à un nombre égal d'ouvriers, ce qui donne un total de 178.000 ouvriers secourus. De plus, 6.500 étaient attachés à des travaux de drainage. 35.000 à des améliorations agricoles et 7.000 entraînés aux travaux des industries colo-

1. Discours de Mr Johnston, Lord du Sceau Privé, prononcé le 16 avril 1931 à la Chambre des Communes, rapporté dans *The Times*, du 17 avril 1931.

niales, soit, en tout : 226.000 individus, non compris les ouvriers du bâtiment et des travaux publics forestiers dont le nombre peut être évalué à 110.000.

b. *Les créations d'emploi.*

A cette masse approximative de 330.000 individus, il faut ajouter ceux qui, sous la pression d'un arrêt du travail dans la branche industrielle où ils servaient, sont entrés dans des emplois administratifs ou civils, dont les cadres furent élargis pour la circonstance. Les services municipaux, les services d'Etat n'ont pas été sans en recevoir. Mais il est surtout une fonction qui permet la formation d'un tel réservoir de chômage : le métier militaire.

Dans les pays où la conscription est obligatoire, l'armée reçoit une grande quantité de chômeurs, que ce soit ceux qui, sans travail et sans avoir atteint l'âge régulier d'incorporation, se font accepter en période de crise par voie de devancement d'appel, ou bien encore ceux qui, après avoir fait un temps de service normal, contractent des rengagements de plusieurs années, en attendant la fin de l'« *economic blizzard* ». Tous se font entretenir aux frais de la collectivité, en troquant l'habit de chômeur pour l'uniforme du soldat.

En Angleterre, où l'art militaire donne lieu à rétribution, où il y a une armée, une marine et une aviation professionnelle, les engagements sont de longue durée. Cependant, il est beaucoup de jeunes chômeurs, qui, effrayés à juste titre par des perspectives économiques peu encourageantes, préfèrent à une vie libre, mais misérable, le bien-être d'une caserne.

C. *Le chômage qui n'est pas secouru, ou chômage économique*

Mais il est aussi des cas où le chômage existe sans être secouru, ni directement ni indirectement, parce qu'on juge qu'il n'a pas besoin de l'être, et que ceux dont l'activité est suspendue en partie ou en totalité faute d'emploi, possèdent par ailleurs des ressources ou des appuis suffisants. Ils ne deviennent pas, en un sens, des chômeurs, parce qu'on n'a pas l'habitude de désigner par ce terme ceux dont le travail n'est offert qu'en vue d'une rétribution nécessaire à leur vie. Et pourtant, il est difficile de ne pas attribuer à cet état l'étiquette « chômage », qui exprime avant tout une cessation involontaire du travail, et l'expulsion du travailleur hors de la vie économique active.

Il est des travailleurs cumulant plusieurs emplois, plusieurs occupations en une seule journée, par exemple : tel qui, employé matin et après-midi dans une briqueterie, est le soir machiniste dans un théâtre ; d'autres sont à la fois employés de bureau et musiciens, d'autres encore jardiniers le soir pour le compte de particuliers, alors qu'ils font office de serruriers ou de terrassiers pendant le jour, etc. Lorsqu'un de ces emplois vient à être supprimé, ces ouvriers perdent ainsi une partie de leurs revenus salariés.

En outre, il est certaines catégories de travailleurs intellectuels, artistes, écrivains, artisans, dont les profits peuvent être, en temps de crise, considérablement réduits.

Enfin, les assurés en chômage partiel, dont la durée de travail n'a pas été suffisamment écourtée¹, pour qu'ils puissent bénéficier d'une indemnité de chômage, eux aussi représentent des heures de travail perdues pour la

1. Cf. page 53. note 2.

production et une part de salaire perdue pour la consommation.

On perçoit, dès lors, le double sens qu'enveloppe le terme chômage et la nécessité de le considérer sous deux faces : l'une sociale, l'autre économique.

Considérons la face sociale. Le chômeur est privé involontairement d'un travail qu'il n'est incapable ni physiquement ni intellectuellement de remplir, et, par là-même du salaire qui est indispensable à sa subsistance. Ce qui compte avant tout de ce point de vue, c'est de constater la suppression du salaire, la perte des moyens d'existence de milliers d'êtres humains et le danger de cette situation pour leur vie et la vie de la nation¹. Le chômeur est donc un individu « en souffrance » dans la Société, une créature humaine qui a besoin d'assistance et de secours, un pauvre hère qu'en toute justice il faut nourrir et protéger.

Assez différente est l'idée de chômage examinée sur le plan économique. Ce qui importe alors, ce n'est plus l'entretien, la subsistance, la vie d'individus et la nécessité de les secourir, mais le rôle qu'ils jouent dans la vie économique.

Leur mise à l'écart de la production implique pour celle-ci une contraction correspondante du volume de la production. La main d'œuvre ainsi rejetée devient oisive et sans aucune utilité pour l'activité économique. Elle n'existe plus que comme potentiel de travail, elle ne représente plus des produits, des services, de l'action, elle ne crée plus, elle attend, comme des navires désarmés dans un port, qu'on ait besoin d'elle et qu'on lui fasse appel. A ce titre, le chômage représente une masse de travail inutilisée et

1. Lire à ce sujet les remarques pénétrantes de M. Henri Noyelle « *Le droit des chômeurs et la Loi économique* », *Revue Economique Internationale*, mai 1932.

improductive, une main-d'œuvre inactive, une énorme quantité d'heures de travail sans emploi, sans usage et sans destination.

Pour l'enregistrer, ce ne sont plus les statistiques d'un chômage social, secouru et déclaré, qui peuvent servir, mais des chiffres pesant cette inactivité, la somme des heures perdues pour la production, en un mot, le volume du « non emploi », du travail rejeté hors de la vie économique.

Car seul, le « non emploi » peut rendre compte des perturbations apportées dans l'utilisation de la main d'œuvre, dans l'offre de travail, en enregistrant, non seulement le renvoi d'une main-d'œuvre inemployée mais encore l'embauche nouvelle.

C'est par ce moyen, en se fondant sur des notions plus précises de volume, d'heures de travail, et non plus sur des quantités de travailleurs, que l'on pourra se croire assuré de posséder des bases positives et indiscutables, une expression parfaite du chômage, une mesure exacte parmi les mesures du travail.

Il sera possible, alors, de comparer, d'opposer, de confronter avec fruit les données ainsi obtenues à celles qui enregistrent les autres manifestations de la vie économique : production, échanges, prix, salaires, etc... L'élément chômage exprimera tout son contenu, et, s'il en est de même pour tous les autres éléments de la vie économique, on obtiendra une unité de statistiques bienfaisante pour la continuité des observations.

Le rapprochement du chômage d'Avant-Guerre avec celui de l'Après-Guerre, dont on pouvait beaucoup attendre, ne nous a apporté que peu de conclusions vraiment intéressantes et instructives. Certes, le niveau chronique

du dernier est beaucoup plus élevé que l'autre, et le chômage d'après-guerre comprend un volume plus considérable que celui de son devancier — malgré les efforts faits pour la suppression de la cause qui parut unique au début du siècle : l'immobilité de la main-d'œuvre, et qui ont consisté surtout dans le développement des Bourses de travail — mais il semble beaucoup moins régulier et surtout beaucoup moins normal. Autrefois, les crises apportaient des dépressions momentanées ; à présent, la proportion du chômage constant dépasse sensiblement celle qui existait au plus bas de ces dépressions. Toutefois, il n'est pas possible de juger, d'après un si court laps de temps, (1919 à 1930) si des crises périodiques excessivement aiguës viendront par la suite en accroître la charge. Il reste incontestable en définitive que les causes qui ont présidé au chômage d'Avant-Guerre ont été amplifiées et que d'autres plus pesantes n'ont pas manqué de naître.

Malgré les améliorations survenues dans l'observation du chômage depuis la généralisation de l'Assurance, les statistiques restent encore insuffisantes. Les variations enregistrées ont subi trop de déformations pour représenter l'aspect réel et total du chômage. Encore n'y aurait-il que demi mal, si les données avaient porté sur l'ensemble de la population ouvrière du pays. Mais plus d'un tiers de celle-là en est mis à l'écart. Cette inconnue permet alors toutes les suppositions, toutes les hypothèses. Au surplus, il est d'autres formes, d'autres modes de chômage qui restent exclus des statistiques : le chômage occulte auquel les secours parviennent de diverses manières, et le chômage non secouru. C'est seulement en ajoutant ces deux formes de chômage non reconnues à la forme officiellement reconnue que l'on peut situer sa vraie place dans la vie économique.

Ces omissions rendent donc impossible l'attribution aux données de l'Assurance-Chômage d'une portée générale. Leur domaine est exigü et leurs explorations restreintes. La seule signification qui puisse leur être accordée, c'est de valoir, à l'exclusion des deux formes indiquées ci-dessus comme représentation du chômage officiel à savoir :

1° du chômage secouru directement par l'octroi d'indemnités d'Assurance ;

2° du chômage affectant les deux tiers de la population ouvrière de la Grande-Bretagne.

Mais, délaisser les statistiques de l'Assurance-Chômage, leur dénier tout pouvoir et refuser de les utiliser, en conséquence des critiques qui précèdent, serait à vrai dire, une attitude abusive. En l'absence de toute autre nourriture plus substantielle, force est donc de nous en contenter ; et il reste possible, sous les réserves déjà formulées, d'adopter les appréciations émises lors de l'analyse de ces statistiques.

L'opposer à celui des autres nations, eût provoqué sans doute des réflexions fécondes, s'il avait été possible de trouver à l'étranger des données de même forme et de même nature. Il n'en est malheureusement pas ainsi, car les deux limites dans lesquelles s'inscrit le chômage anglais sont fixées arbitrairement par le législateur ; dans le reste du monde, le chômeur secouru ne répond pas aux mêmes exigences et aux mêmes qualifications. Et la seule conclusion que ces grossières comparaisons eussent pu amener, c'est de mettre en relief l'existence dans les autres pays d'un taux de chômage enregistré ou secouru très inférieur à celui de la Grande-Bretagne pendant la période qui s'est écoulée de 1919 à 1930.

En se contentant de l'examiner dans les diverses phases

de son évolution, les enseignements que fournit le chômage britannique ne sont pas à négliger. La preuve a été faite que les recherches doivent prendre pour point de départ le chômage éprouvé dans chaque branche industrielle. En effet, les industries sont plus ou moins atteintes, selon la nature de leur production. D'autre part, comme ce sont les besoins de la production qui commandent l'acceptation et le rejet du travail, c'est donc en s'élevant dans chaque industrie déterminée, jusqu'aux mobiles qui concourent à en restreindre l'activité, que l'on suivra la voie, qui conduit à la solution du problème.

DEUXIÈME PARTIE

La production

CHAPITRE PREMIER

VUE D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION

L'emploi devrait normalement subir les mêmes fluctuations que la production. A la demande de produits et de services, devrait correspondre un appel immédiat de main-d'œuvre. Mais, en l'état actuel de l'organisation économique, la production n'est pas l'effet uniquement du travail mais aussi du capital. Le produit est la résultante de ces forces, dont l'une est subordonnée, l'autre dominante. Et c'est le capital qui, par son action, détermine le moment où le travail sera utilisé et assigne des limites à cette utilisation.

L'entrepreneur peut avancer ou retarder le moment où il mettra sur le marché son offre de travail, selon que les capitaux qui sont à sa disposition lui permettent de constituer des stocks plus ou moins considérables de marchandises. Dans le cas, en effet, d'une dépression dans la demande des consommateurs, il pourra, en accumulant des réserves de produits, entretenir une production constante, et maintenir un nombre égal d'ouvriers dans son entreprise. Lorsque, au contraire, les commandes deviendront plus nombreuses, et la demande plus active, il laissera les stocks s'épuiser et conservera ainsi ses ouvriers. Le capital rend donc possible l'égaleisation, l'uniformisation de certaines fluctuations saisonnières, ou de courte durée, de la production et, par suite, de l'emploi.

Mais le capital peut, au lieu de jouer ce rôle de régulateur, revêtir la forme d'un antagoniste du travail. Le développement du machinisme tant décrié par nos contemporains en est l'expression la plus concrète. La machine remplacerait l'homme, supprimerait la main-d'œuvre, et créerait du chômage ?—Peut-être. Il ne faut pas cependant, oublier qu'elle accroît le potentiel humain, qu'elle donne au travail devenu conducteur et pilote une fonction de plus en plus élevée dans l'échelle des qualités et contribue pour autant à accroître sa rémunération. Au reste, si, dans les périodes de prospérité où les capitaux sont abondants, il est fait largement appel au marchinisme, ce dernier ne subit aucun développement et reste stagnant au cours d'une dépression. Car les capitaux sont alors absorbés par les stocks ou refusés aux entreprises qui réalisent de trop faibles profits.

L'exemple de l'Angleterre en est la meilleure preuve. Depuis 1921, la crise qui terrasse ce grand pays n'a fait que s'aggraver. L'outillage y est resté dans les industries atteintes le plus souvent vétuste et suranné, faute de commandes, faute de profits, faute de crédits. Les variations de la production sont donc d'autant plus proches des variations de l'emploi que les industries sont plus éloignées de la prospérité, là où le machinisme n'a pu intervenir. Là, à un chômage élevé doit correspondre une diminution proportionnelle de production.

Pour évaluer celle-ci quatre grandes enquêtes ont été faites dans le Royaume-Uni. Parmi les plus récentes, peuvent être citées celles de 1907 et de 1924, et la dernière de 1931 dont les résultats complets n'ont pas encore été publiés. Il convient de noter qu'entre les années 1907 et 1924, les modifications survenues dans la production ne furent pas

enregistrées, si ce n'est dans certaines branches industrielles particulières. Seule reste donc possible une comparaison d'ensemble entre ces deux dates extrêmes.

Bien que l'année 1907 n'ait point marqué l'un des sommets de l'activité industrielle d'Avant-Guerre, et ne puisse, à ce titre, être retenue comme vraiment représentative de la prospérité de cette époque, il n'en reste pas moins que du rapprochement de sa production d'avec celle de 1924 (tableau X), ressortent des constatations importantes. La valeur nette de la production ne s'est élevée que de 141 %, alors que le nombre des ouvriers englobés dans ces enquêtes augmentait de 11 %. La productivité de chaque ouvrier « *efficiency* » ne s'est accrue que de 21 %.

Tableau X

COMPARAISON DES PRODUCTIONS DE 1907 et de 1924 ¹

	1907	1924
Production industrielle :		
Valeur brute	£ 1.765.400.000	£ 3.917.400.00
Valeur nette ²	£ 712.100.000	£1.719.200.000
Nombre d'ouvriers	7.087.000	7.821.000
Population de la Grande-Bretagne.....	39.300.000	43.600.000
Production nette de chaque ouvrier (efficiency)	£ 100	£ 220

1. *Output, employment, wages in industry, in the United Kingdom, 1924*, G.L. Schwartz, London et Cambridge Economic Service, Special memorandum, n° 26, mai 1928.

2. La valeur brute représente la production de chaque industrie dans l'état où les produits sont livrés à la vente, ou restent en stock à la fin de l'année. La valeur nette s'établit en déduisant de la valeur brute le coût des matières premières et comprend : salaires, appointements, loyers, impôts, taxes, amortissements, publicité, frais de vente, profits.

En 1907, la proportion de chacun de ces éléments était :

Salaires	52 %
Appointements (travaux non manuels)	9 %
Amortissements	9 %
Impositions.....	1,5 %
Loyers, bénéfices, etc.	28,5 %

En 1924 les salaires représentaient aussi 52 % de la valeur nette de la production.

Nombres indices de production :	1907	1924
Valeur nette de la production	100	241
Prix ¹	100	180
Nombre d'ouvriers	100	111
Productivité individuelle ²	100	121

Certes, il importe de remarquer que cette confrontation n'a qu'une portée toute relative, puisque l'enquête de 1924 n'embrasse pas la production de l'Etat Libre d'Irlande, qui reste presque exclusivement agricole, que, d'autre part, les impôts indirects « *excise duties* », ainsi que les charges sociales ont considérablement augmenté au regard de 1907, constituant un élément de poids plus considérable incorporé à la valeur nette, sans accroissement réel de production ; et qu'enfin, la somme des heures de travail fournie annuellement par chaque ouvrier a beaucoup diminué. Malgré toutes ces réserves, la constatation de la faible extension de l'*efficiency* entre des années aussi éloignées, apporte bien la preuve que l'outillage britannique s'est peu développé, que le machinisme n'a pas progressé, et que le taylorisme ne s'y est pas implanté.

Depuis 1924 les fluctuations annuelles de la production industrielle nette « *net output* » ont été enregistrées par le Ministère du Commerce « *Board of Trade* », et sont reproduites au tableau XI. Ses indices mesurent l'activité industrielle de 90 % environ des groupes représentés, et des deux tiers de la production minière et manufacturière de la Grande-Bretagne.

La baisse y est graduelle dans les industries minières et

1. Les indices des prix de gros différent : celui du Board of Trade calculé sur la base de 100 en 1907 serait en 1924 de 183,2 et celui du « Statist » : 173,8.

2. Mr Schwartz calcule cette productivité selon la formule $\frac{241}{111 \times 180} = 121$

qui tient compte de l'augmentation de la production nette, pondérée par celles de l'effectif ouvrier et des prix de gros.

textiles, irrégulière dans la métallurgie du fer et de l'acier. Les constructions mécaniques comprises en un même groupe avec les constructions maritimes, donnent à celles-ci une apparence de vitalité que la réalité dément. L'accroissement n'est vraiment notable que dans le nombre de mètres cubes de gaz et de kilowatts électriques distribués à la consommation.

Tableau XI 1
INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION DEPUIS 1924

Groupes d'industries	1924	1927	1928	1929
1° Mines et carrières	100	94,3	89,2	96,8
2° Métallurgie du fer et de l'acier	100	110,0	102,3	114,0
3° Métallurgie des autres métaux	100	116,9	119,3	120,5
4° Industr. mécan. et constr. maritimes.	100	115,1	113,1	121,0
5° Industries textiles	100	101,6	99,9	98,5
6° Industries chimiques	100	105,2	110,3	115,8
7° Cuirs et chaussures	100	107,7	102,0	98,5
8° Imprimerie et papeterie	100 ²			
9° Alimentation, boissons, tabacs	100	99,7	101,9	106,0
10° Gaz et électricité	100	119,7	126,0	135,8
Indice industriel (moyenne) ..	100	106,8	105,5	111,8

1. Ce tableau mesure les variations de la production nette établie d'après les informations provenant d'associations commerciales ou de firmes industrielles. Les groupes comprennent :

- 1° Mines et carrières : charbon, coke et produits dérivés, minerai de fer..
- 2° Métallurgie du fer et de l'acier : tôles galvanisées, fonte, tôles et fils d'acier.
- 3° Métallurgies du cuivre, de l'étain, du plomb et du zinc.
- 4° Industries mécaniques et constructions maritimes : Equipement électrique, automobiles et cycles etc...
- 5° Industrie textiles : coton, laine, soie, lin..
- 6° Industries chimiques : allumettes, savons, acides, raffinage de pétrole etc..
- 7° Cuirs et chaussures : tanneries et manufactures.
- 8° Imprimerie et papeterie : fabrication.
- 9° Alimentation, boissons, tabacs, meunerie, etc...
- 10° Gaz et électricité, volume de la production.

Ne sont pas comprises dans ces observations les industries suivantes : bâtiment, travaux publics, habillement et entreprises d'utilité publique autres que le gaz et l'électricité.

Il ne fut pas établi d'indices pour les années 1925 et 1926.

2. Les indices de l'imprimerie et la papeterie ne représentant que 40 % de la production de ces industries ne sont pas représentées séparément, mais sont comptés dans le total général.

La production britannique s'est donc affaissée conformément aux prévisions tirées de la situation de l'emploi dans les branches industrielles les plus éprouvées par le chômage. Cependant, il est des cas où cette production a été arrêtée, non pas par suite d'une contraction de la demande, mais lorsque des grèves survenues dans les industries productives de matières premières, entraînent à leur suite le lock-out d'industries dépendantes.

CHAPITRE II

LA PRODUCTION DE CERTAINES INDUSTRIES

Section I

L'industrie charbonnière

Le charbon fut pendant longtemps la richesse la plus sûre de la Grande-Bretagne. Sa part, dans la production mondiale qui, pendant les cinq années qui précédèrent la guerre était en moyenne de 25 %, s'était abaissée en 1929 à 19,9 % (tableau XII). L'effet de deux grèves de mineurs ne fut que passager, mais, en 1929, l'Angleterre n'avait pas encore retrouvé le taux de sa production de 1913.

Si le monde n'a pas assisté de nos jours à une progression aussi marquée que dans le cours du XIX^e siècle de la production de la houille, cela tient à divers obstacles qui se sont opposés à sa consommation.

A. Causes générales limitant la production du charbon.

Parmi les causes générales de cet arrêt, les principales se trouvent dans la concurrence de générateurs nouveaux de chaleur, de lumière et de force motrice : l'électricité, le mazout et les gaz naturels, en même temps que dans un usage plus parcimonieux de la houille.

En premier lieu, l'électricité tend, surtout dans les pays non producteurs de charbon à supplanter son usage par l'aménagement des chutes d'eau. Les forces hydrauliques reçoivent une destination chaque jour plus étendue : services domestiques, chauffage, éclairage, services industriels, moteurs, fours, transports, manutention, chemins de fer, etc... En Italie, 9.410 millions de kilowatt-heure, avaient en 1929 cette origine, et 262 millions de kW-h seulement provenaient d'usines thermiques. En Norvège et en Suisse, les cours d'eau fournissent la totalité de la consommation qui, en 1929, dépassait 10.000 kW-h et 5.300 kW-h. Par le même moyen, de 1923 à 1929, la Finlande triplait sa production et la Suède doublait la sienne. Peu à peu les pays montagneux dénués par la nature de charbon dont les dépôts se sont accumulés dans les vallées, se libèrent de son usage, et lui substituent la houille blanche qu'ils trouvent en abondance à l'intérieur de leurs frontières. De la même façon, les nations possédant à la fois ces deux sources d'énergie, abandonnent la première au profit de la seconde.

Il est aussi une autre cause qui pousse plus avant cette désaffection. L'adoption d'huiles minérales ¹, lourdes (mazout) ou légères (pétrole) a permis, ou bien d'utiliser les anciennes chaudières à vapeur avec un rendement accru et une main-d'œuvre restreinte, ou bien de leur substituer les moteurs à explosion puissants et économiques. C'est ainsi que sur mer, la transformation a été très rapide. En 1914, le tonnage des navires employant des huiles miné-

1. On a depuis longtemps songé en Grande-Bretagne à transformer le charbon en alcools supérieurs (benzols). Mais l'hydrogénation qui doit être faite à une température de 400° et sous une pression de 300 kg. par cm², est trop onéreuse et d'un faible rendement : 35 % du poids du charbon, ce qui en empêche actuellement toute exploitation industrielle.

rales ne dépassait pas 1.300.000 tonnes. En 1930, ce tonnage s'élevait à 28.000.000 tonnes, soit approximativement 42 % du tonnage mondial. De l'ensemble des navires lancés pendant cette année-là, jaugeant 2.889.000 T. 700.000 tonnes seulement étaient préparées pour ne brûler que de la houille. On s'explique alors aisément que la quantité de charbon embarquée dans les ports de l'Angleterre pour la consommation propre de navires pendant leurs traversées « *Bunker Coal* » ait décriu de 22 % entre 1913 et 1929.

Tableau XII
LA PRODUCTION DU CHARBON

Années	Production mondiale millions de Tonnes	Production britannique millions de Tonnes	Exportation		Bunker Coal millions de T.	Production de chaque ouvrier Tonnes
			mm de T.	mm de £		
moyenne 1909-13	1078,3	269,6				
1913		287,4	73,4	50,7	21,0	260
1919		229,7	35,2	83,2	12,0	196
1920		229,5	24,9	99,6	13,9	187
1921		163,2	24,6	42,9	11,0	(3)
1922		249,6	64,1	72,5	18,2	217
1923		276,0	79,4	99,8	18,1	229
1924	1164,7	267,1	61,6	72,0	17,6	220
1925	1163,5	243,1	50,8	50,4	16,4	221
1926	1158,3	126,2	20,5	19,1	7,7	(3)
1927	1254,1	251,2	51,1	45,5	16,8	245
1928	1220,6	237,4	50,0	39,0	16,7	253
1929	1299,5	257,9	60,2	48,6	16,3	270

Il est une troisième substance concurrente du charbon. On estimait en effet en 1929 que le gaz naturel remplaçait dans ses usages environ 80.000.000 de T. de houille. Si on évalue d'autre part la production de mazout comme équi-

1. Ces chiffres sont tirés des : *Statistical Tables relating to British and Foreign Trade and Industry* (1924-1930) Londres, 1931. La tonne anglaise pèse 1018 kg.

2. Charbon embarqué sur les navires faisant le service avec l'étranger ou sur les bateaux de pêche, pour leur propre consommation.

3. Grèves.

valant à près de 170.000.000 de T. de houille, et celle développée par les chutes d'eau comme égale à 110.000.000 de T., on constate que ces trois formes d'énergie déplacent à elles seules 360.000.000 de T. de charbon, soit environ le tiers de la production annuelle mondiale.

Enfin, il existe une quatrième cause qui tend à limiter et à réduire la consommation du charbon. Ce combustible est utilisé plus économiquement qu'autrefois, et à quantité égale fournit un plus grand nombre d'unités d'énergie. L'emploi récent de grilles mobiles dans les foyers, brûlant le charbon sous un petit calibre, et l'augmentation de la surface chauffante des chaudières modernes ont amoindri sa consommation. Cette épargne ajoute 110.000000 de T. chaque année au total de celles qui ont été autrement remplacées.

B. Causes propres à la Grande-Bretagne

Les propriétaires de mines prospères¹ accusent les pouvoirs publics d'entraver l'asservissement de leur production par des mesures législatives (*Coal Mines Acts*) qui empêchent chaque district minier de dépasser le taux de production qui lui est assigné, C'est là une opinion à courte vue d'hommes avides de concurrence, et dont les entreprises particulièrement bien placées jouissent de frais d'extraction très bas. Cependant, ce ne peut être une manière de voir nationale, car, si l'ensemble de la production répond à la demande, il est de beaucoup préférable que celle-ci soit satisfaite par le plus grand nombre d'entreprises et extraite par le plus grand nombre d'ouvriers. On verra d'ailleurs par la suite que la demande de

1. Amalgamated Anthracite Collieries-Ocean Coal and Wilsons, etc,

l'étranger ne pouvait, quel que fût le prix de vente, être sensiblement accrue.

La baisse de la production anglaise de charbon qui, en 1913, représentait 72 %, et en 1929 : 61 % de la valeur des minéraux extraits en Grande-Bretagne, tient encore à des causes qui éprouvent singulièrement ce pays, et qui dérivent de modifications apportées dans l'état des débouchés à la fois sur le marché intérieur et sur les marchés extérieurs où l'Angleterre place 30 % environ de sa production. Celles-ci feront l'objet de commentaires dans la troisième partie de cet ouvrage¹.

Il est possible d'apercevoir dès maintenant combien l'inertie dont souffre l'industrie charbonnière britannique lui incombe peu et ne dépend pas des conditions de production du pays. Le stagnation est universelle et on aurait tort d'incriminer délibérément le manque de concentration, de rationalisation et de modernisme dont l'admission dans cette industrie ne changerait que faiblement l'état de choses actuel.

Section II

La métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier

L'industrie métallurgique du fer, de la fonte et de l'acier, qui eut à supporter plus que d'autres les effets des grèves charbonnières, ne semble pas avoir repris la place florissante qu'elle occupait en Grande-Bretagne avant la Guerre. Sa part, qui, pour les cinq années qui précédèrent le conflit mondial était de 10 % dans la production totale du minerai

1. Vide, pp. 111 et 123.

de fer avait fléchi en 1929 à 6 %. Pendant ce temps, celle de la fonte refluit de 14 % à 8 % et celle de l'acier de 10 % à 8 %.

La situation britannique en juin 1929 n'était guère florissante : 29 fonderies groupant 97 hauts-fourneaux étaient fermées à ce moment, et, en outre, 8 fonderies comprenant 20 hauts-fourneaux avaient été demantelées pendant ces dernières années. Ces 37 usines produisaient en 1920 : 1.587.000 tonnes de fonte, soit 20 % de la production britannique. De plus, des aciéries produisant en 1920 : 667.000 tonnes d'acier, soit 7 % de la production nationale étaient alors fermées ou démantelées¹.

TABLEAU XIII²

PRODUCTION DU FER, DE LA FONTE ET DE L'ACIER

(millions de tonnes)

Année	Minerai de Fer		Fonte		Acier		Aciers laminés ³
	Monde	G ^e -Bre-tagne	Monde	G ^e -Bre-tagne	Monde	G ^e -Bre-tagne	Grande-Bretagne
1909-13	141,5	15,0	67,72	9,62	64,08	6,63	
1924	128,8	11,1	67,13	7,31	77,23	8,20	6,35
1925	150,1	10,1	75,69	6,26	88,93	7,39	6,11
1926	154,0	4,1 ⁴	77,54	2,46	91,79	3,60	3,93
1927	170,6	11,2	85,33	7,29	100,19	9,10	7,20
1928	173,0	11,3	86,96	6,61	107,92	8,52	6,85
1929	196,0	13,2	97,23	7,59	118,30	9,64	7,30

C'est là une posture plus défavorable encore que celle où se trouvent les autres grandes puissances productrices de fonte et d'acier. En 1929, la moyenne des hauts-fourneaux en service, fut, en Grande-Bretagne, de 158 sur

1. Journal of the Royal Statistical Society, 1930, M. S. Birkett, *The iron and steel industry since the War*.

2. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

3. Cette rubrique comprend : tôles, plaques, rails, poutres, poutrelles sections, barres, feuillards, aciers profilés, tiges etc...

4. Grèves charbonnières.

un total de 394, aux Etats-Unis de 242 pour 316, en Allemagne de 99 pour 182 et en France de 154 pour 208.

En ce qui concerne la production de la fonte, les Etats-Unis la faisaient passer de 27 millions de tonnes en moyenne pour la période 1909-13 à 42,6 millions de tonnes en 1929. L'Allemagne gardait un même taux de 13 millions de tonnes. La France élevait le sien de 4,3 à 10,2 millions de tonnes. En Grande-Bretagne la production reculait de 22 %.

Dans ces pays, la production sidérurgique subissait les mêmes variations et s'accroissait de 27 à 56 millions de tonnes aux Etats-Unis, de 14,3 à 15,9 millions de tonnes en Allemagne, et en France de 3,8 à 9,7 millions de tonnes. En Grande-Bretagne l'augmentation fut de 45 %.

Il est certaines causes communes à ces pays qui font que la production de certains aciers, par suite de l'évolution générale économique ne peut pas s'étendre indéfiniment. C'est le cas, par exemple des rails de chemins de fer. On peut dire que ceux d'origine britannique ont fait le tour du monde. Mais, depuis le délaissement progressif de ce moyen de transport, dû à la concurrence de la route et à l'extension des lignes aériennes, la construction des rails n'a fait que reculer. La régression a été également sensible en beaucoup d'autres parties de la métallurgie. La création d'aciers nouveaux à haute résistance (alliages de manganèse, nickel, chrome, tungstène, silicium, aciers nitrurés) a rendu inutile l'assemblage de feuilletts de métal réunis par des boulons. Une seule lame remplace 3 ou 4 feuilletts, et pour un poids réduit offre une efficacité plus grande. L'économie, due aux propriétés plus parfaites des aciers spéciaux, se retrouve aussi dans leur plus grande durée. L'usure en est faible. Les outils et pièces de frottement font un usage plus long.

Les boulons et rivets, comme moyen de joindre les pièces de métal ont perdu leur rang, depuis l'apparition des soudures autogènes à l'aide de chalumeaux ou d'arcs électriques. Enfin, le ciment armé tend à se substituer dans la construction de certains ouvrages (ponts, canalisations) à l'acier.

La production de la fonte et celle de l'acier dépendent donc surtout de l'importance de la demande des industries consommatrices. Le volume des produits à fabriquer, soit par la moyenne et la petite industrie, soit par les constructions mécaniques ou maritimes, mesure cette demande.

Section III

Les constructions mécaniques

Si l'on exclut d'entre ces groupes d'industries les branches relatives à l'automobile, aux cycles et à l'aviation, ainsi qu'à l'appareillage électrique, toutes deux de caractère moderne et jouissant dans l'économie britannique d'une prospérité particulière, les constructions mécaniques ne paraissent pas se reposer sur une situation très florissante.

La production d'ensemble de la section ainsi délimitée des industries mécaniques était évaluée en 1924 à environ 110 millions de livres sterling. Parmi les produits les plus importants figuraient : l'outillage des industries textiles, l'appareillage de bord des navires, les moteurs et jouant un rôle moins prééminent : les machines agricoles, les chaudières, les grues, le matériel de mines, les pompes, les machines-outils, les balances et divers autres instruments d'usage domestique.

Par comparaison, la production des mêmes genres aux

Etats-Unis, atteignait en 1925, 720 millions de livres sterling.

En l'absence d'informations plus complètes, il n'est pas possible d'établir l'évolution de la production de cette industrie avant et après la guerre. Seules les indications provenant des débouchés permettront d'en apprécier le caractère et de déterminer les influences qu'elle a subies.

Section IV

Les constructions maritimes

La répercussion de l'activité des chantiers maritimes sur le fonctionnement des aciéries et des laminoirs, et, par suite sur la production du minerai de fer et du charbon, est considérable.

Le tonnage de la marine marchande britannique ne s'est accru entre 1913 et 1919 que du faible taux de 5 % : de 19.604.000 à 20.646.000 T. de jauge brute. Les années immédiatement postérieures aux hostilités n'ayant servi qu'à combler les vides (près de 3 millions de tonneaux) faits par les ravages de la guerre sous-marine, le tonnage de 1913 ne put être égalé qu'en 1925.

Dans le reste du monde, on assiste à un redressement accéléré. La capacité des navires marchands passe de 27.265.000 T. en 1913 à 47.480.000 T. de jauge brute en 1929 mettant ainsi en relief une augmentation de 74 %. La proportion du tonnage britannique dans ces chiffres s'abaisse de 41 % à 30 % entre ces deux années.

L'industrie britannique avait la charge en 1909-1913, de lancer 60 % des unités neuves du monde entier. En 1929 elle n'en construisit que 54 %. Cette part reste sans doute

magnifique, mais la contraction observée n'en est pas moins symptomatique.

Les chantiers de construction britanniques avaient, dans les trois années qui suivirent l'armistice reçu de grosses commandes des armateurs continentaux. Ceux-ci éprouvaient un pressant besoin de renouveler leurs pertes. Le nombre et la capacité des navires vendus à l'étranger atteignit en 1919 des chiffres records. Depuis, si l'on excepte 1920, en aucune année les chantiers britanniques n'ont lancé à nouveau le tonnage de 1913.

Pourtant, des conditions favorables nouvelles sont nées. La nécessité de spécialiser les navires (navires citernes navires frigorifiques) destinés à remplacer les cargos « à tout faire » sur les lignes commerciales, provoque peu à peu le désarmement de ces derniers, et apporte des commandes fraîches aux chantiers maritimes.

Mais, contrebalançant ces appels aux constructions neuves, les progrès de la technique, donnant plus de vitesse et une capacité accrue, ont permis aux navires de faire des voyages plus fréquents et d'emporter un fret plus lourd.

D'autres faits s'ajoutent à ceux-ci et éprouvent au premier chef la Grande-Bretagne. Les nations recherchent leur indépendance économique, et le développement harmonieux de leurs facultés productrices. Les Etats accordent à leurs constructeurs des subventions, des primes, (Italie, France, Allemagne) pour lutter contre le quasi monopole britannique. L'efficacité de ces mesures n'est sans doute que temporaire, Elles ont permis, cependant, à certains pays, d'intensifier leurs mises en chantier et obligé les constructeurs britanniques à se pourvoir d'un outillage moderne pour lutter sur le marché des prix.

Tableau XIV
LES CONSTRUCTIONS MARITIMES ¹

Années	Navires lancés		Navires construits pour compte étranger	Navires inscrits sur les registres maritimes	
	Monde milliers de T. brutes ²	Grande- Bretagne		vendus	achetés
			(Milliers de tonneaux		
1913	2489	1200	225	488	32
1919		1019	82	645	
1920		1277	471	446	
1921		953	275	526	
1922		631	128	531	
1923		408	6	489	
1924	2.248	876	93	438	109
1925	2.193	679	79	340	83
1926	1.675	396	40	372	74
1927	2.286	761	96	526	161
1928	2.699	869	88	369	44
1929	2.793	931	132	433	46

L'accroissement des constructions maritimes a été remarquable dans certains pays, entre 1909-13 et 1929. Le volume du tonnage lancé est passé au Danemark de 21.000 t. à 112.000 t. en Italie de 30.000 t. à 71.000 t. en Hollande, de 85.000 t. à 186.000 t. et au Japon de 50.000 à 165.000 t.

A la protection des constructions s'adjoint la protection des transports et des frets. Des secours, primes ou exonérations sont accordées aux Compagnies de Navigation et aux Armateurs utilisant des navires construits dans le pays par les gouvernements, pour le trafic des marchandises et le transport des voyageurs. Ces procédés ont pour résultat d'abaisser artificiellement le taux des frets, d'évincer de commandes la Tyne et la Clyde, et de mettre la marine britannique sans appui dans un état d'infériorité.

La recherche par les nations de leur indépendance écono-

1. Annual Statement of Navigation and Shipping of the United Kingdom et Lloyds Annual Summary of the Mercantile Shipbuilding of the world.

2. Le tonnage net représente environ 60 % du tonnage brut.

mique par l'aide ou la protection, a les plus fâcheuses répercussions sur la production des chantiers britanniques dont les coûts de revient particulièrement avantageux ne trouvent leur plein essor qu'en régime de libre concurrence.

D'autre part, les constructions navales (marine de guerre) ont subi un ralentissement impressionnant. Pendant la période 1909-1913, la moyenne annuelle des lancements fut de 196.000 T. ; 59.000 T. étaient construites dans les arsenaux, 137.000 T. sur les cales privées, dont 30.000 T. étaient destinées à l'exportation.

Les idées de paix mises en œuvre dans des conventions internationales, la grande gêne des budgets du Royaume-Uni, réduisirent sensiblement le nombre des bâtiments neufs. De 1924 à 1929 inclus, la moyenne annuelle des constructions tombe à 52.000 T. dont 7.000 T. pour l'exportation. On l'a vu précédemment, la perte ainsi éprouvée par les entrepreneurs britanniques n'a pas été compensée.

Section V

Les industries textiles

§ 1. *Le coton.*

A la différence des industries précédentes, la matière première ne se trouve pas sur le sol britannique. Il faut donc l'importer et le rôle de l'ouvrier anglais ne consiste qu'à la transformer.

En 1913-1914 la Grande-Bretagne consommait le cinquième environ de la production mondiale de coton brut. En 1929-1930 elle n'en absorbe plus que le dixième. La consommation a fléchi de 21.779.000 de centals¹ à

1. Le cental = 100 lbs.

12.721.000 de centals, soit près de — 41 %. A l'étranger par contre, la consommation accroît. Dans l'Inde elle atteint 9.480.000 de centals, elle passe aux Etats-Unis de 25,2 millions à 35,3 millions de centals et au Japon de 7 à 13 millions de centals¹.

La première forme de cette consommation est le filage. La production anglaise de coton filé a souffert d'une décadence très marquée. Celle de 1828-1929, ne représentait que 64 % de celle de 1912. Cependant, dans beaucoup de pays le contraire d'une pareille régression est constaté. La production de coton filé des Etats-Unis passe de 2.171 millions de lb. en 1914 à 2977 millions de lb. en 1927, celle du Japon de 726 millions de lb. à 1107 millions de lb. en 1929, et celle de la Chine de 225 à 943 millions de lb. en 1928.

Tableau XV
PRODUCTION DE L'INDUSTRIE COTONNIERE

Années	Coton brut		Coton filé		
	production mondiale ²	consommation en Grande-Bretagne ³	production en Grande-Bretagne ⁴	Exportations	Importations ⁵
	(millions de centals)			(millions de lbs)	
1909-14	107,31				
1912-13		21,7	19,83 ⁶	225	9
1923-24	94,27	13,6	13,95	163	7
1924-25	118,61	16,0	15,20	189	8
1925-26	133,74	15,0	12,90	168	7
1926-27	136,37	15,5	14,30	200	9
1927-28	115,20	15,2	13,00	169	12
1928-29	126,06	14,9	12,70	166	14
1929-30	126,88	12,7		136	11

1. Japan Cotton Spinners Association's half yearly returns — United States Census of Manufactures. — Indian Central Cotton Committee, Bombay.

2. International Yearbook of Agricultural Statistics, publié par The International Institute of Agriculture.

3. Liverpool Cotton Association's Annual Circulars.

4. Cotton Trade Statistical bureau for production in the United Kingdom, 1925-28.

5. Produits non réexportés.

6. 1912.

D'autre part, alors que le nombre des broches à filer existant en Grande-Bretagne se retrouvait à une densité égale en 1913 et en 1930 : 55.652.000 et 55.207.000¹, dans le reste du monde, il passait de 87.797.000 broches à 108.901.000 marquant une augmentation de 24 %. Celle-ci est surtout remarquable pour certains pays. Au Japon 7.072.000 broches contre 2.300.000, étaient en service en 1930. Au Brésil 2.775.000 contre 1.200.000, en l'Italie 8.907.000 contre 6.084.000. Et ces derniers pays, de même que les Etats-Unis sont équipés de métiers à filer continus à bagues (*ring spindles*), alors que les vieux métiers à filer renvideurs (*mule spindles*) constituent encore 76 % du matériel anglais.

Après le filage, le tissage. En Grande-Bretagne le coton filé non réexporté est retenu pour être transformé en fil fini (*finished threads*) ou en pièces d'étoffes. En 1924, la part des fils finis était évaluée à 93.000.000 de lb², dont 18 millions étaient exportés. Celle des pièces d'étoffe était de 1146 millions de lb³. Entre 1912 et 1924, la production britannique des pièces d'étoffe s'est amoindrie de 30 %, et depuis ce temps n'a cessé de décroître.

A l'encontre, celle d'autres pays n'a fait que progresser. Le développement est particulièrement éloquent au Japon, dans l'Inde britannique où la production des pièces d'étoffe de coton saute de 1164 millions de yards linéaires en 1913 à 2.358 millions en 1929, et en Russie Soviétique où elle monte de 910 millions en 1924 à 3.090 millions en 1929.

1. International Cotton Statistics publiées par The International Federation of Master Cotton Spinner's and Manufacturers' Associations.

2. La consommation intérieure de coton filé est de :

(1395 + 7) — 163 = 1.239 millions de lb., déduction faite du poids des pièces d'étoffe qui, en 1924, était évalué à 10.234.000 cwt. soit 1.146 millions de lb.

3. Third Census of Production, 1924.

Tableau XVI
PRODUCTION DE L'INDUSTRIE COTONNIERE
 (suite)¹

Année	Fils de coton finis		Pièces d'étoffe		
	production	importation	production	exportation	importa- tion
	millions de lbs.		(millions de yards carrés)		
1912			7.982 ²		
1911-13		22,10			
1913				7.075 ²	99
1924	93	18.09	{ 5.544 ² 5.978 10.234 ³	4.444	35
1925		18.36		4.435	44
1926		19.04		3.434	50
1927		18.15		4.116	65
1928		18.52		3.866	76
1929		18.12		3.671	76
1930		16.14		2.406	77

Cette différence d'évolution touche aussi à la possession des métiers à tisser. Car, si en Grande-Bretagne leur nombre était presque le même en 1913 et en 1928 : 786.000 et 755.000, dans l'Inde il était passé de 94.000 à 167.000 ; en France de 141.000 à 192.000 ; ils se comptaient en 1927, au Japon 269.000 et, aux Etats-Unis, 690.000.

De l'ensemble de ces observations, il résulte que si la Grande-Bretagne a été obligée de réduire la production de cette industrie, dans d'autres pays, elle n'a cessé de croître. C'est là un problème que l'examen des débouchés devra permettre de résoudre.

§ 2. La Laine

La quantité de laine produite dans le Royaume-Uni est trop insuffisante pour qu'elle puisse prétendre satisfaire aux besoins de l'industrie manufacturière. Estimée avant-guerre à 130.000.000 de lb, elle n'était plus en

1. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

2. Millions de yards linéaires.

3. Milliers de hundredweight ou cwt. 1 cwt = 112 lbs.

1929 que de 123 millions de lb (Etat Libre d'Irlande exclu) Dans le même temps, la production mondiale passait de 3.069 millions de lb. à 3.709 millions de lb. Il faut donc importer le surplus de la consommation.

Le poids total de la laine mise à la disposition de l'industrie évalué en tenant compte à la fois, de la production nationale, des exportations de laines nationales, des importations de laines brutes, des exportations de laines brutes et peignées, ainsi que des déchets de laine (*shoddy wool*)¹ a décréu, entre 1911-13 et 1929, de 12 %.

Tableau XVII
PRODUCTION DE L'INDUSTRIE LAINIERE ¹

Années	Laine brute à la disposition de l'industrie britannique ² (mm. de lbs)	Laine filée ³		Lainages et draps ⁴		
		Import.	Exportat.	Import	Exportat.	
				mm. de yards ³	mm. lbs.	
1911-13	825-860	30,3	128,6	58,0 ⁵	181,1 ⁵	
1924	620	17,8	107,0	31,2	228,8	149,8
1925	572	15,2	89,4	37,6	186,3	112,3
1926	683	17,4	80,4	38,3	169,1	101,5
1927	700	17,9	111,0	41,1	177,5	107,5
1928	682	17,9	100,4	43,8	176,8	109,7
1929	742	20,5	96,3	41,1	162,0	98,5

Il n'est malheureusement pas possible de connaître le volume de la production des filatures et des tissages de laine. Néanmoins, il est certain que la consommation de laine brute s'est réglée exactement sur le montant de la demande de ces usines. On peut donc assurer que leur activité fut moindre qu'avant-guerre.

1. Official returns and statistics relating to the worsted, woollen and artificial silk trades published annually by the Bradford Chamber of Commerce.

2. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

3. Laine cardée (woollen yarns), laine peignée (worsted yarns).

4. Lainages (woollen tissues) drap (worsted tissues) et tapis.

5. Yards linéaires.

§ 3.— *Le lin, le chanvre, le jute, la soie.*

Le lin est cultivé en Irlande du Nord, mais sa production suffit à peine à assurer le dixième de la consommation britannique. En 1909-13, elle était, pour l'Irlande entière de 10.600 T. En 1929 l'Ulster en donna 6.900 T. La consommation de la Grande-Bretagne n'a pas cessé de fléchir. Elle dépassait tout juste, en 1929 la moitié de celle de 1909-1913. (Tableau XVIII)

Il est vrai que cette décroissance n'est pas particulière à ce pays. En effet, la production mondiale s'abaissait dans le même temps de 10 %, et la consommation des principaux pays¹ tombait à 320.000 T. à 181.700 T. Cette situation affecte donc également les autres pays du monde. Il faut qu'il y ait à cette décadence du lin des raisons qui ne tiennent pas aux échanges, mais aux modifications apportées par la vie économique dans l'usage de ce produit.

Le lin, qui autrefois, eut une place prépondérante, n'a cessé de la perdre graduellement depuis l'avènement de matériaux qui se substituent à lui : coton et soie artificielle. Son emploi est maintenant réduit à la fabrication des draps, mouchoirs, nappes, etc.. à l'exclusion progressive, des bas, robes, chemises, sous-vêtements, rideaux, etc.. D'autre part, certaines fabrications meurent. Les voiles n'équipent plus les gréements et les vergues de flottes entières. La dentelle de coton remplace la dentelle de fil depuis que les progrès du filage permettent de lui faire remplir le même rôle. Ainsi, l'industrie du lin tend à disparaître, et il semble que les facteurs qui, peu à peu acculent les objets de fil à une lente disparition, soient les seuls responsables de l'agonie de cette industrie.

1. Grande-Bretagne, Suède, Allemagne, Hollande, Belgique, France, Suisse, Italie, Japon, États-Unis.

Tableau XVIII
PRODUCTION DES INDUSTRIES DU LIN
ET DU CHANVRE ⁵

Années	Lin			Chanvre		
	Pour l'industr. britannique ¹ milli. de Ton.	Toile		Import. ² milliers de tonnes	Cordages	
		Import.	Export ³ milli. de yards car.		Import.	Export- milliers de cwt.
1909-13	96,6		293,6 ⁴	93,8	210	470
1924	48,3	10,9	110,7	82,7	189	447
1925	34,6	11,1	83,6	71,6	193	333
1926	47,0	8,8	75,2	57,3	225	379
1927	50,9	10,2	73,9	82,2	230	399
1928	36,3	10,2	66,1	74,6	255	434
1929	50,2	13,4	71,5	75,7	241	459

Pour des raisons analogues le chanvre éprouve aussi des vicissitudes. Peu à peu il est détrôné de sa position exclusive, soit par suite de la concurrence dans ses usages de produits nouveaux : ficelles en papier, en coton, en alfa, câbles souples d'acier, toiles d'emballage et sacs de jute., soit par suite de la disparition progressive des débouchés toiles à voile, etc...

Malgré ces obstacles, la désaffection est moins marquée que pour le lin. La production mondiale s'accroissait entre 1909-1913 et 1929 de 10 % : de 693.000 T. à 761.500 T. ⁵ Mais la consommation britannique faite exclusivement d'importations marquait au contraire un recul de 20 %.

Le jute utilisé en Grande-Bretagne n'a pas d'autre provenance. La consommation de jute brut, qui en 1913 atteignait 350.826 T. n'était plus en 1929 que de 213.266 T. Or, les exportations de jute filé passaient de 41 millions

1. Production — exportations + importations.

2. Y compris l'étaupe de chanvre (hemp tow) qui sert principalement à calfater, à rembourrer.

3. A l'exclusion des mouchoirs et nappes de table.

4. Yards linéaires.

5. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

de lb. en 1913 à 57 millions de lb. en 1929, et l'exportation des toiles de jute de 173 millions de yards linéaires à 171 millions de yards carrés, qui comprenaient des tapis, des toiles d'emballage, des sacs, etc... Il est donc probable que là encore on assiste à une réduction des usages et au remplacement du jute par d'autres matières.

Enfin, la production britannique de la soie artificielle, qui en 1913, avec 6,6 millions de lb. représentait 27 % de la production mondiale, ne comptait plus, avec 52,4 millions de lb. que pour 12 % en 1929. Les Etats-Unis et l'Italie, à eux seuls en fabriquent près de la moitié. On peut s'étonner que l'effort de la Grande-Bretagne ne se soit pas davantage tourné vers cette industrie.

Section VI

La production d'autres industries

Les industries extractives ne sont pas plus favorisées. A côté du minerai de fer, l'Angleterre tire de son sol des minerais d'étain, de plomb, et de zinc. La quantité de ces minerais est d'ailleurs minime, elle ne peut répondre aux exigences de l'industrie. En effet, la production de l'étain était en 1913 de 8.000 T. et avait diminué de 25 % en 1929. En 1913, il fallut en importer 15.000 T. et, en 1929 : 3.000 T. Celle du plomb est encore plus insuffisante. En 1913, elle atteignait 24.000 T., et, en 1929 : 23.000 T., soit 8 % contre 12 % du montant des importations. Quant à la production du zinc, de 17.000 T. en 1913, elle tomba à 2.000 T. en 1929, proportion insignifiante dans la consommation.

Il est diverses causes de cet effondrement. Les alliages

d'étain sont de moins en moins en honneur, mais le plomb et le zinc ont au contraire étendu leurs possibilités. De plus, les mines anglaises dans lesquelles l'extraction est onéreuse, et qui donnent un minerai avec une teneur en métal faible, ne peuvent lutter contre les immenses avantages des carrières des colonies.

L'industrie des bas et de la bonneterie, fait aussi partie des industries déprimées. La production des bas et des chaussettes, était de 14 millions de douzaines de paires, en 1907, en 1912 de 17,5, et en 1924 de 25,4 millions de Dz de paires. La production des articles de lingerie (*underwear*) était de 6,5 millions de douzaines en 1924. Quant aux articles de nouveautés (*fancy hosiery*), leur production atteignait en 1924 : 4 millions de douzaines.

La fabrication des chaussures a progressé de 20 % entre 1907 et 1924. Mais il est certain que cet effort est inférieur à celui observé dans d'autres pays : Etats-Unis, Allemagne, France où la production s'est considérablement accrue.

Tableau XIX
PRODUCTION DES CHAUSSURES ¹

Années	Production (milliers de douzaines de paires)	Importation	Expor- tation
1907	8.177		
1913		338	1.587
1924	9.927	435	1.091
1929		519	1.098

Les faiblesses des industries de la poterie, des faïences porcelaines, briques, tuiles etc., poindront lors de l'examen de leurs débouchés.

1. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

Tableau XX

NOMBRE de MAISONS CONSTRUITES en GRANDE-BRETAGNE ¹

Années	maisons bâties par les municipalités	maisons construites par les en- treprises privées		Total
	avec aide de l'Etat	avec aide de l'Etat	sans aide de l'Etat	
1920-1930	612.000	447.000	551.000	1.610.000
<i>proportion</i>	38 %	28 %	34 %	100

L'industrie du bâtiment n'a dû sa prospérité qu'à l'aide non déguisée de l'Etat. Le nombre de maisons occupées et inoccupées en Grande-Bretagne qui était en 1921 de 9,4 millions environ, s'est accru, à une moyenne annuelle de 146.300 d'habitations de 1920 à 1930. De 1901 à 1911 le nombre des maisons avait augmenté seulement de 955.000, soit annuellement de 106.000. Or pendant ce laps de temps la population s'est développée d'un surplus de 4 millions d'habitants, tandis que de 1921 à 1930, l'augmentation fut inférieure à 2 millions. On ne peut donc que formuler toutes réserves sur la légitimité d'un tel mode d'inflation immobilière, qui, tôt ou tard, sera suivie d'une inéluctable dépression.

Il y a dans cette étude de la production industrielle britannique de nombreuses lacunes dues aux informations insuffisantes. Ou bien on a négligé d'enregistrer la production de certains industries, ou bien encore des modifications de classement ont affecté les observations recueillies, ou bien enfin on a trop tardivement compris que le prix est un élément instable, tandis que les quantités, les poids et les volumes sont des mesures fixes. Il reste donc difficile de déterminer exactement l'évolution de l'activité indus-

1. Période comprise entre le 31 mars 1930 et le 31 mars 1930. Les estimations sont approximatives pour l'Irlande du Nord et l'Ecosse, *op. cit.*, p. 33

truelle anglaise et d'opposer l'Avant et l'Après-Guerre. Et ce n'est que récemment qu'est apparue la nécessité pourtant impérieuse à tous égards de tenir à jour une comptabilité régulière de la production.

D'autre part, faute de place, il a fallu omettre l'étude détaillée de la production de certaines industries considérées comme privilégiées : les industries chimiques, électriques, automobiles, celle du ciment, etc... Or, cette étude permet seule de répondre à la question : l'Angleterre a-t-elle développé autant que les autres nations, et suffisamment pour son économie, les industries satisfaisant à des besoins nouveaux ? Autrement dit, ces industries quelque prospères qu'elles soient, le sont-elles à un degré assez étendu pour prendre définitivement la place d'industries décadentes. en remplaçant leurs valeurs perdues et en s'intégrant leur main-d'œuvre débauchée. Seules les exploitations florissantes attirent les capitaux et appellent le travail.

C'est à sa marche en avant, et à sa recherche du progrès, que l'Angleterre a dû son essor du XIX^e siècle. La vie économique contemporaine reste aussi mobile et aussi incertaine. Les inventions nouvelles, les besoins nouveaux d'esthétique et de raffinement ¹ créent un courant qui submerge les entreprises surannées, L'Angleterre faillirait d'abandonner aujourd'hui la voie qui fit sa fortune.

C'est qu'en effet, dans le domaine de certaines industries déprimées, le marasme n'est pas prêt de finir. Leur production n'a cessé de décroître, à la fois au regard de la production du reste du monde et de leur propre production d'avant-guerre. Cette situation est singulièrement apparente dans les industries du charbon,

1. A. Loveday, *Britain and World trade*, Londres, 1931.

de la fonte, des constructions maritimes, du coton, de la laine, du fil et du chanvre etc..

Dans celles-là, la diminution de la production a été accompagnée d'une aggravation du chômage. Certes la baisse n'y est peut-être pas absolument symétrique, mais le parallélisme des tendances reste étroit, sans qu'on puisse, faute de statistiques complètes le préciser. C'est pourquoi, puisque, comme cette étude le démontre, à la diminution de l'emploi, qui quelquefois est cause (grèves) et plus souvent effet (chômage), correspond une contraction dans la fabrication des produits, il conviendra avant toutes choses de rechercher les causes de cette contraction.

1^o Déjà, au hasard des commentaires qui ont éclairé les tableaux transcrits, une première catégorie de causes a pu être délimitée : l'action de la technique et des inventions nouvelles.

L'industrie du lin est condamnée. L'industrie charbonnière voit poindre des limites à son expansion menacée par certains produits de remplacement : essence, électricité, huiles lourdes ou par l'économie apportée dans l'utilisation de la houille. L'industrie du fer et de ses dérivés voit le volume de sa production se rétrécir, depuis l'intervention des aciers à haute résistance, dont chaque unité remplace un poids trois ou quatre fois plus élevé d'acier normal, et celle d'autres métaux concurrents.

Ces deux industries dont les matières premières ont constitué pendant le cours du siècle dernier la pierre angulaire de l'édifice économique des Iles Britanniques sont sapées par leur base, battues en brèche par les progrès de la technique et l'apparition de succédanés rivaux.

Sans doute, l'Angleterre aurait depuis longtemps fait fi de cet amoindrissement, si, par ailleurs, elle avait pu

reporter sur les métaux et les produits nouveaux ses efforts et ses hommes, si, dans ses frontières, elle avait pu se procurer des bauxites, du pétrole, du caoutchouc, du cuivre, etc...

2^o Malheureusement, elle est obligée de les importer et son rôle n'est plus qu'un jeu d'intermédiaire soumis aux vicissitudes de cette position.

Depuis longtemps d'ailleurs il en avait été ainsi dans l'industrie textile et, tôt ou tard, la difficulté de maintenir son ascendant sur les marchés extérieurs devait se faire sentir.

Elle apparaît aujourd'hui plus dure que jamais, soutenue et amplifiée par la genèse d'une idée nouvelle : le nationalisme économique.

Chaque pays prétend se suffire à lui-même, protéger par des subventions ou des barrières douanières abruptes des industries, qui, autrement, auraient disparu, et transformer la matière première à l'endroit même où elle a été extraite. Comment résister alors à la concurrence d'entreprises, qui à la fois produisent et manufacturent, économisant ainsi des cascades de commissions, de frais de transports, de frais généraux, d'impôts et de profits.

Dans quelle mesure, les répercussions de cette politique économique ont-elles causé un dommage à la production britannique, en restreignant ses débouchés d'une part, en obturant d'autre part la perméabilité des marchés jusqu'alors fidèles réceptacles de ses exportations ?

Nous nous efforcerons de le découvrir en même temps que nous établirons l'influence d'autres causes dans la partie de cet ouvrage consacrée aux débouchés extérieurs.

3^o Mais le développement de la production dépend encore de la consommation intérieure. A celle-ci une importance

excessive a été quelquefois attribuée¹, car, en Grande-Bretagne, la clientèle nationale ne suffit pas à drainer entièrement cette production. Il sera donc particulièrement utile de fixer l'étendue de cette consommation, et de déterminer à l'intérieur de ses limites sa part comme débouché des produits des industries nationales. et sa part comme débouché des produits étrangers similaires rivaux, considérés à tort comme promoteurs de lock-out et de chômage.

1. *Buy British*, N'achetez que des produits anglais. Formule lapidaire prétendant faire réduire le chômage.

TROISIEME PARTIE

Les Débouchés

TITRE PREMIER

LE MARCHÉ INTÉRIEUR

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU MARCHÉ INTÉRIEUR

Afin de réaliser le programme qui vient d'être défini il convient en même temps, de déterminer la consommation du marché intérieur, et de montrer ses relations avec la production nationale et les importations de produits étrangers.

Certes, on peut apprécier sommairement la consommation totale d'un pays, en retranchant de la production les exportations, et en ajoutant à cette différence le montant des importations. Néanmoins, cette évaluation globale, qui ne peut être faite qu'en valeur, ne saurait être parfaite. En effet, les mêmes produits peuvent être importés à un prix peu élevé, puis réexportés à un prix double ou triple. D'autre part, il est nécessaire de limiter les observations aux produits importés de même nature que ceux qui sont extraits ou manufacturés dans le pays même, si l'on veut obtenir des comparaisons efficaces. Malgré toutes ces diffi-

cultés une estimation ainsi corrigée de l'ensemble du marché est indispensable, car seule elle permet d'indiquer son degré de perméabilité à l'égard des produits étrangers concurrents et sa part dans le placement de la production nationale.

La consommation intérieure n'a point manqué de s'élargir, en même temps que croissait la population et son revenu. Mais, pour l'évaluer, dans le cadre de la production industrielle, il faut, au préalable, établir quelle est l'importance de la masse des produits industriels de même nature importés et consommés en Grande-Bretagne.

Les importations retenues (à l'exclusion des marchandises importées faisant l'objet d'une réexportation postérieure) (*reexports*) se divisent en trois classes. La première qui comprend les denrées, produits de culture et d'élevage sert d'appoint à la production agricole du pays, qui est, par elle-même, trop insuffisante pour pourvoir aux besoins alimentaire des habitants. En 1913, cette classe représentait 40 % de la valeur des importations retenues, et, en 1929, 46 %.

Tableau XXI
IMPORTATIONS EX, EXPORTATIONS 1

Années	Importat. retenues	Exporta- tions	Réexpor- tations	Nombres indices (quantités)		
				Importat	Exporta-	Réexpor-
				retenues	tions	tations
millions de Livres sterling						
1913	659	529	109			
1919	1461	798	164			
1920	1709	1334	222			
1921	978	703	106			
1922	899	719	103			
1923	977	767	118			
1924	1137	800	139	100	100	100
1925	1106	773	154	103,9	99,3	98,2
1926	1115	653	125	108,6	88,9	85,6
1927	1095	709	122	111,2	102,3	90,1
1928	1075	723	120	107,8	104,7	88,0
1929	1111	729	109	114,0	108,3	84,8

1. Annual Statement of the Trade of the United Kingdom.

Dans la seconde, on compte les matières premières nécessaires à l'industrie : coton brut, laine brute, caoutchouc, minerais... Celle-ci formait en 1913, 34 % et en 1929 : 26 % de la valeur des importations retenues.

La troisième enfin groupe les objets manufacturés dont la proportion passait de 26 % en 1913, à 28 % en 1929.

Cependant, il est dans cette dernière classe des articles que l'on peut difficilement considérer comme concurrents de la production industrielle britannique : par exemple, les bois de construction, les lingots de cuivre, l'aluminium, l'essence, la pâte à papier, les fourrures, etc.. A l'inverse, dans la seconde, les importations de minerai de fer peuvent prendre cet aspect.

L'application de ces remarques au calcul des importations de produits étrangers rend possible la confrontation exacte de la concurrence étrangère et de la production nationale sur le marché intérieur, en les décalquant sur un plan commun. Or, on constate alors — particularité vraiment *worthy of note* — que la part de ceux-ci est restée à peu près invariable avant et après la guerre : 28 % en 1913 et 29 % en 1929. Voilà bien estompé le péril de la concurrence étrangère, source de tous les maux de l'Après-Guerre.

Il est désormais possible à l'aide de ces indications d'évaluer le montant de la consommation industrielle du marché intérieur. En 1924, la production britannique était estimée à £ 3.917 millions, tandis que les exportations s'élevaient à £ 800 millions, et les importations de même nature (la valeur des matières premières brutes importées étant déjà comprise dans l'estimation de la valeur de la production brute ¹⁾ à £ 294 millions.

1. Cf. Tableau X page 75.

La consommation intérieure ressortait donc à £ 3.411 millions.

Quelle était dans cette consommation la part des produits étrangers ? Elle ne dépassait pas 8,6 %. La production nationale de son côté pourvoyait au surplus, soit 91, 4 %..

Le marché intérieur servait ainsi de débouché à 79 % de la production industrielle britannique.

Mais ce marché reste trop étroit pour recevoir, même en l'absence de toute concurrence étrangère, la totalité de la production. En effet, si, par hypothèse, toutes les importations étaient supprimées, il ne permettrait d'écouler au maximum que 87 % de la production nationale.

Après ces commentaires qui situent exactement sur le marché intérieur les positions respectives de la concurrence étrangère et de la production nationale, il reste encore à déterminer dans les industries déprimées, la part de ces deux facteurs.

CHAPITRE II

LE MARCHÉ INTERIEUR DE CERTAINS PRODUITS

Section I

Le charbon

Le marché britannique n'importe pas de houille. On ne peut donc parler ici de concurrence étrangère. Néanmoins la consommation entre 1913 et 1929 a diminué. Cela tient à plusieurs causes, dont les principales déjà énumérées se doublent de faits particuliers à la Grande-Bretagne : diminution de la production des hauts-fourneaux¹, et économie apportée dans la dépense du combustible, dans la manutention des galeries et des puits de mines.

Il est intéressant de noter qu'en définitive la consommation intérieure, entre 1913 et 1929, ainsi que la production, ont diminué d'un tonnage sensiblement égal (Tableau XII, p. 81). Comme d'autre part, la place de la consommation intérieure dans la production restait inchangée, à 68 %, et 67 %, il y a une très grande probabilité pour que la contraction du marché intérieur ait joué un rôle prépondérant dans la diminution de la production de l'industrie charbonnière.

1. Isador Lubin and Helen Everett, *The British coal dilemma*, New-York, 1927.

Tableau XXII ¹
LA CONSOMMATION DU CHARBON EN GRANDE-BRETAGNE
millions de tonnes

	1913	1924	1929
1° Usines à gaz	16,7	16,66	16,75
2° Usines thermiques électriques	4,9	7,70	9,89
3° Chemins de fer	13,2	13,51	13,41
4° Bunker-coal(cabotage)	1,9	1,27	1,37
5° Hauts-fourneaux	21,2	14,23	14,18
6° Autres métallurgies	10,2	10,34	8,92
7° Houillères (transports)	18,0	16,57	13,69
8° Usages domestiques (approximativement)	40,0	40,00	40,00
9° Autres industries	57,7	60,08	55,29
Total	183,8	180,36	173,50

Section II

Le fer, la fonte et l'acier

La diminution de la production anglaise de minerai de fer (tableau XIII, p. 84) a été accompagnée d'une diminution parallèle des importations. De telle sorte qu'en l'absence de toutes exportations, la consommation de cette matière première s'est abaissée de 25 %.

Tableau XXIII
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE FER ET D'ACIER ²

Années	Importations retenues de minerai de fer	Métallurgie du fer et de l'acier ³	
		Importations retenues (Millions de tonnes)	Exportations
1909-13	6,7		
1913		2,19	4,96
1924	5,9	2,42	3,85
1925	4,4	2,71	3,73
1926	2,1	3,72	2,98
1927	5,2	4,39	4,19
1928	4,4	2,88	4,26
1929	5,7	2,81	4,38

1. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

2. *Op. cit.*, p. 81, note 1.

3. Cette rubrique comprend : 1° fonte, alliages de fer, lingots et barres d'acier, 2° équerres, tiges, poutrelles, tôles et plaques légères de fer et d'acier, 3° ferrures et tuyaux de fonte, tuyaux en tôle, rails, fils, pointes, rivets, vis, écrous, boulons, etc..

Celle de la fonte, étape préliminaire de ses transformations a décru également de 15 % environ, entre 1913 et 1929, alors que les importations très irrégulières étaient tombées en 1929 au-dessous de leur taux de 1913 : de 217.000 tonnes à 153.000 tonnes.

La consommation de l'acier brut, des produits laminés et façonnés s'est étendue de plus d'un tiers. Mais les importations, sauf en 1926 et 1927, où il fallut remédier aux effets de la défection des mineurs, n'ont augmenté que de 27 % entre 1913 et 1929.

Dans ces importations (tableau XXIII note 3), trois catégories ont été distinguées. En comparant pour toutes l'année 1913 à l'année 1929, on constate que la première comprenant les fontes et les aciers bruts entrainait dans ce total pour : 51 % puis 42 % ; que la seconde groupant les aciers laminés en représentait 35 % puis 43 %, et que la part de la dernière contenant des produits façonnés était seulement de 14 % et 15 %.

Ainsi, les importations ont gardé leurs caractères d'avant-guerre, et continuent à porter sur des produits aciérés n'ayant fait l'objet que de transformations primaires. On verra, par la suite que les exportations accusent des traits d'un aspect tout différent, et que les aciers façonnés en forment la presque totalité.

En résumé, deux mouvements de hausse ont entraîné les importations et la consommation intérieure. Le dernier mouvement fut le plus prononcé. Le premier ne fit que s'y adapter. Si une invasion d'aciers étrangers a pu s'introduire en Grande-Bretagne à la faveur de circonstances exceptionnelles, elle fut vite résorbée. Le marché intérieur avait repris dès 1928 son aspect normal, le même qu'il offrait en 1913.

Section III

Les constructions mécaniques

En 1924, la consommation intérieure devait être de l'ordre de £ 80 millions. Les importations comptaient dans ce total pour 10, 6 %. Et la production britannique avait sur son sol 64 % de ses débouchés.

Mais la masse des importations a presque doublé à un rythme progressif entre 1924 et 1929. Voilà bien, semble-t-il la terre d'élection de la concurrence.

Tableau XXIV
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE CONSTRUCTIONS
MECANIQUES ¹

Années	Importations ²		Exportations ²	
	Valeur (milliers de £)	Poids (milliers de T.)	Poids (milliers de T.)	Valeur (milliers de £)
1913	5.961			31.332
1924	9.391	53,6	433,7	39.429
1925	10.348	63,8	483,9	
1926	11.381	70,5	442,0	
1927	14.434	90,0	471,3	
1928	15.103	87,1	524,8	
1929	17.523	101,2	523,3	48.003

Peut-être est-il possible de la situer exactement. Car, alors que les catégories de matériel visées à la note 2 du tableau XXIV entraient en 1929 pour 74 % dans les exportations, elles ne formaient de 54 % des importations. Il est donc nécessaire de rechercher ailleurs que sur les produits classiques de l'industrie mécanique anglaise les

1. *op. cit.*, p. 81, note 1.

2. Sont principalement compris dans ces statistiques : machines agricoles machines outils, moteurs, matériel d'imprimerie, pompes, machines à coudre, à écrire, matériel de l'industrie textile, grues, outillage de meunerie, de raffinage, etc..

effets d'une concurrence qui, sans être niable, n'en reste pas moins inoffensive.

Section IV

Les constructions maritimes

Les constructions nouvelles ont accru le tonnage de la flotte commerciale britannique de 510.000 tonnes en 1913 et de 412.000 tonnes en 1929¹. La consommation intérieure ainsi évaluée représentait en 1913 : 44 % et en 1929 : 45 % du tonnage lancé (tableau XIV). Aux causes précédemment annoncées qui témoignent des obstacles se dressant devant les chantiers de construction, s'ajoutent celles qui lèsent particulièrement les armateurs anglais.

Dans le trafic du cabotage, le tonnage des navires chargés est descendu de 34.000.000 de T. en 1913 à 23.000.000 de T. en 1929, tandis que celui des navires sur lest restait à un niveau constant de 31.000.000 de T.

Dans la navigation au long cours, la flotte marchande continuait à contribuer pour 95. % au commerce effectué entre la métropole et les autres parties de l'Empire à 90 % de celui effectué entre ces dernières ; mais elle ne convoyait plus en 1929 que 25 % des échanges entre les puissances étrangères au lieu de 30 % en 1913.

Section V

Les textiles

1. *Le coton.*

La consommation intérieure de coton filé atteignait en

1. Navires construits pour compte d'armateurs britannique + achats de navires étrangers — ventes à l'étranger.

1913 : 1.782 millions de lb. en 1928-29 elle était tombée à 1.118 millions de lb. La baisse est de l'ordre de 37 %. Les importations sont restées minimes. Les filateurs nationaux plaçaient sur ce marché en 1913 : 90 % et en 1928-29 : 88 % de leur production. Pareil affaissement ne peut provenir que d'un mouvement analogue dans la production et la consommation des produits de tissage.

Le marché intérieur gardait pour ses besoins en 1913 : environ un milliard de yards linéaires de pièces d'étoffes, et en 1924, 1.569 millions de yards carrés, découvrant une surface plus large de près de moitié. Les importations qui représentaient en 1913 le dixième de cette consommation ne comptent plus en 1924 que pour le vingtième. La production nationale n'y vendait guère en 1913 que 11 %, et en 1924 25 % de ses étoffes.

La concurrence étrangère est faible. La clientèle insulaire est restée fidèle aux produits manufacturés sur son territoire, et en même temps elle augmente sa demande. Mais l'effet en est insignifiant. La production nationale demeure tributaire des débouchés extérieurs.

2. *La laine.*

Pour évaluer la consommation intérieure de laine filée, il faut d'abord admettre que, par les diverses opérations qui précèdent le filage (foulage, lavage, désuintage...) la laine perd environ la moitié de son poids¹. Cette consommation était donc évaluée en 1911-13 à 325 millions de lb. et en 1929 à 295 millions de lb.

Dans la consommation, les importations comptaient en 1911-13 pour 9,3 % et en 1929 pour 7, 2 %.

1. Voici les termes de comparaison adoptés par la Chambre de Commerce de Bradford : 2 lb de laine brute (greasy) = 1 lb de laine désuintée (scoured).

Le marché intérieur ne servait de débouché qu'à 70 % environ de la production nationale en 1911-13 et à 74 % en 1929. Mais, en imaginant que la concurrence étrangère, faible pourtant, eût disparu, la production nationale n'aurait été placée en 1929 qu'à concurrence de 79 %.

La laine filée sert à fabriquer des draps, des lainages de la bonneterie, etc... La consommation de l'une équivaut donc à la somme des productions des autres. Malheureusement, le volume de toutes n'est pas connu. Il faut donc se contenter de constater l'affaiblissement des importations de draperies et de lainages, et le peu de gravité des effets de la rivalité extérieure.

3. *Le lin, le chanvre, le jute, la soie artificielle.*

La Grande-Bretagne consommait en 1919 la moitié de la quantité de lin dont elle faisait usage en 1909-13 (tableau XVIII). Mais cet effondrement n'est pas dû à l'influence des importations manufacturées dont le taux est resté invariablement faible.

Quant au chanvre, il apparaît bien que ce soit l'attitude du marché intérieur qui seule ait déterminé la baisse de 20 % observée dans sa consommation. Car les importations ont à peine progressé, leur proportion à l'égard des exportations étant demeurée constante. On ne peut attribuer cette attitude du marché, qui explique également la baisse de production du jute, qu'aux causes techniques déjà mentionnées. De leur côté les importations de soie artificielle étaient d'un poids semblable en 1924 et en 1929. Mais au lieu de filés, elles n'étaient plus formées que d'étoffes.

Section VI

Autres produits

Les industries spécialisées dans l'extraction des minerais d'étain, de plomb et de zinc, doivent-elles leur faiblesse à l'intrusion abusive des minerais et des métaux étrangers ? Les importations retenues de minerai d'étain s'élevaient de 34.000 T. en 1913 à 92.000 T. en 1929. Celles des lingots d'étain tombaient de 15.000 T. à 3.000 T. Les importations de saumons et de feuilles de plomb passaient de 204.000 T. à 297.000 T. et celles de zinc de 145.000 à 142 000 T. La concurrence d'avant-guerre était à peine inférieure. Elle n'a pu qu'accuser plus fortement la disproportion existant entre les conditions d'extraction onéreuses et difficiles de la Grande-Bretagne et celles des pays d'outre-mer.

La consommation intérieure des bas et chaussettes représentait en 1924 : 23, 3 millions de douzaines de paires, dont 13 % ou 3, 1 millions de douzaine de paires venaient du dehors. La partie de la production nationale destinée à la consommation intérieure était de 79 %. Mais, entre 1924 et 1929 le montant des importations retenues s'est accru de 63 %, et atteignait en 1929 : 5, 1 millions de douzaine de paires ; l'adversaire le plus redoutable étant le Japon, dont les importations de bas et de chaussettes de coton dans le Royaume-Uni sautaient de 28.000 douzaines de paires à 739.000 douzaine de paires en 1929 : soit en 1929, soit un coefficient d'augmentation de 26.

Une même influence se fait sentir sur le marché intérieur de la lingerie (*underwear*) dont la consommation portait en 1924 sur 7,5 millions de douzaines. Les importations y comptaient pour 1, 7 millions de douzaines soit 23 %. Et la

production intérieure y écoulait 90 % de ses produits. Mais la lingerie étrangère s'est infiltrée graduellement jusqu'à comprendre en 1929 : 2, 3 millions de douzaines.

La bonneterie de fantaisie (*fancy hosiery*) avait une consommation intérieure de 3, 9 millions de douzaines en 1924, dont 10 % provenaient d'importations ; le surplus servant de débouché à 88 % de la production nationale. Mais à l'opposé des catégories précédentes, la concurrence extérieure reculait de 382.000 douzaines en 1924 à 259.000 douzaines en 1929.

La consommation des chaussures atteignait en 1924 : 9, 2 millions de douzaines de paires, dans lesquelles les importations retenues entraient pour 4, 7 %. Elle n'absorbait que 88 % de la production du Royaume-Uni, trop large pour s'y écouler. Mais entre 1913 et 1929, les importations se sont accrues de 53 % ; et alors qu'elles équivalaient à cette première date au quart des exportations, elles en valaient en dernier lieu près de la moitié.

Les importations retenues de poteries, porcelaines, faïences et appareils sanitaires, avaient en 1924 une valeur égale à 29, 5 % de celle des exportations. Après un « boom » momentané en 1926 et 1927, la proportion était revenue en 1929 à 29, 7 %. Il n'apparaît pas que, dans l'ensemble, la concurrence extérieure jouisse d'un grand pouvoir dans cette branche industrielle.

On commence à entrevoir le retentissement des échanges sur le chômage, à travers la production. Sur le marché intérieur, sont en présence des produits ayant deux origines : les uns de fabrication britannique, les autres sortis des usines étrangères. D'autre part, on remarque que son étendue est trop insuffisante pour que l'Angleterre puisse rêver d'y placer la totalité de sa production. Les entre-

prises insulaires rencontrent donc deux obstacles principaux qui s'opposent à l'écoulement de leurs produits : la concurrence étrangère et l'étroitesse du marché.

En général, cette concurrence ne dépasse pas en intensité celle qui existait déjà en 1913 Les importations de produits textiles manufacturés : coton, laine, lin de machines classiques, de navires, sont à peu près insignifiantes. Les importations de cordages, de fers, fontes et aciers, de poteries, sont restées à un taux inchangé au regard de la consommation intérieure.

Ce n'est que dans certaines catégories de marchandises : produits mécaniques de caractère récent, minerais d'étain de plomb et zinc, bonneterie et chaussures, que les importations s'avèrent plus actives. Encore est-il, que même là, la concurrence n'y apparaît pas sous la forme d'un fléau. Il suffirait d'un rien dans l'adaptation des produits nationaux aux prix et aux qualités pour la supplanter.

La consommation du marché intérieur a dans certains cas augmenté (produits manufacturés de laine, de coton d'acier) dans de fortes proportions. Mais elle s'est, dans d'autres cas amoindrie (charbon, minerai de fer, de fonte, navires marchands, manufactures de lin, de chanvre et de jute).

Le marché britannique ne saurait assumer l'écoulement de toute la production. Il est trop étroit. Un cinquième de la production ne peut y trouver place. L'économie en vase clos est impraticable. L'Angleterre industrielle est vassale des débouchés extérieurs.

TITRE II

LES MARCHÉS EXTÉRIEURS

DIVISION I

L'EVOLUTION DES EXPORTATIONS BRITANNIQUES

CHAPITRE I

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES EXPORTATIONS

La dépendance économique de la Grande-Bretagne à l'égard des marchés étrangers est d'autant plus accentuée que son rayonnement fut plus universel. Les « *Merchants* » anglais furent des dictateurs dans les régions lointaines. Ils chargeaient leurs vaisseaux de près des deux tiers de la production nationale. Leurs marchandises étaient si commodées, si robustes et si nouvelles, qu'en les achetant on éprouvait le besoin de connaître la langue, les usages, la vie d'un peuple si avancé. Et l'on enviait ses progrès constants.

Mais que reste-t-il de cette splendeur passée ? A-t-elle survécu à la poussée des nationalismes exacerbés, et des

rivalités naissantes ? Ou s'est-elle ensevelie dans la contemplation inerte des spectacles généreux et faciles d'autrefois ?

L'histoire des exportations de produits spécifiquement d'origine britannique ne peut être qu'instructive. Soit en mettant en évidence au premier chef leur effet particulier sur le développement de la production, soit encore en soulignant l'affaiblissement graduel de la part du Royaume-Uni dans la masse des exportations internationales.

La valeur des exportations de produits fabriqués ou extraits en Grande-Bretagne s'est accrue de 39 % entre 1913 et 1929 (tableau XXI, p. 108), alors que dans la plupart des autres pays la progression dépassait 50 %.

En 1913, les produits britanniques contribuaient pour 13, 9 % à la masse des exportations mondiales. En 1929, leur part n'est plus que de 10, 8 %¹.

La phase de prospérité désordonnée qui se situe en 1919 et 1920, et qui gonfla soudainement en quantité et en valeur les exportations, se révéla sans lendemain.

En 1924, alors qu'elles donnaient déjà des signes de fatigue, les exportations ne servaient déjà plus qu'à écouler 21 % de la production nationale. Or, il est indubitable que la proportion d'avant-guerre lui était de beaucoup supérieure. Désormais dans beaucoup d'industries, dont les marchés extérieurs formaient alors le principal débouché, l'exportation ne compte plus que pour une faible part.

1. Annuaire statistique international, Genève, 1931.

CHAPITRE II

LES EXPORTATIONS DE CERTAINS PRODUITS

Section I

Le charbon

Les houillères britanniques doivent à la restriction des débouchés extérieurs une partie de leurs revers. En 1913, la valeur du charbon exporté représentait le dixième des exportations britanniques, et, en 1929, seulement le quinzième. En outre, le tonnage exporté comptait à ces dates pour 29 % et 23, 4 % de la production (tableau XII, p. 81). Pendant ce temps, les expéditions vers l'étranger et l'Empire baissaient de 18 %.

Après la guerre Newcastle et Cardiff avaient joui d'un monopole presque absolu. Les puits de Belgique et du Nord de la France étaient comblés. Les galeries s'étaient effondrées ou étaient inondées. La Sarre et la Ruhr, occupées militairement souffraient de cette étreinte. L'Europe se réveillait à l'industrie civile, mais manquait de combustible. Seule l'Angleterre pouvait le lui fournir.

Les propriétaires de mines imposèrent alors des prix très élevés. La tonne fut vendue £ 4, alors qu'avant guerre, son coût n'avait pas dépassé 16 shillings. Mais cette position particulièrement favorable ne put se perpétuer. La reconstruction et l'extension des houillères du continent

furent accélérées par les perspectives brillantes qu'offrait l'élévation des prix. L'Allemagne, produisit pour l'exportation et non plus seulement pour les réparations. Les prix graduellement s'affaîsèrent. En 1925, la tonne n'était pas cotée au-dessus de £ 1. Depuis, elle est tombée encore au-dessous du taux de 1913.

C'est surtout en Europe que la Grande-Bretagne déverse ses cargos chargés de houille et d'anthracite (4 /5 des exportations en 1913). Car certains pays doivent importer la presque totalité de leur consommation : Danemark, Finlande, Italie, Norvège, Suède, Suisse, D'autres, comme la Belgique, l'Espagne, la Hongrie, la Hollande et la France sont obligés dans la proportion de 20 à 30 % d'avoir recours aux charbons étrangers.

Mais ces pays s'efforcent de conquérir leur autonomie en développant leur propre production. De 1913 à 1929, celle-ci passait en Espagne de 3, 8 à 6, 9 millions de T., en Belgique de 22, 9 à 26, 5 millions de T., en Hollande de 1, 5 à 11, 4 millions de T., en France de 41, 2 à 52, 9 millions de T. Mais ce dernier pays, malgré cet effort, importait toutefois 20 % de plus qu'avant guerre. La Russie est un débouché définitivement perdu, d'autant que sa production a crû de 23, 4 à 34, 8 millions de T. Bien plus, son essor continu menace de grossir prochainement l'ampleur de la concurrence.

Celle-ci est déjà âpre et violente. Les Etats-Unis en 1929 exportaient 4, 2 % de leur production, l'Allemagne 15 %, la Pologne 30 % et l'Angleterre 23 %. L'ensemble des exportations de ces quatre pays formait un total de 120, 7 millions de T. Dans ce total, qui représente près de 90 % des exportations mondiales, la Grande-Bretagne participait pour 50 %. Le champ des échanges internationaux de

charbon a des limites précises. A l'intérieur de cette arene dont le cercle se rétrécit la lutte est vive. Mais la Grande-Bretagne y conserve encore une très belle place.

Il est maintenant possible de déterminer la part de responsabilité qui incombe à chacun des débouchés dans la baisse de la production britannique enregistrée entre 1913 et 1929. Celle-ci est imputable pour 17 % à la diminution des embarquements de « *Bunker Coal* », pour 37 % au marché intérieur, et pour 46 % à la baisse des exportations. Encore peut-on disjoindre cette dernière proportion en attribuant cette diminution pour moitié à la concurrence étrangère, et pour moitié également à des causes diverses : indépendance économique, charges du capital, qui seront précisées par la suite.

Section II

Le fer, la fonte, l'acier

Des Iles Britanniques ne sort pas de minerai de fer.

Les exportations de fonte sont tombées de 1.124.000 T. en 1913 à 545.000 T. en 1929. La portion de production ainsi dispersée passait de 11 % à 7 %. Mais dans la baisse de près de deux millions de T. observée dans la production de la fonte entre 1913 et 1929 (tableau XIII p. 84), les exportations ne participaient que pour 33 %.

Les exportations d'acier et de produits aciérés n'ont pas enregistré de contraction notable. Les fontes étant exclues des chiffres du tableau XXIII, on constate que les mêmes quantités d'aciers anglais étaient embarquées en 1913 et en 1929.

Les exportations de fonte, d'acier bruts et manufacturés d'origine britannique, reproduites au tableau XXIII, comprenaient trois classes¹. Voici dans quelle mesure leurs pourcentages respectifs ont changé de 1913 à 1929. La première contenant les fontes et les aciers bruts, de 22, 7 % s'efface à 13 % de l'ensemble. La seconde groupant les aciers laminés s'élève de 16, 8 % à 23, 1 %. La troisième enfin, réunissant les aciers façonnés monte de 60, 5 % à 63, 9 %. Remarquons la nette propension de l'industrie britannique à exporter des produits finis, auxquels une certaine dose de travail s'est incorporée, alors qu'au contraire les importations tendent à n'accepter que les matières premières et les produits bruts.

Les cinq grands pays producteurs d'acier, contrôlant la plus grande partie des échanges internationaux : Grande-Bretagne, Allemagne, Union Belgo-Luxembourgeoise, Etats-Unis et France, exportaient en 1913 un total de 15, 3 millions de T. et en 1929 : 21, 01 millions de T. de produits d'acier. La part de la Grande-Bretagne tombait dans ce groupe de 32 % à 20 %. L'avènement de l'Union Belgo-Luxembourgeoise au rang de concurrent se distinguait par une augmentation des exportations de cette association de 1,55 à 4,58 millions de T., et celui de la France plus expressif encore par une hausse de 0,93 à 4,28 millions de T. Ces remarques prennent d'autant plus de poids que, particulièrement saisissante, la diminution des exportations britanniques est due pour les deux tiers au rétrécissement de ses débouchés en Europe. Ils recevaient : 1.319.000 T. en 1913, et 912.000 T. seulement en 1929.

Il paraît bien ici que les effets de la concurrence internationale dussent assumer une grande part de responsabilité

1. Vide, page 112, note 3.

dans l'affaiblissement des exportations de l'industrie sidérurgique anglaise. Mais il faut reconnaître que cette concurrence, plus aiguë de la part de pays industrialisés de fraîche date, n'est que la conséquence des efforts faits par eux pour développer leur production nationale sur le plan de leurs ressources naturelles. L'autonomie économique ne tarde pas à obliger cet excédent à se répandre au dehors et à se mesurer aux produits exportés par l'étranger.

Section III

Les constructions mécaniques

En 1924, l'Angleterre exportait 37 % de sa production (tableau XXIV, p. 114). Depuis, elle n'a cessé d'améliorer l'importance de ses expéditions.

De l'appareillage qui en fait l'objet, 24 % du poids est constitué par des machines destinées à l'industrie textile (métiers à filer, à tisser, etc.). Or, celles-ci ont une fin pour le moins singulière. En effet, en 1929, 31 % d'entre elles étaient destinées à l'Inde, 8,4 % à la Chine et 11,4 % au Japon. Qui ne voit que c'est l'Angleterre elle-même qui fournit ses clients de fil et de tissus, d'un outillage propre, d'abord à l'évincer, puis à la supplanter ?

Mais, si l'essor des exportations dans le domaine des constructions mécaniques ne fut pas interrompu, il est demeuré faible à l'encontre de celui d'autres pays. Car, alors que leur valeur passait pour la Grande-Bretagne de £ 39,4 millions en 1924, à £ 48 millions en 1929 (+ 22 %) elle croissait pour les Etats-Unis de £ 53,3 à 98,9 millions (+ 86 %). Par ailleurs, si leur poids s'élevait de 433.700 T. à 523.000 T. en Grande-Bretagne (+ 21 %), il montait

en Suède de 30.300 T. à 57.800 T. (+ 91 %), dans l'Union Belgo-Luxembourgeoise de 55.000 T. à 84.400 T. (+ 53 %), en Allemagne de 277.300 T. à 700.700 T. (+ 152 %), et en France de 135.600 T. à 218.800 T. (+ 61 %).

Le règne du machinisme a assujetti la demande internationale à de plus grands besoins. L'Angleterre s'est confinée dans les genres qui lui avaient déjà réussi¹, et qui comprenaient 75 % du tonnage de ses exportations en 1924 et 1929. Mais les industries étrangères ont fait de leur côté un effort plus considérable encore, tourné vers des qualités nouvelles et des prix bas.

Section IV

Les constructions maritimes

La part du tonnage commercial exporté représentait 56 % en 1913 et 55 % en 1929 de l'ensemble des constructions maritimes (tableau XIV, p. 89)². La Grande-Bretagne est d'ailleurs le seul pays pratiquant à un tel degré l'exportation. Et ses conditions étaient tellement avantageuses, qu'il était universellement admis, autrefois, de se munir sur ses chantiers, ou d'acheter dans ses ports.

Mais, cette position particulière s'est modifiée. La guerre a provoqué l'effervescence des nationalismes, qui s'emploient à briser tous leurs liens de dépendance, quoi qu'il puisse en coûter.

1. Machines classiques énumérées note 1, page 114.

2. Cf. page 115, note.

Section V

Les textiles

1^o *Le coton.*

Les exportations de coton filé représentaient en 1912-13 : 11 % de la production des filatures du Royaume-Uni. La production a fléchi ultérieurement de 37 % (713 millions de lb.), alors que les exportations éprouvaient une régression analogue, quoique de moindre envergure (—26 % 59 millions de lb), de telle sorte que les conséquences incidentes du déclin des exportations de filés sur la baisse de la production des filatures était assez médiocre : de l'ordre de 8 % (Tableau XV, p. 91).

Il est vrai que les exportations mondiales de ce produit ont éprouvé une régression plus significative encore. Elles sont devenues de moins en moins abondantes pour les pays possédant l'outillage essentiel à la transformation des fils en tissus. C'est ainsi que celles du Japon sont tombées de 180 millions de lb. à 26,7 millions de lb., celles de l'Inde de 198 à 24,6 millions de lb., entre 1913 et 1929. A l'opposé, dans les pays moins industrialisés, elles étaient en progression (Chine : de 0,2 à 46 millions de lb.).

Dans l'ensemble des pays exportateurs ¹ dont le montant global des exportations de coton filé avoisinait en 1913 : 760 millions de lb. la Grande-Bretagne participait pour 29 % En 1929, ce montant s'était abaissé à 515 millions de lb., mais les exportations britanniques avaient consolidé leur place (32 %).

1. Grande-Bretagne, Inde Britannique, Pologne, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Suisse, Italie, Autriche, Tchéco-Slovaquie, Chine, Japon, Etats-Unis et France.

Ces faits démontrent que le marché international s'étant rétréci de près d'un tiers, la Grande-Bretagne est restée parmi tous les pays très privilégiée.

On peut affirmer par conséquent, que la baisse dans la production des filatures britanniques, causée à concurrence de 8 % par le fléchissement des exportations de coton filé, était pour cette portion inévitable et même inéluctable.

Mais pour trouver les mobiles qui ont entraîné la baisse du surplus (92 %), il faut observer les exportations de fils à coudre et d'étoffes. Les premières ayant fléchi de 4 millions de lb. entre 1911-13 et 1929, leur action entraîna 0,5 % de la baisse de production des filatures.

Bien différente est la situation des exportations des tissus. En 1913, elles drainaient 89 % de la production britannique. Mais déjà, en 1924, alors que la demande du marché intérieur s'était accrue de moitié, celle des marchés extérieurs avait diminué de plus de 40 %.

La chute des exportations des étoffes de coton est l'un des événements les plus sensationnels qu'ils ait été donné de voir (Tableau XVI, p. 93). Entre 1913 et 1929, elle dépassait 50 %. Mais ce qui est surtout frappant, c'est l'envergure de la débâcle, qui fait saillir davantage l'ampleur de la puissance passée.

Parmi les débouchés qui se sont peu à peu fermés entre 1913 et 1929, citons : l'Inde où les envois s'abaissent de 3.057 à 1.268 millions de yards linéaires, l'Extrême-Orient de 773 à 220, l'Amérique du Sud de 583 à 411, l'Amérique Centrale de 167 à 85, les Etats-Unis et le Canada de 157 à 72, les Balkans d'Europe de 471 à 224, et l'Afrique du Nord de 357 à 262 millions de yards linéaires, ce qui comprend près des deux tiers de l'univers.

D'autres pays ont vu la fortune les défavoriser sur ce

point, sans que ce malheur ait nulle part atteint les mêmes proportions désastreuses. Dans le même temps, les exportations de l'Allemagne tombaient de 882.100 cwt à 482.600 cwt (— 45 %), celles de la Hollande de 740.900 à 597.500 cwt (— 20 %). Au contraire, en France, en Italie, aux Etats-Unis (414 à 566 millions de yards linéaires) elles augmentaient dans une proportion inverse (+ 20 %), tandis qu'au Japon elles progressaient de 211 à 1790 millions de yards linéaires.

Dans l'ensemble, il apparaît que de 1913 à 1929 le montant global des échanges internationaux de tissus de coton ait faibli d'un taux approchant 20 %. Le fléchissement des exportations britanniques peut donc être considéré comme normal à concurrence d'une proportion égale (20 %) due à l'industrialisation avancée des deux tiers du monde. Mais pour les 30 % de surplus, il nous faut inculper la concurrence qui occasionne de pareils méfaits.

Ainsi se révèle à présent la possibilité d'attribuer aux exportations l'entière responsabilité de la dépression de l'industrie cotonnière britannique. La diminution de l'activité des filatures incombe pour 52 % aux effets de la concurrence sur le marché des étoffes ; et la dépression des tissages pour 60 % à des causes identiques.

2° *La laine*

De la production des filés de laine, évaluée en 1911-13 à 425 millions de lb., 30 % étaient destinés à l'exportation. En 1929 les exportations ne représentaient plus que 25 % de la production.

Par ailleurs, les exportations de drap et de lainages, après une amélioration éphémère (1924), perdaient successivement 34 % de leur poids (Tableau XVII, p. 94).

Si l'on compare les exportations de laine manufacturée

des principaux compétiteurs européens entre 1924 et 1929, on est surpris de découvrir que seule la Grande-Bretagne éprouve une diminution dans ses envois, qui refluent de 2.293.000 cwt à 1.741.000 cwt. Ceux de l'Allemagne se dressent de 470.000 cwt à 725.000 cwt et ceux de la France de 1.130.000 cwt à 1.267.000 cwt.

Sans doute, il est des débouchés qui se sont recroquevillés sur leur propre production : Argentine, Brésil, Etats-Unis, Japon, Inde Britannique, mais, dans l'ensemble, les exportations de laines manufacturées, qui totalisaient en 1924 : 4.690.000 cwt et en 1929 : 4.756.000 cwt, pour les principaux pays d'Europe¹, restaient à peu près invariables. La part du Royaume-Uni y reculait de 48 % à 36 %.

L'industrie lainière britannique a donc été affectée principalement dans ses exportations, dont l'effet se montre capital. L'étranger a supplanté le « *Made in Great Britain* ».

3° *Le lin, le chanvre, le jute, la soie artificielle*

Le marché international des produits de l'industrie linière s'est rétréci universellement. Si les exportations britanniques fléchissaient d'une part considérable (— 80 %) entre 1923 et 1929, celles d'autres pays : Allemagne (— 76 %) et France (— 51 %) étaient entraînées dans une semblable déroute.

Distinctes, se révèlent les modifications survenues dans les exportations britanniques de produits de l'industrie chanvrière et du jute. Après une dépression passagère et qui touche à son paroxysme en 1925, l'exportation se redresse au niveau de 1913 (Tableau XVIII, p. 96).

Les exportations de fils de soie artificielle, qui en 1924

1. Royaume-Uni, Allemagne, Hollande, Belgique et Luxembourg, Italie, Tchécoslovaquie, France.

comprenaient 6,3 millions de lb. soit 26 % de la production, n'étaient plus en 1929 que de 7,5 millions de lb (14 %). Les exportations des principaux pays ¹ accusaient en 1924 un ensemble de 36 millions de lb, auquel l'Angleterre contribuait pour 18 %. En 1929 le total est de 112 millions de lb. et la part de l'Angleterre de 6,7 %.

Mais l'industrie insulaire retrouve son avance dans le total des expéditions de tissus de soie artificielle où elle tient le premier rang, exportant en 1929 : 14 millions de lb., poids qui était égal à celui des exportations réunies des Etats-Unis, de l'Allemagne et de la France.

Section VI

Autres produits

En 1924, la Grande-Bretagne exportait 20 % de sa production de bas et de chaussettes. Mais, par la suite les quantités exportées furent réduites de 5,2 à 4,6 millions de douzaines de paires en 1929. Un semblable tassement réduit les exportations des Etats-Unis (6,4 à 5,7 millions de douzaines de paires). Le Japon au contraire, qui, en 1913 exportait 1,1 million de douzaines de paires, retrouve en 1929 (1,4) la prospérité qu'il avait perdue en 1924 (0,4).

Le Royaume-Uni qui exportait en 1924 : 10 % de sa production de lingerie, voyait ses exportations diminuer de 696.000 douzaines, à 462.000 Dz. en 1929 ; ce qui est à peu près compensé par des exportations plus nombreuses d'articles de nouveautés (523.000 Dz. contre 458.000 Dz).

1. Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande, Belgique, Luxembourg, Italie, Etats-Unis, France.

Pour ces 2 genres de marchandises, le Japon apparaît comme un rival extrêmement redoutable, exportant en 1913, 5,4 millions de Dz, et en 1929 9,3 millions de Dz).

Les exportations de chaussures fléchissaient de près d'un tiers entre 1913 et 1929 (1,5 à 1,09 millions de Dz depaires), fléchissement qui était déjà consommé en 1924, alors que les exportations représentaient 11 % de la production insulaire et étaient destinées pour la plupart aux pays de l'Empire. D'autres producteurs ont éprouvé une semblable régression : Allemagne (— 42 %), Etats-Unis (— 54 %) ; mais, à l'inverse, certains effectuent une ascension des plus rapides : Union Luxembourgeoise (2.600 cwt. à 199.700 cwt.), et Tchécoslovaquie (26.300 à 199.700 cwt de 1924 à 1929).

Dans l'industrie de la poterie et des appareils sanitaires, objets réfractaires, etc..., les exportations étaient égales en 1925 et 1929 en (5,8 et 5,9 millions de cwt). Mais dans le concert européen des exportations similaires¹, qui en 1925 se chiffraient par un montant global de 25,2 millions de cwt, la part de la Grande-Bretagne tombait de 23 % à 18 % en 1929, alors que le total européen s'élevait à 32,2 millions de cwt.

Cet ensemble d'observations a permis de mesurer jusqu'à quel point la production de la Grande-Bretagne dépendait des marchés extérieurs, et combien fut sérieux le fléchissement de ses exportations. Il a rendu également possible d'apprécier jusqu'à quel degré les résultats obtenus par la coalition étrangère s'étaient améliorés.

Mais il reste à présent à pénétrer plus profondément dans les causes de cette décadence, en allant explorer les modifications survenues dans l'état des marchés eux-mêmes.

1. Grande-Bretagne, Allemagne, Hollande, Belgique, Luxembourg, Tchéco Slovaquie. Suisse, France.

DIVISION II

MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'ÉTAT DES MARCHES EXTÉRIEURS

Les débouchés extérieurs de la Grande-Bretagne se scindent en deux larges courants : l'Empire¹ et le reste du monde.

L'importance de l'Empire n'a cessé de s'affirmer. Il recevait 37 % en 1913 et 44 % en 1929 de la valeur totale des exportations de produits britanniques. Par contre, les pays à proprement parler étrangers comptent moins, de nos jours, dans la destination de ces marchandises (56 % au lieu de 63 %).

C'est en pénétrant à l'intérieur des principaux pays ou régions qui composent ces deux classes : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud, l'Inde Britannique, et aussi l'Egypte, la Chine, le Japon, l'Amérique du Sud et d'autres territoires, qu'il sera possible d'en analyser les forces intimes : celles qui contribuent à restreindre les échanges avec l'extérieur ou à les orienter vers d'autres pays que l'Angleterre.

1. L'Empire comprend :

1° Les Dominions qui se gouvernent eux-mêmes, l'Etat Libre d'Irlande, le Canada, la « Commonwealth » d'Australie, l'Union Sud-Africaine, la Nouvelle-Zélande, Terre-Neuve et la côte du Labrador, la Rhodésie du Sud, l'île de Malte.

2° Les autres territoires d'influence britannique : les îles Anglo-Normandes, Chypre, la Palestine, la Gambie, la Sierra Leone, la Côte de l'Or, le

Le Canada

La population de ce Dominion ¹est passée de 7,2 à 9,8 millions d'habitants entre 1911 et 1929.

A ces immenses étendues, une proportion de 4,6 % en 1913 et de 4,8 % en 1929, dans la valeur totale des exportations de produits britanniques, était destinée.

Et pourtant le commerce extérieur du Canada ne s'est pas arrêté dans sa progression. La part de la métropole qui représentait en 1909 : 24 % des importations du Dominion, descendait à 20 % en 1913 et à 16 % en 1929. Celle des Etats-Unis, au contraire s'élevait de 55 % en 1909 à 77 % en 1929 (Tableau XXV).

Ce pays, est en effet à l'égard du plus grand nombre de marchandises le principal rival de la Grande-Bretagne. Il pourvoit le Canada de 99 % de ses importations de machines agricoles, et, dans le reste des constructions mécaniques avait en 1929 une part de 89,9 %, alors que celle de la Grande-Bretagne s'effritait, de 1924 à cette date, de 12,1 % à 7,3 %. Les importations totales de tissus de coton qui ont diminué de 150,1 à 106,4 millions de yards linéaires entre 1913 et 1929 provenaient exclusivement de ces deux pays, mais un renversement s'est effectué dans leurs participations respectives (Grande-Bretagne de 80 % à 35 % Etats-Unis 19 % à 63 %). La demande des produits de laine, de fil, de soie artificielle, a gardé sa fidélité envers l'indus-

Nigeria, le Tanganyika, Zanzibar et Pemba, le Kenya et l'Ouganda, le Nyassa, le Nord de Bornéo, Hong-Kong, les Iles Fidji, les Iles britanniques des Antilles, le Honduras et la Guinée britanniques, les Iles Falkland, etc...

1. La Conférence Impériale de 1926 donne des Dominions la définition suivante :

« Ce sont des communautés autonomes à l'intérieur de l'Empire britannique, égales en statut, et en aucune façon subordonnées les unes aux autres, pour tout ce qui concerne leurs affaires intérieures et extérieures. Elles sont cependant unies par une commune allégeance à la Couronne, et librement associées comme membres de la Communauté des Nations britanniques. » *British Commonwealth of Nations*.

trie britannique. Elle l'accusait même à l'égard des articles de lingerie, de laine (81,1 % à 94,6 %), des chaussures (15 % de leur valeur), et, faiblement, en vers la lingerie de et 31 % coton (24,6 % à 25,5 %) où le Japon, inconnu avant la guerre, prend rang pour 21,3 % au détriment des Etats-Unis.

Pourtant, des faveurs douanières ont été accordées à la Métropole. Le régime douanier comprend, depuis 1907, 3 tarifs (général, intermédiaire, préférentiel). Le régime préférentiel accordé à l'Empire, sauf à l'Australie octroyait en 1923 une réduction de 10 % sur le montant des droits, lorsqu'ils étaient supérieurs à 15 %. Mais, depuis le 16 septembre 1930, cette préférence s'est accrue. Pour certains produits, les taux des droits *ad valorem*, pour les trois tarifs étaient les suivants : machines agricoles, 25 %, 15 % franchise, appareillage électrique : 35 %, 30 %, 20 %, soie artificielle : 45 %, 40 %, 25 % et textiles : 35 %, 32, 5 %, et 25 %.

De plus, un droit anti-dumping est prévu, égal à la différence, entre le prix d'achat à l'importation et le prix normal du marché intérieur du Canada (*fair market value*) contre les produits étrangers de même nature que ceux produits ou fabriqués dans le Dominion.

A l'abri de ces barrières, la production canadienne a ressenti une prestigieuse accélération, + 93 % en est la marque, entre 1919-1929. Elle n'a pas porté seulement sur le côté agricole et forestier, mais aussi sur la partie industrielle de cette production. L'accroissement est général : mines (65 %), fonte (54 %), acier (176 %) cuivre (14.600 T. à 72.700 T.) plomb (27.600 à 138.100 T. 2^e rang dans le monde), zinc (24.000 à 78.100 T.), aluminium (8.000 à 38.600 T.) charbon (10,3 à 12,1 millions de T. de 1909-13 à 1929), étoffes de coton (203 à 299 mill. de yards linéaires de

1924 à 1928), pâte à papier (0,7 à 3,2 millions de T. de 1913 à 1928, 2^e place après les Etats-Unis). Dans l'industrie automobile, la production dépassait celle de la métropole : 262.300 unités en 1929, et prenait le second rang dans le monde, avec des exportations considérables : 79.800 voitures¹.

Les capitaux, il est vrai, n'ont pas manqué pour aider l'industrie. Les investissements passaient de 1.247 à 5.083 millions de dollars canadiens de 1915 à 1929². Mais le Canada a, pour position financière, le côté d'un triangle entre les Etats-Unis et la Métropole. La dette publique (2.647 millions de dollars) est répartie partiers entre le Dominion, New-York et Londres ; le dollar canadien est enchaîné également aux monnaies de ces deux places (en 1920 par exemple, la livre anglaise s'échangeait contre 3,18 dollars canadiens et le dollar canadien valait 82 cents à New-York) et se trouve à mi-chemin de leurs variations réciproques. Le pouvoir d'achat est considérable, car la fortune privée était évaluée par tête à 3.076 dollars en 1929.

L'extrême voisinage des Etats-Unis ne laisse pas d'influencer fortement le sens des échanges extérieurs du Canada. Le pays, qui est contigu, est à la fois son principal fournisseur et son principal client. C'est ce qui explique la répugnance qu'a toujours éprouvée le Dominion à entrer dans un système impérial de protection douanière, et les efforts de sa législation, en vue d'obtenir le transit direct, des ports des autres dominions dans ses propres ports, sans passer par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne. Car, là où les importations britanniques avaient encore pied (métallurgie, coton, etc.), la production indus-

1. 12 years of the Economic Statistics of Canada 1919-1930, Issued as a supplement to the Monthly Review of business statistics, Ottawa, 1931.

2. The Canada Year book. Dominion bureau of statistics, Ottawa 1931.

trielle du Canada vient les en arracher. Cette divergence d'intérêts avec la Métropole éclate encore dans le peu de services économiques que les deux pays peuvent se rendre. Le Canada ne trouvera pas en Angleterre les matériaux dont il a le plus besoin : pétrole, caoutchouc, engrais, etc. et d'autre part, c'est en vain qu'il lui faudrait attendre l'écoulement dans ce pays de la totalité de ses excédents de céréales, de bois, de pâte à papier, d'automobiles etc. C'est ainsi que les exportations vers le Royaume-Uni sont tombées de 49,9 % en 1914 à 31,5 % en 1929. En même temps qu'il est un fragment de l'Empire, le Canada est aussi — caractère sans cesse accentué — une partie du continent américain.

L'Australie

C'est un pays neuf, immense, isolé, n'ayant pas, comme le Canada, de puissants voisins. La métropole se devait de conserver, envers une population qui s'est avancée de 4,4 à 6,4 millions de 1911 à 1929, son imposante tutelle.

Vers l'Australie, des produits représentant 6,5 % en 1913 et 7,4 % en 1929, de la valeur totale des exportations britanniques, étaient embarqués.

Ceux-ci formaient 52 % en 1913 et 39, % en 1929, de l'ensemble des importations australiennes (Tableau XXV, p. 140), (Etats-Unis : 11,9 % à 23, 4 %) ².

Parmi les principaux articles citons : les constructions mécaniques autres que les machines agricoles (51,3 % en 1924, 46,3 % en 1929), les produits de l'industrie automobile (69,2 % en 1924, 84,7 % en 1929 de leur valeur), les étoffes de coton (85,9 % en 1913, 90,3 % en 1929), de laine (86 % en 1929), de fil (97 %), de soie artificielle (54,2 %)

de bonneterie de laine (99 %), de bonneterie de coton (17 % en 1913, 66 % en 1929), aux dépens de l'Allemagne (82 % à 27 %). Mais l'Angleterre perd au profit des Etats-Unis sa place dans les importations de bas et chaussettes (90 % à 14 %), régression qui atteint aussi celles des chaussures (72,3 % à 5,4, 8 %) depuis l'avènement de la Suisse et de la Tchéco-Slovaquie.

Tableau XXV

Années	CANADA ¹			AUSTRALIE ²	
	Import. (millions de dollars canadiens)			Import. (mill. de £ austr)	
	Totales	Provenant du Royaume-Uni	Provenant des Etats-Unis	Totales (³)	Provenant du Royaume-Uni
1909	309	70,6	170	51,1	25,8
1913	692	138,7	435	79,7	41,3
1919	919	73,0	750	102,3	34,5
1920	1064	126,3	801	98,9	38,5
1921	1240	213,9	856	163,8	76,8
1922	747	117,1	516	103,0	53,0
1923	802	141,3	541	131,7	68,3
1924	893	153,6	601	140,6	63,6
1925	796	151,1	509	157,1	69,0
1926	927	163,7	608	151,6	65,8
1927	1030	163,9	687	164,7	67,7
1928	1109	185,9	719	147,9	63,0
1929	1298	194,7	893	143,6	57,0

Le triple régime douanier ⁴ est d'ailleurs extrêmement bienveillant pour la métropole. La préférence, depuis 1921 englobe 95 % des importations britanniques, et, jusqu'en 1930, maintient des droits de 35 % *ad valorem*, au lieu de 50 % du tarif général. Des mesures spéciales viennent même s'y ajouter, sauvegardant ainsi la prédominance des produits métropolitains; des droits anti-dumping. lorsque le

1. Trade of Canada, Department of trade and Commerce, Ottawa, 1931.

2. Australian statistics of overseas imports and exports, Canberra, 1931.

3. Les statistiques australiennes portent sur une période annuelle comprise entre le 1^{er} juillet et le 30 juin.

4. Official Year Book of the Commonwealth of Australia, Canberra, 1931.

prix d'importation est inférieur à un prix raisonnable « *reasonable price* » ; des droits compensateurs, contre les monnaies dépréciées ; et des droits spéciaux de protection du transit maritime britannique, contre les compagnies de navigation étrangères, lorsque les produits sont importés à des taux de fret au-dessous de ceux qui sont en vigueur au moment de l'embarquement.

Le 30 juin 1930, la protection fut élevée jusqu'à 40 à 75 % *ad valorem*, mais elle conserva toutefois une préférence de 15 à 25 % sur les tissus de coton de laine, les automobiles, etc.. d'origine britannique.

Ces droits ont pour effet de protéger beaucoup plus les produits impériaux que la production australienne. Celle-ci, en effet, est surtout portée vers l'élevage (bestiaux, moutons) et la culture (céréales, vignes) qui absorbent la presque totalité de l'activité intérieure. La production minière est en régression, sauf dans les houillères (10,5 à 10,4 millions de T. de 1909-13 à 1929). L'industrie de transformation malgré ses efforts est encore embryonnaire, (de 1911 à 1929 : 22.916 usines ou ateliers contre 14.455 et 450.000 ouvriers contre 311.000). Mais elle ne s'attache pour les quatre cinquièmes qu'à une production domestique : alimentation, imprimerie, électricité, habillement, etc..

En matière financière, la *Commonwealth* est subordonnée à la métropole. Des £ 1.100 millions, montant de la dette publique, £ 573.000 millions lui avaient été empruntés. De plus, la livre australienne ¹ est enchaînée à la livre sterling, dont elle suit fidèlement les méandres ; sauf en octobre 1924 où elle n'en valut que 97 %, et depuis 1930, où la proportion n'est plus que des deux tiers (refus de nouvelles

1. Department of overseas trade, Economic conditions in Australia, Report by R.W. Dalton, Londres, 1931.

avances par les banques de la Cité). Cet effondrement marque encore davantage la dépendance financière et monétaire du Dominion, à l'égard de l'Angleterre.

La *Commonwealth* d'Australie est restée étonnamment fidèle à sa lointaine mère-patrie, de laquelle elle reçoit autant qu'elle donne (45 % en 1913 et 40 % en 1929 de ses exportations¹). Son activité, tournée presque entièrement vers l'élevage de la culture offre peu de résistance à l'introduction des produits manufacturés. Mais les exportations de laine et d'autres matières premières que la Grande-Bretagne à elle seule ne peut absorber, peuvent détourner vers d'autres pays, les exigences de la réciprocité commerciale et de la balance des échanges. Jusqu'alors, l'Australie demeure pour le Royaume-Uni le débouché le plus sûr et le plus attaché. Mais continuera-t-elle toujours à accepter que ses laines fassent le « tour du monde », avant de lui revenir filées et tissées ?

La Nouvelle-Zélande

A proximité du continent australien, la Nouvelle-Zélande abrite une population, qui de 1.008.000 habitants en 1911 montait à 1.406.000 habitants en 1929. Elle recueillait ces deux années respectivement 2 % et 3 % de la valeur des exportations de la métropole.

Les produits envoyés par la Grande-Bretagne représentaient en 1909-13 : 60 % et en 1929 : 48,6 % de la valeur des importations du Dominion². La part des Etats-Unis y croissait de 8,7 à 19,1 % et celle du Canada y était de 9,8 % en 1929, portant principalement sur les automobiles et leurs accessoires (64,9 %). Mais à l'égard des autres

1. Pour les importations, voir ci-dessus, p. 139.

2. Annual Statistical report on trade and shipping in the Dominion of New-Zealand, Wellington, 1931.

produits, la métropole a gardé sa pression presque intacte de 1913 à 1929 : tissus de coton, de laine, de fil et chaussures (au-dessus de 90 %). Ce n'est que pour les articles de bonneterie que la Grande-Bretagne recule de 98,3 % à 63,6 % au profit du Canada (0 à 21,7 %) et des Etats-Unis (0,5 à 10,4 %).

Le régime douanier ¹ s'est chargé de s'assurer cette fidélité. Avant 1920, la préférence était de 10 %. Depuis 1921 les droits préférentiels sont de 20 % *ad valorem*, et ceux du tarif général de 35 %; en 1927, celui-ci est augmenté de 5 %, et depuis le 18 août 1930, la préférence est portée à 25 %.

En outre, sont prévus des droits spéciaux compensateurs, contre les pays à monnaie dépréciée, et contre le dumping, lorsque le prix des marchandises importées est moindre que le prix courant du marché du Dominion (*Current domestic value*).

Pareille protection n'a pour résultat que de défendre l'industrie britannique. Car, la production intérieure est presque exclusivement formée de produits d'élevage et de culture : beurre, laine, viandes, fromages, fruits, et le matériel qu'utilisent les deux îles est dirigé vers la transformation de ces produits (laiterie, usines de congélation, et) ².

D'ailleurs, le lien financier qui unit la métropole et la Nouvelle-Zélande est des plus étroits, mais va se relâchant à mesure que la prospérité du Dominion grandit. De la dette publique de 1914 se montant à £. 95 millions, 80 % étaient dus à l'Angleterre; en 1929 56,5 % seulement (£. 266 millions). D'autre part, la livre néo-zélandaise, est

1. Official year book of New Zealand, Wellington, 1931.

2. Department of overseas trade. Economic conditions in the Dominion of New Zealand, Report by L.A. Paish, Londres, 1931.

restée toujours entièrement dévouée aux décisions de Londres.

Le Dominion montre vis-à-vis des importations britanniques une attitude semblable à celle de l'Australie. Sa fidélité et son attachement sont incomparables. Les produits de l'industrie britannique gardent en général, parmi les produits similaires importés, leur place prépondérante. La production intérieure se garde bien de les entraver. Comment, alors, expliquer la baisse de la participation métropolitaine dans l'ensemble des importations ? Il faut donc qu'il y ait des besoins intérieurs que la Grande-Bretagne ne puisse satisfaire : marbres (Italie), soufre, soie naturelle (Japon), vins et bois (Australie), riz, thé, noix (Chine), pâte de bois, (Suède), films cinématographiques (Etats-Unis), parfumerie (France), etc.

En second lieu, les échanges ont tendance à s'effectuer directement entre la Nouvelle-Zélande et les pays consommateurs, sans passer par le canal de la métropole. C'est ainsi que celle-ci recevait 93 % des exportations de laine en 1909-13, et en 1929 : 71 %, dont la moitié était encore réexportée. Ce processus ne peut manquer de s'aggraver, et il viendra un temps où se posera pour le Dominion le problème d'acheter davantage à l'étranger, afin de pouvoir vendre.

L'Union Sud Africaine

Les vastes territoires de l'Afrique du Sud¹ possèdent des caractères économiques de même structure que ceux des deux Dominions, ses sœurs, des mêmes latitudes. Leur population atteignait en 1929, près de 8 millions d'ha-

1. L'Union groupe les 4 Etats suivants : Le Cap de Bonne-Espérance, l'Etat libre d'Orange, le Transvaal et le Natal.

bitants et y laissait pénétrer 4,2 % en 1913 et 4,4 en 1929, de la valeur des exportations de la Métropole.

Mais, comme en Australie et en Nouvelle-Zélande, les pourcentages de la Grande-Bretagne, dans les importations sud-africaines ont rétrogradé de 58,9 % en 1910-14 à 43 % en 1929, tandis que celles des autres nations de l'Empire montaient de 11,1 % à 13,7 %¹. Des principaux produits importés, la proportion des britanniques était en 1913 et en 1929 : pour les étoffes de coton (82,2 % et 61,3 % de leur valeur), de laine (88,5 % et 73,7 %), de fil (90,7 % et 74,1 %), Belgique (0,1 et 18,4 %), pour la bonneterie (83 % et 60 %), diminution surtout sensible dans la bonneterie de coton, et, pour les chaussures (90 % et 80%) alors que les importations totales s'abaissaient de 5,3 à 3,0 millions de paires.

Tableau XXVI

Années	Nouvelle-Zélande 2		Afrique du Sud 1		Inde Britannique 3	
	Import. totales	Import. d'origine britannique	Import. totales	Import. d'origine britannique	Import. totales	Import. totales britanniques
	(mill. de £)	(mill. de £ Néo-Zél.)	(mill. de £ Sud-Afric.)	%	(mill. de roupies) 4	
1910-14			37,9	58,9		
1914	21,8	11,2			1830	1170
1919	30,0	11,5			2079	1409
1920	61,5	28,5	101,8	54,7	3355	2045
1921	42,9	20,8	57,8	58,5	2663	1509
1922	35,0	18,2	51,4	56,4	2327	1400
1923	43,3	22,5	57,8	53,7	2276	1316
1924	48,5	23,2	61,8	51,5	2466	1334
1925	52,4	25,5	67,9	49,9	2261	1153
1926	49,8	22,8	73,1	48,5	2313	1105
1927	44,7	21,4	74,0	44,7	2498	1192
1928	44,8	21,2	79,0	43,5	2533	1132
1929	48,7	22,5	83,4	43,0	2407	1031

1. Trade of the Union of South Africa. Pretoria, 1931.

2. *Op. cit.*, p. 142, note 2.

3. L'année court du 1^{er} avril au 31 mars ; 1919 = 1^{er} avril 1919 au 31 mars 1920, *op. cit.*, p. 147, note 1.

4. La roupie vaut au pair : 1 s. 6 d.

Le régime douanier qui fut toujours protectionniste, applique depuis 1925 ¹ le principe de la préférence impériale adopté par le Parlement anglais en 1919. Des défalcatons ou réductions de 5 %, et quelquefois des remises de droits entiers sont accordées aux importations d'origine impériale. En outre, le tarif intermédiaire n'est pas opposable aux articles faisant déjà l'objet de cette préférence.

Des « *dumping duties* » ont été édictés contre les monnaies dépréciées, les marchandises dont les prix sont inférieurs à ceux des marchés intérieurs de l'Union ou du pays exportateur, les frets hors cours et les primes à l'exportation² (*bounties*).

La production intérieure ressent d'ailleurs peu la nécessité d'être protégée. Constituée surtout par la laine, les diamants, l'or (plus de la moitié de la valeur [de la production totale), et le charbon dont les houillères fournissaient 6,8 millions de T. en 1909-13 et 12,8 millions de T. en 1929, elle entraîne vers ces branches industrielles l'ensemble de l'économie nationale. Les seuls genres d'industries pouvant être considérés comme rivaux de la métropole, sont des *home industries* : l'imprimerie, la chaussure, l'ameublement, l'habillement, etc..² sans grande envergure.

Pour l'ensemble de l'industrie, les capitaux abondent. Déjà, en 1928, £. 21.000.000 y étaient investis et, en 1929, 686 sociétés nouvelles venaient y ajouter £. 11.300.000 d'apports neufs, provenant pour la plupart de la Grande-Bretagne. Celle-ci avait également le privilège d'être créancière de 87,2 % en 1913 de la dette publique (£. 114.000.000) et en 1919 de 61,6 % [de cette même dette accrue (£. 244.000.000).

1. Official Year Book of the Union of South Africa, Pretoria, 1931.

2. Report of the United Kingdom trade Mission to the Union of South Africa, Southern Rhodesia and Northern Rhodesia, Lord Kirkley, (Chairman) Londres 1931,

On s'explique aisément d'après cela, que la devise monétaire sud-africaine ne doive ses écarts qu'à ceux qui affectent au préalable la livre sterling.

En Afrique du Sud, plus que dans aucun autre Dominion, apparaît l'emprise des capitaux, des banques, de l'Etat, et des particuliers britanniques. La vie locale en est imprégnée, et les répercussions sont à ce point considérables, qu'on pourrait presque dire que l'Union ne travaille que pour ce bénéficiaire multiple, auquel sont alloués tous les profits d'une partie des importations et des exportations du Dominion (88,3 % en 1910-14 et 64,1 % en 1929, destinées à la métropole).

La diffusion des capitaux britanniques à travers le monde, montre bien la complexité des problèmes de la balance des comptes. Car, s'il y a des relations directes de la Grande-Bretagne à ses Dominions, il y aussi des relations entre les fruits de ses capitaux situés dans les Dominions, avec les comptes créditeurs ou débiteurs d'autres pays, où là, encore, on trouve souvent des capitaux anglais.

L'Inde Britannique

Dans cette énorme griffe accrochée au continent asiatique grouille une fourmilière de 350 millions d'hommes. Mais cette multitude ne recevait que 13,3 % en 1913, et 10,7 % en 1929 de la valeur des exportations du Royaume-Uni.

Dans les importations de l'Inde, le pourcentage des produits britanniques descendait de 64 % en 1913-14 à 43 % en 1929-30, alors que montaient ceux du Japon (2,6 % à 9,8 %) et des Etats-Unis (2,6 % à 7,3 %¹). Envers cer-

1. Review of the trade of India, Calcutta, 1931.

tains produits, la position de la métropole n'a pas faibli matériel textile, chaudières et outillage, toiles de lin, bonneterie de laine, (plus de 90 %). Mais, en d'autres cas, elle s'est abaissée : fer et acier (69,9 % à 52,3 %), machines (89,8 % à 74,7 %), filés de coton (37,8 à 23,1 millions de lb.), tissus de coton (99 % à 75 %), de laine (70 % à 37 %) de soie artificielle (54 % en 1925 à 25 % en 1929). Enfin, elle est quelquefois restée faible : 16 % en 1924, 13 % en 1929 du nombre des automobiles importées contre 53 % : au Canada ou a disparu complètement : bas, chaussettes et lingerie de coton, au profit du Japon.

Le régime douanier de l'Empire des Indes (qui n'est pas un Dominion) a pour particularité d'être fiscal¹, frappant depuis 1922 les marchandises importées de droits de 15 % *ad valorem*, sans octroyer aucune préférence à la communauté des nations britanniques. Mais, en 1930, les droits furent élevés et le régime modifié². La métropole désormais fut le plus souvent privilégiée.

Malgré le faible taux des tarifs, le volume des importations de certains produits décru entre 1914 et 1929 : les tissus de laine (27,6 à 16,5 millions de yards linéaires), de fil (3 à 0,8 millions de yards linéaires), la bonneterie de laine (537.000 lb. à 420.000 lb.), les chaussures de cuir (1,9 millions de paires à 0,4 millions de paires) et les tissus, de coton (—40 %).

Cette dernière diminution résulte surtout du dévelop-

1. Des droits fiscaux frappent également le jute, le thé, etc.. à l'exportation.

2. Depuis 1930, le régime douanier est bi-partite : un tarif fiscal sans privilèges et un tarif de droits protecteurs : général (24 %), et préférentiel (17 %) pour l'industrie britannique. Le « Cotton Textile Industry (Protection) Act » de 1930, contenant une aggravation des droits afférents aux filés et tissus de coton de 15 à 20 %, fut accepté d'emblée par l'Assemblée Législative, mais une partie de l'Assemblée s'opposa à l'attribution d'aucune préférence à l'industrie britannique. Il fut en définitive passé outre à cette obstruction.

pement de l'activité des filatures et des tissages indigènes (+ 108 %), âprement décidés à se libérer de la tutelle britannique. Le nombre des broches passait de 1913 à 1929 à 6.084.000 à 8.907.000, et celui des métiers à tisser de 94.000 à 170.000. D'autre part, l'industrie du jute occupait en 1929 : 346.000 ouvriers, et consommait 6,4 millions de balles, contre 4,5 en 1913¹. L'expansion est semblable dans l'industrie minière : charbon (13,5 à 23,4 millions de T. de 1909-13 à 1929), l'argent (1,9 à 7,2 millions d'onces de 1918 à 1929). A ces branches industrielles se bornent les progrès réalisés, car, dans le domaine des constructions mécaniques, de l'alimentation, des produits chimiques et de la papeterie, la production s'est maintenue intacte et débile.

Tableau XXVII

PRODUCTION ET IMPORTATION des TISSUS de COTON dans L'INDE ¹

	1914		1929	
	millions de yards linéaires	%	millions de yards linéaires	%
Production des tissages de l'Inde	1.164	26,9	2.419	56,2
Importations :				
Grande-Bretagne :	3.068	71,0	1.235	28,7
Japon	9	0,2	562	13,1
Autres pays.....	82	1,9	86	2,0
Ensemble	4.323	100	4.302	100

Il y va un peu de la faute de la timidité des capitaux étrangers. Car, alors que les investissements industriels de l'année 1914 atteignaient 664.000.000 de roupies, ils ne dépassaient pas en 1929 : 616.000.000 de roupies. L'insécurité politique est un obstacle au développement plus accentué de l'économie indoue. La Grande-Bretagne ne demande

1. Statistical Abstract for British India, Calcutta, 1931.

cependant pas mieux que de l'aider. Elle est déjà créancière d'une grande partie de la dette publique, (6.482.000.000 de roupies en 1929)¹ dont la majorité des obligations fut émise à Londres. Financièrement l'Inde doit obéissance à la métropole, et monétairement, la roupie est le jeu du sterling.

Le tempérament des indigènes n'est pas de nul effet sur les résistances rencontrées par les importations britanniques. L'indolence de leurs races, leur crainte du travail, la médiocrité de leurs besoins et de leurs ambitions sont aux origines de leur misère². Mais cette inertie disparaît devant un appel : l'Indépendance.

C'est ce qui explique que la production intérieure se soit penchée par prédilection vers les branches d'activité les plus propres à apporter la satisfaction de ces sentiments nationaux.

Les manufactures de textiles se sont ainsi développées comme un moyen d'amener l'émancipation des natifs, de lutter contre la domination d'un pays, dont les visées ne dépassent pourtant pas le noble rôle d'initiateur et de bien-faiteur.

Mais il est une autre cause à ce développement : la règle suivant laquelle *le lieu de la production tend à présider à la transformation des produits*, au moins dans le cadre des besoins intérieurs, se manifeste à l'égard du coton et du jute. Et ce n'est pas là un mince sujet d'inquiétude pour les Iles Britanniques.

1. Département of overseas trade. Report on the conditions and prospects of United Kingdom trade in India, by Thomas M. Ainscough, Londres 1932.

2. Il paraît erroné d'attribuer le faible pouvoir d'achat de l'Inde à la dépréciation du métal argent. En effet sa production comptait en 1922 pour 2 % de la production mondiale, et en 1929 pour 2,7 % proportion identique à celle du rendement de ses gisements d'or.

L'Egypte

Quoique fortement anglicisée par une longue sujétion, le Royaume d'Egypte, n'est plus compté par les statisticiens du Board of Trade, parmi les nations de l'Empire. Sa population qui atteint aujourd'hui près de 15 millions d'habitants, comptait en 1913 et 1929 pour la même proportion (1,7 %) dans la valeur des exportations britanniques.

Or, les importations égyptiennes ont doublé d'importance entre ces dates extrêmes. Mais la part de la Grande-Bretagne, de 30,8 % en 1909-13, reculait à 21 % en 1929 (Tableau XXVIII), perte dont ont profité les pays concurrents¹. Pourtant les importations de charbon lui étaient toujours réservées (90 %). Mais malheureusement, la demande totale se contractait de 3,1 à 2,3 millions de T. Quant aux tissus de coton, alors que sa participation était en 1913 de 81,8 % (Italie 13 %), elle s'affaissait à 45,6 % en 1929 (Italie 22,7 %), (Japon, 17, 4 %). Et un mouvement analogue emportait aussi ses filés de coton (36 % à 4 %), ses machines agricoles (73 % à 41 %) et ses chaussures (51 % à 25 %) (Tchécoslovaquie, 25 %).

Il faut d'ailleurs remarquer que, à la différence de ce qui se passe dans les dominions, le Royaume d'Egypte n'accorde pas à l'Angleterre une préférence spéciale dans son organisation douanière. Celle-ci doit se contenter de l'apanage non exclusif de la clause de la nation la plus favorisée².

1. Annual Statement of the Foreign Trade, Government Press, le Caire, 1931.

2. Depuis le 17 février 1930, les droits sur les étoffes de coton ont été élevés de 8,5 % à 25 et 30 % *ad valorem*. Les droits élevés *ad valorem* favorisent singulièrement les produits bon marché. En effet, un droit de 100 % *ad valorem*, par exemple, imposé sur deux marchandises, l'une de 4 frs, l'autre de 7 fr., élèvera le prix de la première à 8 frs et l'autre à 14 frs. Le rapport des prix reste le même mais pour l'un l'augmentation est de 4 frs. et pour l'autre de 7 fr., et leur différence absolue croît de 3 à 6 frs. Or, ce qui importe à l'ache-

A l'intérieur du pays, les fellahs ont maintenu le caractère ancestral de la production agricole et pastorale. N'étaient-ce quelques filatures et tissages (21,5 millions de mètres d'étoffe) ainsi que certaines entreprises sans envergure, dévouées uniquement à la satisfaction des besoins ordinaires du marché : sucre, alimentation etc., on pourrait presque dire que l'industrie manufacturière est inexistante en Egypte.

L'autonomie financière et monétaire l'est tout autant. La dette publique unifiée et privilégiée est répartie en des obligations émises à Berlin, à Paris et à Londres, où leur cote est dictée. Et la devise égyptienne est, en fait, liée étroitement à la livre sterling¹. Déjà avant la guerre, la circulation fiduciaire était gagée soit par des dépôts d'or à la Banque d'Angleterre, soit par des Bons du Trésor Britannique. A partir de 1916, la couverture des émissions de billets de la « National Bank of Egypt » n'étant plus garantie que par des bons, l'étalon monétaire égyptien devint un étalon sterling. Ces deux devises réunies par un pair invariable sont devenues de cette façon des « *banknotes* » d'une valeur égale.

En définitive, si, pendant un certain temps on put mettre l'affaiblissement des importations de produits britanniques sur le compte du boycottage des natifs anxieux de recouvrer leur liberté, cette raison ne saurait être plus longtemps invoquée. L'agitation a cessé ; et la position anglaise n'en a pas été pour cela améliorée.

C'est que la concurrence des qualités et des prix est très

teur c'est moins le rapport des prix que leur différence de grandeur. 3 frs. serait peu élevé, 6 frs. le sera beaucoup trop. De même, entre 120 et 180 fr., la différence est de 60 frs. mais de 240 à 360 la différence de 120 frs. fait préférer le premier au second.

1. Royaume d'Egypte, *Annuaire statistique*, 1930-31, Le Caire, 1932.

vive sur le marché égyptien, tant il est admirablement exposé, aux confins de l'Orient et de l'Occident, pour exciter toutes les convoitises.

Par surcroît, l'Égypte s'efforce de secouer le joug de la Grande-Bretagne sur ses échanges. Elle l'évince de son rôle de commissionnaire (0,6 % de la farine importée en 1929, contre 9,7 % en 1913), et fait parvenir sans détours ses richesses aux pays consommateurs (la Grande Bretagne ne recevait en 1929 que 34 % de la totalité du coton exporté, qui représente 80 % de la valeur totale des exportations égyptiennes).

Tableau XXVIII
IMPORTATIONS

Années	Égypte ¹		Chine ²		Brésil ⁴	
	mm. de £ Totales	égypt. Grande- Bretagne	mm. de haikwantael ³ Totales	Grande- Bretagne et Hong-Kong	mm. de £ Totales	Grande- Bretagne %
1913	27,8	10,4	570,1	268,5	67,1	24,5
1919	47,4	21,8	646,9	217,8		
1920	101,8	37,8	762,2	291,0		
1921	55,5	16,9	906,1	381,0	60,4	20,4
1922	43,2	14,7	945,0	484,5	48,6	25,8
1923	45,2	14,7	923,4	368,3	50,5	26,6
1924	50,7	13,9	1018,2	369,9	68,3	23,9
1925	58,2	14,6	947,8	269,4	84,4	22,2
1926	52,4	11,4	1124,2	230,6	79,8	19,0
1927	48,6	12,4	1012,9	287,5	79,6	21,2
1928	52,0	11,3	1195,9	339,7	90,6	21,5
1929	56,0	11,8	1265,7	333,5	86,6	19,2

1. *Op. cit.*, p. 151. note 1,

2. Statistics of China's Foreign Trade, 1912-1930. Shanghai, 1931.

3. Le haikwan tael équivalait à :

3 shillings 0 1/4 pence en 1913,

6 shillings 4 » en 1919

2 shillings 7 13/16 » en 1929

4. Departamento nacional de estatística, Commercio exterior do Brasil, 1929-1930, Rio de Janeiro, 1932.

La Chine

Près de 500 millions d'habitants vivent dans la Chine et ses quatre colonies¹. Mais leur demande pèse peu dans le montant quantitatif des exportations britanniques : 3,6 % en 1913 et 2,8 % en 1929 (Hong-Kong y compris)².

Dans le cadre des importations chinoises, la Grande-Bretagne et Hong Kong valaient pour 45,7 % en 1913 et seulement 26,4 % en 1929, tandis que d'autres pays : le Japon (20,3 % et 25,6 %) et les Etats-Unis (6,0 % et 18,3 %) s'insinuaient dans le lieu.

Si l'on considère le détail des produits importés, l'Angleterre et Hong-Kong ont gardé dans certaines branches leur place : machines (33,4 % en 1924, 36,6 % en 1929³) ou l'ont encore affermie : toiles de lin (32 % en 1913, 75 % en 1929), donc, fait assez rare, le volume des importations croît de 0,2 à 3,3 millions de yards linéaires. Mais, à l'égard des tissus de laine, dont les débouchés s'élargissaient aussi de 8,7 à 15,3 millions de yards linéaires, la part de la Grande Bretagne tombait de 75 % à 53 %.

C'est surtout dans le domaine des importations cotonnières que la fortune lui fut défavorable. D'abord, parce que leur volume fut l'objet d'une sensible contraction de 716 millions de yards linéaires en 1913 à 210 millions de yards linéaires en 1929 ; ensuite, parce que le Lancashire n'y eut accès que pour 21,8 % en 1929 contre 56,3 %

1. Thibet, Turkestan chinois, Mongolie et Mandchourie.

2. Hong-Kong appartient à la Grande-Bretagne, mais n'est qu'un comptoir de la région cantonnaise, en fait, un intermédiaire entre l'arrière pays et la Grande-Bretagne. Ce qu'il reçoit de Chine est expédié en Grande-Bretagne. ce qu'il reçoit de la Métropole est réexporté en Chine.

3. Foreign Trade of China, Shanghai, 1931.

en 1913. Pendant ce temps, les envois du Japon progressaient de 18,1 % à 66,5 %¹.

L'Angleterre ne peut se prévaloir ici des faveurs exceptionnelles d'un régime douanier de caractère fiscal, dont les modifications doivent être approuvées, avant application, par les puissances étrangères². Elle jouit, comme maint Etat, du traitement réciproque de la nation la plus favorisée³.

Si faiblement que soit obtenue par ces mesures la défense des industries indigènes, la production chinoise (soieries, coton, riz et manufactures) n'a cependant point tardé à se déployer avidement. Dans les filatures de coton, elle passait de 250 à 943 millions de lb. de 1915 à 1929, et, dans les tissages de 45 à 590 millions de yards linéaires⁴. Là, le nombre des métiers à tisser passait dans le même temps de 5.000 à 30.000. A la quantité se joint la qualité ; et pour une consommation de 8 millions de piculs² de coton brut en 1927, 1,2 million venaient des Etats-Unis, et 1,1 million de l'Inde, où les fibres sont de 3 à 5 mm. plus longues que celles récoltées sur les cotonniers chinois.

L'industrie chinoise est restée stationnaire dans d'autres

1. British Economic Mission to the Far East, Report of the cotton mission, Sir Ernest Thomson (chairman) Londres, 1931.

2. Lire sur ce sujet le très remarquable ouvrage de M. Tseu Fong Siao : *Les régimes douaniers de la Chine*, Paris 1931.

3. Un traité commercial fut signé à Nanking le 20 décembre 1928, entre la Grande-Bretagne et le Gouvernement de Nanking. En 1929 les droits sur les produits de coton, les métaux, etc... étaient, en moyenne, de 7 1/2 à 12 1/2 % *ad valorem*. Les principaux articles sont noyés dans le détail infinitésimal des classifications et des subdivisions du tarif douanier chinois.

4. En 1928, d'après le « British Chamber of Commerce Journal » (mai 1929), 70 % des broches étaient de provenance britannique, et le reste de provenance américaine. Le matériel textile se distribuait selon la nationalité de ses propriétaires de la façon suivante :

	Broches	Métiers à tisser
Chinois	2.099.000	14.700
Japonais	1.351.000	11.900
Britanniques	161.000	2.500

2. Le picul équivaut à 60 kg. 478.

branches, par suite du manque de capitaux. Ceux-ci de source étrangère ont déjà financé l'établissement des Chemins de fer et les emprunts de l'Etat. Mais, la Chine est un pays peu sûr, et c'est ce qui explique, beaucoup plus que la baisse du métal argent, la dépréciation des monnaies chinoises.

Des salaires de famine, la misère des populations, les entraves jetées en travers de la circulation des produits par les douanes intérieures (*likin*), les tributs ou confiscations des potentats régionaux, la guerre civile, le pillage, et l'absence totale de législation applicable à la défense des droits des étrangers, rendent malaisée la pénétration commerciale au sein de cet immense pays.

La hantise des « vieux » chinois de persister à se défendre contre l'intrusion d'une civilisation « inférieure » n'a d'autre conséquence que de les retarder dans la marche que les « Jeunes » courageux, ont entreprise vers le progrès et la rénovation. Ce nationalisme aveugle, quelque préjudice qu'il en puisse résulter pour le bien être des habitants et le développement des ressources du pays, reste cependant le principe directeur de leur politique. Affectée au premier chef par cette xénophobie, la Grande-Bretagne en est la principale victime¹.

Le Japon

Placé à la lisière de l'Extrême-Orient, le Japon s'efforce d'appesantir sur l'Asie l'hégémonie économique à laquelle

1. Evincée de sa position de courtier international à l'égard des exportations chinoises de thé, la Grande-Bretagne est désormais privée des bénéfices substantiels qu'elle tirait de cette fonction. De ses importations de thé qui se chiffraient en 1909 à 17,4 millions de lb., 11,9 millions de lb étaient réexportés. En 1929, les importations ne comptent plus que pour 9,2 millions de lb., et la réexportation pour 2,2 millions de lb.

l'autorise son prestige militaire. Sa population passait de 53 à 66 millions entre 1913 et 1929. Mais malgré cette croissance, le Japon achetait moins à l'industrie britannique qu'avant la guerre : 2,7 % en 1913 et 1,8 % en 1929, de la valeur des exportations de la Grande-Bretagne.

Mais, ce qui est surtout frappant dans cette nation nouvellement acquise aux méthodes occidentales, c'est l'extension considérable de son commerce extérieur. De 1913 à 1929, les importations¹ s'élevaient de : 729.431.000 yen² à 2.216.240.000 yen, et les exportations de 632.460.000 à 2.148.618.000 yen. Soit, pour l'ensemble des échanges, un accroissement de près de 300 %.

Du reste, abrité derrière des barrières douanières très élevées³, le Japon est en voie de se suffire à lui-même pour tous les objets manufacturés. La progression de la production fut excessivement rapide de 1913 à 1929 : charbon, (17 à 30,8 millions de T.) et acier (0,24 à 2,05 millions de T.)⁴.

Dans l'industrie textile le nombre des broches passe de 3 à 7 millions, pour une production qui s'élève dans les filatures de 666 à 1.117 millions de lb. ; et les 270.000 métiers des tissages fournissaient en 1929 : 4.060 millions de yards carrés, dont 1790 millions de yards carrés étaient réexportés.

Cet essor fut rendu possible grâce à l'investissement dans cette branche industrielle de capitaux abondants. Les sommes ainsi immobilisées (capitaux versés, réserves et obligations) représentaient pour la période 1911-15 un

1. Financial and Economic Annual of Japan, Tokio, 1931.

2. Au pair le yen s'échange contre 2 shillings 0522 pence. En gros : 10 yen = £ 1.

3. Des droits de douane de 100 % *ad valorem*, frappent depuis 1924, les articles dits de luxe : dentelles, fourrures, mouchoirs, passementerie, etc..

4. Résumé statistique de l'Empire du Japon, Tokio, 1932.

total de 128.300.000 yen, et, en 1929 : 763.300.000 yen¹. Pour l'ensemble des manufactures japonaises, le montant total était en 1920 de 3.570.000.000 yen et, en 1929, de 6.228.000.000 yen.

Un tel intérêt accordé par le peuple japonais à l'essor économique de son pays permet de pénétrer ses dispositions. Malgré des dénégations répétées, après avoir, ainsi que le constate finement Sir Ernest Thomson, en en discutant le bien-fondé², « élevé l'art d'exclure de ses importations tous les produits qu'il peut fabriquer lui-même, à un point tel que toutes barrières douanières deviennent inutiles », le Japon se glisse avec fermeté et assurance dans la compétition internationale, et se montre le rival de tous, sur les marchés de l'Asie. Indépendance à l'intérieur d'abord, ensuite concurrence au dehors.

Le Brésil

La population du Brésil, passait de 30,6 millions d'habitants en 1920, à 40,2 millions d'habitants en 1930. Mais, au lieu de 2,3 % en 1913, elle ne recevait que 1,8 % en 1929, des exportations de la Grande-Bretagne.

Parmi les marchandises introduites au Brésil, les produits britanniques comptaient pour 24,5 % en 1913 et seulement 19,2 % en 1919 (Etats-Unis 15,7 % et 30,1 %) ³. Une origine semblable marquait 80 % des tissus de coton importés en

1. Les réserves à elles seules, comptent obligatoirement pour 1/3 de ces sommes.

2. Déclarations de l'Association Japonaise pour la Société des Nations : « Le Monde est assez vaste pour permettre à la Grande-Bretagne et au Japon de développer en coopération leurs commerces respectifs sans nuire à celui des autres pays. Mais, si dans quelques lieux les voies de ces commerces pouvaient se rencontrer, il n'y aurait rien à craindre, si nous nous efforçons chaque fois d'éviter la concurrence déloyale. Il est essentiel, d'autre part, de ne pas nous avantager au dépens d'autres nations, en édifiant d'injustes murailles douanières... » *op. cit.*, p. 155 note 1.

3. *Annuaire du Brésil* (Economique et financier), 1930-1931, par M. Francisco Guimaraes, Paris, 1931.

1913 et 1929. Mais, le volume total de la demande brésilienne à l'extérieur faiblissait de 193.800 cwt à 97.290 cwt. Il diminuait aussi dans le même temps, à l'égard des lainages et des draperies de 24.600 cwt à 14.000 cwt.

Sous le couvert de tarifs douaniers exagérément épais¹, et aidée par des récoltes de coton plus que suffisantes pour assurer la satisfaction des besoins intérieurs, l'industrie textile s'est librement développée. Le nombre des broches à filer s'élevait à 1.200.000 en 1913 à 2.775.000 en 1929. Les tissages de coton, au nombre de 347 occupaient 330.000 ouvriers et fabriquaient en 1929 : 629 millions de mètres d'étoffe, allant jusqu'à exporter 19.940 kgs de tissus.

Mais les capitaux font défaut pour assurer la mise en valeur de toutes les possibilités des vastes plateaux du Brésil. Les apports étrangers investis dans les entreprises générales : ports, chemins de fer se montaient à la fin de 1929 à : £. 131.000.000. — 176.500.000 dollars, et 340.000.000 francs français, provenant des trois grandes places financières : Londres, New-York et Paris ; et la dette extérieure des Etats brésiliens était de : £.29.000.000, 157.000.000 dollars, et 305.000.000 francs français. Mais, depuis la guerre, les courants financiers venus du Royaume-Uni et de la France se sont taris. Les Etats-Unis sont alors restés seuls pourvoyeurs de capitaux.

C'est en partie à cette diminution des importations d'avoirs de la Grande-Bretagne, qu'est due la chute observée dans les importations de ses produits. En effet, ses investissements, permettaient au Brésil de faire des achats de matériel, de marchandises, etc.. dans ce pays. Mais,

1. Les droits du tarif minimum brésilien étaient, depuis 1922, de 50 % *ad valorem*, sur la plupart des articles, et de 60 % sur les tissus de laine et de soie ; en 1929, l'ensemble fut élevé à 60 %, et les tissus de coton imposés à 100 %.

depuis, la chaîne des prêts du bailleur de fonds s'est rompue. Le Brésil s'est alors trouvé en présence de comptes débiteurs permanents envers ce créancier, composés des postes : revenus, fruits, dividendes et remboursements partiels des prêts ou investissements effectués avant la guerre.

D'autre part, les exportations de produits brésiliens, vers l'Angleterre descendaient de 13,2 % en 1913 à 6,5 % en 1929 ; car le café qui constitue 90 % de leur valeur n'est pas autant prisé en Angleterre que le thé.

Il était donc fatal que survînt l'abandon progressif des marchandises britanniques. L'échéance a pu en être reculée par de longues habitudes et par le prestige financier de Londres, canal de presque tous les effets commerciaux du Continent sud-américain. Mais l'existence de balances économiques aussi anormales devait conduire, sous la pression de lourdes charges financières et la résistance opposée par la Grande-Bretagne à effectuer de nouveaux placements et à consommer davantage de café, à des sorties d'or excessives, à une baisse du milreis, au rétablissement de l'équilibre par la diminution consécutive des revenus, dividendes et intérêts « réels », dus à la Grande-Bretagne, et au ralentissement des achats de produits anglais.

Pays divers

Avec une population trois fois moindre, la République Argentine est deux fois plus riche que le Brésil. La Grande-Bretagne participait en 1913 à 31 % et en 1929 à 18 % de ses importations (Etats-Unis 14 % à 26 %).

Il est vrai que celles de certains produits ont diminué : tissus de laine de 117.000 cwt, à 103.500 cwt (Grande-

Bretagne : 74,2 % à 51,7 %) ¹. Les capitaux anglais investis dans ce pays se montaient en 1930 à : £. 435.000.000 ², et ceux des Etats-Unis à 770.000.000 dollars.

Une des observations les plus marquantes de la mission de Lord d'Abernon ³ dans ce pays, porta sur le caractère moderne des articles réclamés par la clientèle argentine : automobiles et accessoires, films et appareillage cinématographique, matériel électrique et radio-électrique, machines à écrire, enregistreurs, calculateurs et appareils automatiques de bureau, machines à semer, réfrigérateurs ménagers, phonographes, derniers modèles de machines servant pour l'agriculture et les entreprises routières, distributeurs et matériel de transport d'essence, d'huile, etc...

Le développement étonnant aux Etats-Unis des industries produisant cette mécanique, l'expansion financière du même pays et le type abrut de ses tarifs douaniers, sont trop connus de nous, Européens, pour qu'il ne soit pas superflu d'y insister dans le détail.

De l'Europe, chacun sait le redressement énergique qu'elle opéra après le cataclysme de 1914-1918. Cependant, le marché russe qui absorbait en 1913, 3,4 % de la valeur des exportations britanniques s'est enfermé dans un isolement presque absolu. Les importations des pays détachés de l'Empire des Tzars : Finlande, Esthonie, Lithuanie, Lettonie, Pologne, jointes aux importations de l'U.R.S.S. n'arrivent à remplacer que 60 % des débouchés d'avant-

1. Le tarif douanier comprend des droits allant jusqu'à 100 % *ad valorem* (soie artificielle).

2. £. 271.000.000 dans les Chemins de fer, £. 58.000.000 dans les emprunts d'Etat, £. 105.000.000 dans des entreprises commerciales de diverse nature.

3. Department of Overseas Trade. Report of the British Economic Mission to Argentina, Brazil and Uruguay. Lord d'Abernon (chairman), Londres 1930,

guerre, et ne comptaient en 1929 que plus 2 % des exportations britanniques.

Et ce que le continent n'a pas oublié, ce que lui ont acquis les torpillages et les bombardements, c'est moins le souvenir de ses hommes en pleine force jonchant les champs de bataille, que l'enseignement de la nécessité pour chaque nation de développer une production complète et autonome.

Ces observations, en même temps qu'elles mettent à jour l'importance comptée, mesurée des exportations dans la vie économique britannique, font aussi ressortir la complexité des problèmes que soulèvent l'état et l'attitude dissimilaires des marchés.

L'exportation, après avoir servi jadis de placement à plus de la moitié de la production du Royaume-Uni, a perdu peu à peu de son importance et ne participe plus qu'à l'écoulement du cinquième de la production.

Cette revue des débouchés extérieurs révèle deux courants opposés. A l'égard de certains produits la demande internationale diminue; envers d'autres, elle s'étend.

La première attitude apporte un resserrement, une contraction, un rétrécissement du volume des exportations mondiales. Par cet obstacle, la Grande-Bretagne est arrêtée plus brutalement, souvent, que d'autres pays. Il conduit à ôter aux industries, auxquelles les Iles Britanniques devaient autrefois leur grande prospérité, le plus clair de leurs débouchés. C'est ainsi que les houillères, les chantiers maritimes, les manufactures de coton, de lin et de jute, les industries des bas et des chaussettes et de la chaussure furent atteints à des degrés divers.

Quels ressorts se meuvent derrière cette attitude ? Il ne semble pas qu'il y ait une impulsion unique et simple.

Sans doute, convient-il plutôt d'incriminer ici les causes techniques spéciales déjà examinées, ainsi que celles qui provoquent la résistance consciente et volontaire à l'introduction des produits étrangers : le nationalisme économique.

Dans le second cas, au lieu de se rétrécir, les débouchés internationaux révèlent une plus grande perméabilité qu'avant la guerre, et s'imprègnent de quantités accrues de produits. Mais là, fréquemment, la Grande-Bretagne se montre impuissante à y maintenir son rôle prépondérant ; soit que ses propres expéditions diminuent, soit encore qu'elles se figent à un niveau constant, soit enfin que, malgré une amélioration notable, elles restent cependant inférieures à la montée, à la progression des exportations d'autres pays. Une telle inaptitude perce dans la faiblesse des exportations de nombreux articles de l'industrie britannique : le fer et l'acier, les machines, la lingerie, les draperies, les lainages, les objets sanitaires et la vaisselle.

A quelles causes attribuer ces défaillances ? Ces résultats inférieurs ne sont-ils pas l'effet d'un pouvoir, d'une force de pénétration eux-mêmes inférieurs ? N'est-il pas des objets, qui s'imposent à la clientèle plus malaisément que d'autres ? L'inégalité, la diversité des qualités et des prix, leur confèrent un potentiel différent d'attraction. Qualités et prix feront l'objet de commentaires ultérieurs.

Auparavant, il importe de rechercher sous quelles formes par quels procédés, s'exprime le nationalisme économique, quels sont les mobiles qui concourent à rendre plus aiguë et plus générale cette recrudescence des particularismes des peuples, quelles sont, enfin, ses répercussions sur l'économie mondiale et l'activité industrielle de l'Angleterre.

1^o Non contents d'édifier des barrières douanières assez hautes, parfois, pour défier tout attaquant, et qui équiva-

lent trop souvent à de véritables prohibitions, de nombreux pays y superposent des droits spéciaux destinés à garantir leur propre production contre les agissements préjudiciables et occasionnels de changes dépréciés, de prix de dumping, de subventions ou de primes accordées par les Etats à leurs exportateurs.

Ces forteresses défendent la production intérieure. Graduellement, les industries manufacturières se développent. Au lieu de se cantonner dans les spécialités : café, coton, laine, auxquelles ils sont particulièrement adaptés, les pays s'engagent dans la construction d'une armature industrielle moins simpliste, harmonieuse et complète.

Tout d'abord, ils font converger leurs efforts afin de soustraire la demande des denrées ordinaires d'usage domestique courant et de fabrication facile à l'emprise des importateurs.

Puis, leur attention se tourne vers la transformation des matières brutes extraites ou récoltées dans la contrée, et qui naguère étaient exportées vers des usines d'outremer. Il semble logique que le jeu des lois économiques entraîne fatalement ce stade de l'industrie manufacturière. Le lieu de la production deviendrait aussi le lieu de la transformation.

C'est ainsi que l'Inde, la Chine, le Brésil, la République Argentine et bientôt l'Egypte, s'affranchissent peu à peu de la tutelle des manufactures textiles : filatures tissages, teintureries, etc.. des pays étrangers. En d'autres branches, un courant analogue confirme cette norme de la croissance des industries nationales. C'est là le processus du développement métallurgique et sidérurgique de la Belgique, du Japon, du Canada et de la France.

Au commencement, le seul but visé est d'obtenir la sa-

tisfaction des besoins de la clientèle intérieure. On s'entient à produire des fils, des tissus, de l'acier, dans le cadre de la consommation intérieure. Mais, promptement, elle devient saturée, surchargée, submergée d'une plénitude, puis d'une réplétion de produits nationaux. Elle ne tarde pas alors à les rejeter, et à les faire déborder sur les marchés étrangers, dont ils entreprennent la conquête. C'est là l'ultime phase de ce mouvement.

Le nationalisme s'exerce encore comme un frein sur l'émigration des capitaux. Les investissements étrangers se montrent clairsemés, là où la sécurité politique et économique est branlante (Inde, Chine, Russie), lorsque l'on peut craindre de perdre tout ou partie de ces placements. Des faillites cambistes, des persécutions, des garanties insuffisantes ou nulles de conservation (Chine, Russie), des dépréciations de change, des révolutions xénophobes et frustatoires, les en éloignent.

De plus, les Etats eux-mêmes, en sus des particuliers, se font quelquefois l'instrument de ces évictions, en édictant des mesures destinées à empêcher le retour des sommes empruntées, la distribution des intérêts dus, ou la remise des bénéfices gagnés, par le moyen de moratoires, de dévaluations monétaires, de prohibitions d'exportations de capitaux etc..

D'autres procédés de dépossession ou de rejet sont appliqués également, soit en supprimant les intermédiaires, les commissionnaires d'exportation, soit en renflouant ou en maintenant des industries nationales déficientes, soit encore en exigeant la réciprocité des échanges (quotas, contingentements) dans des traités commerciaux, soit enfin en réalisant par le boycottage la fermeture virtuelle des marchés.

2° Plus ou moins avancés dans ces voies, les pays ont été entraînés par des mobiles divers. .

Le conflit qui mit aux prises des continents entiers ne fut pas sans effets. Outre qu'il servit de stimulant aux sentiments nationalistes, aux désirs d'autonomie, aux chauvinismes des peuples, il fut aussi le promoteur d'une économie nouvelle. En effet, il démontra la nécessité d'asseoir l'indépendance des nations sur une production complète, soustraite aux approvisionnements du dehors, en cas de blocus.

Amplifiée par les débâcles et les catastrophes monétaires, qui furent la suite et la conséquence de la défaite comme de la victoire, cette tendance s'élargit dans un monde bouleversé sur lequel soufflent encore inapaisés des vents d'orage et de discorde.

Mais il fut, à côté, des mobiles adventices presque aussi impérieux. La balance des comptes de certains pays, est déséquilibrée ; tantôt par des invasions de produits étrangers de trop bas prix, imposant presque, vu leurs avantages, l'achat, et provoquant des émigrations excessives de monnaie ; tantôt, et ce n'est pas là un caractère de minime gravité, par des transferts trop importants de capitaux : paiements de dettes, remboursements d'emprunts de guerre ou d'après-guerre, versements d'annuités ou de soldes de règlements, par des gouvernements ou des particuliers envers d'autres. Cela entraînait l'appauvrissement sans contre-partie des pays débiteurs, lorsque leurs exportations étaient de trop faible profit ou trop insuffisantes, entravées par les manœuvres des pays créanciers. Tôt ou tard, pour éviter la ruine financière, suite de ces envois de capitaux non remplacés, les débiteurs furent amenés : soit à empêcher toutes importations nouvelles de marchandises de ces pays,

soit à interrompre le cours de leurs propres prestations, soit à emprunter de nouveau et à s'enfermer plus avant dans l'endettement.

Le principal artisan de cette situation fut la grande fédérations d'Etats, qui, fière de l'universalité de sa production, retranchée derrière d'insurmontables tarifs entreprit d'inonder le monde de ses marchandises et de n'en point recevoir en échange.

Or, il est de fait qu'elle y réussit en partie. Mais à quel prix ? Il lui fallut au préalable munir de crédits et de prêts les pays acheteurs pour leur permettre d'acquitter leurs ordres. Ses capitaux parcoururent le monde. Mais, ces pays, incapables de faire passer leur propre production au-dessus des murailles de droits défendant l'entrée des ports du prêteur, pressentant d'autre part le moment où ils seraient prochainement obligés de verser les dividendes, les intérêts et les commissions, des prêts consentis, et de rembourser ces prêts eux-mêmes, incapables de s'en acquitter en nature, durent bientôt, élever eux aussi des barrières douanières, et c'est ainsi qu'ils effectuent le versement des dividendes et des intérêts à l'aide des droits de douane perçus sur les importations.

C'est ce qui explique à la fois le caractère hybride, fiscal et protecteur, des régimes douaniers d'après guerre, et leur élévation. Dans l'état de solidarité économique qui lie le monde, l'action d'un seul entraîne l'action des autres, et aucun ne saurait s'y dérober sans courir à la dépossession de ses avoirs, à la faillite, à la ruine.

L'Angleterre, après la guerre, observa une politique douanière inverse. Nombreux, étaient ses investissements à l'étranger. Mais, pour des raisons analysées plus loin, elle cessa d'alimenter au même degré, les marchés étrangers

et même ceux de l'Empire de capitaux neufs. Elle n'y eut plus que des créances et des revenus. Lourdes pour les débiteurs, ces dettes furent le plus souvent acquittées par des produits exportés vers la Grande-Bretagne, qui ne se dérobaient pas. Assurément, c'était là la meilleure forme de règlement. Malgré ces facilités, le montant des sommes restées disponibles pour les achats à l'extérieur était encore trop amoindri par les intérêts, les remboursements, etc... des capitaux empruntés. C'est pourquoi, déjà grevé de ces postes débiteurs, le pouvoir d'achat ne pouvait plus que s'adresser mollement à la nation créditrice.

3^o Telles sont certaines des causes psychologiques, économiques et financières des réactions nationalistes sur le plan économique. L'influence de ces réactions fut sur l'Angleterre, et le monde entier, des plus néfastes.

Les barrières douanières ont contribué à restreindre les exportations de la Grande-Bretagne plus que celles de tout autre pays, sauf, peut-être de l'Allemagne. En effet, les droits douaniers sont beaucoup plus élevés sur les produits manufacturés que sur les matières premières ou les denrées alimentaires. Or, les exportations de la Grande-Bretagne, ainsi que celles de l'Allemagne, sont pour les neuf dixièmes composées d'objets partiellement ou complètement manufacturés. Aux Etats-Unis, par contre la proportion des objets transformés par le travail ne constitue que les quatre dixièmes des exportations. Ce qui fait que les deux premiers pays ont été beaucoup plus affectés que ce dernier par les entraves des échanges. D'autre part, les articles manufacturés demandent pour leur achèvement une dose de travail beaucoup plus forte que celle exigée pour l'extraction ou la récolte de produits bruts. Il en résulte donc que la mévente de ces articles entraîne, à quantité ou à valeur

égale, une suppression plus considérable de travail, un chômage plus accentué.

L'outrance des tarifs douaniers a eu aussi des répercussions sur le niveau mondial des prix. En effet, par une contagion malsaine, les murailles se sont dressées de plus en plus loin et de plus en plus haut, et il en est résulté les conséquences suivantes : De nombreux pays¹, produisent plus spécialement un genre de denrée, de matière première, de marchandise, qui constitue sa principale source de revenus et de pouvoir d'achat. Leur marché intérieur ne peut suffire à absorber toutes les quantités produites. Et l'exportation se heurte à des barrières douanières élevées, qui augmentent les prix d'achat à l'intérieur et diminuent le nombre des ventes. Or, coûte que coûte, il faut se débarrasser des stocks. On baisse donc les prix d'exportation pour vendre davantage. Les profits des vendeurs diminuent. Leur pouvoir d'achat s'amointrit. La sous-consommation naît. Il est un, dix pays pour lesquels il en est ainsi. Le mouvement de baisse gagne tout l'univers.

Toute protection excessive, a donc pour conséquence, de réduire le pouvoir d'achat de ces pays et par suite de réduire leur demande en tant que co-échangistes. C'est d'ailleurs la même situation qu'engendre toute protection systématique. Vendre et se refuser à acheter, est une absurdité anti-économique.

Cette baisse des prix est en outre accrue par la concurrence que se livrent les industries nationales manufacturières d'objets de première nécessité. Leur production intérieure se mue vite en production de concurrence sur les marchés internationaux. Et cela surtout en fabri-

1. Brésil : café. Egypte : coton. Australie : laine etc..

quant des objets manufacturés, qui chassent les importations de même nature, le plus souvent d'origine britannique ou allemande.

La consommation des marchés est d'ailleurs subordonnée à leur pouvoir d'achat. Quelques pays (Chine, Inde, Russie, repoussent en fait, tous capitaux. D'autres (Grande-Bretagne, France) n'en peuvent plus exporter. Le résultat ? Misère d'un côté, troubles économiques internes de l'autre.

Dans ces engrenages, la Grande-Bretagne fut entraînée. Sa structure économique et financière eut, sans doute des faiblesses. Les pessimistes diront qu'il n'y eut que cela. Les optimistes mettront tout sur le compte des événements. Quelle est la vérité ? Pourquoi la Grande-Bretagne, par ses défaillances dans la nature et le prix de ses produits, dans ses émissions de capitaux, fut-elle rendue plus sensible que d'autres pays aux obstacles des barrières douanières, à l'avènement de la concurrence, et à l'insuffisant relèvement du pouvoir d'achat de la clientèle étrangère ? Il importe à présent de le rechercher dans les failles de son armature économique et financière.

QUATRIÈME PARTIE

Particularités de l'Organisation
Économique et Financière de la Grande-Bretagne

CHAPITRE I

LA NATURE DES PRODUITS

Les rapports rédigés par les missions d'enquête envoyées par le *Board of Trade* vers tous les points de l'univers, offrent des matériaux abondants pour cette étude.

Le terme : nature, doit être entendu ici dans une large acception. Il comprend tous les caractères qui concourent à faire vendre le produit : autant les dispositions des marchés auxquels il est destiné, que ses qualités physiques intrinsèques et les méthodes commerciales suivant lesquelles il est distribué.

Considérons d'abord les dispositions des marchés. Ces dispositions ne sont pas les mêmes, selon qu'elles appartiennent aux nations de l'Empire ou aux pays étrangers.

Le terrain commercial des Dominions ou des colonies impériales, est admirablement préparé pour recevoir les articles de la métropole. Le prestige de celle-ci, les attaches sentimentales, familiales, qui la lient à ses ressortissants, la tradition, l'histoire, l'éducation, la foi indéfectible dans les « *trade marks* » de Leeds, de Sheffield, de Birmingham, une monnaie commune, des goûts analogues, une même langue, sont les plus sûrs gardiens des privilèges commerciaux de la Grande-Bretagne.

Cependant, la langue anglaise parlée universellement, a desservi ingratement son propagateur initial ; et peut-

être faut-il voir, dans le fait de sa généralisation, une des raisons de l'expansion facile des exportations des Etats-Unis. Il suffisait de substituer Cincinnati à Sheffield, Boston à Birmingham et le tour était joué. La guerre a permis ce changement. Elle a fait perdre la croyance en la royauté des marques britanniques.

Cette évolution ne se manifesta pas seulement dans l'Empire. A l'étranger, des facteurs de prestige, de rayonnement financier et monétaire, de probité commerciale, d'habitudes, militaient toujours en faveur de l'Angleterre. Mais la guerre et les révolutions ont fermé les marchés, ont réduit les pouvoirs d'achat, ont éveillé les nationalismes, et déchiré les meilleures amitiés et les plus fidèles attachements.

Le second caractère n'eût pas dû davantage éloigner de la Grande-Bretagne les acheteurs. Car, des produits exportés par elle, les qualités physiques intrinsèques : résistance, durée, fini, efficacité, usage, commodité, côté pratique, sont incomparables¹. Est-il rien de plus réputé que les tissus du Lancashire (West of England), la coutellerie de Sheffield, les « *worsteds* » de Bradford, ? La renommée des objets « *hand made* » est sans égale. Il est glorieux de leur être comparé.

Mais, à côté de ces caractères physiques, indiscutablement souverains, il en est d'autres, auxquels elle ne prête pas suffisamment attention. La satisfaction des désirs esthétiques, la nouveauté, la variété, l'adaptation aux formes et aux modèles nationaux, la création d'objets, de machines automatiques², répondant aux besoins de second degré de

1. Department of Overseas Trade — Economic conditions in Egypt — Report by R.M.A.E. Turner, Londres, 1931.

2. Cf. page 161. 2^e alinéa.

bien-être, de confort, et de superflu, ne sont pas encore assez souvent réalisées dans les articles mis en vente.

Enfin, les méthodes commerciales de distribution sont paraît-il, à en croire certains, si désuètes, qu'elles seraient la pierre d'achoppement de l'expansion insulaire. C'est pourquoi les attachés commerciaux, les délégations détachées spécialement, donnent sur ce sujet une foule de recommandations aux exportateurs britanniques.

On réclame, à l'intérieur du pays importateur, des agents capables, des représentants indigènes, des voyageurs commerciaux mobiles et persuasifs maintenant un contact permanent avec la clientèle¹, s'enquérant de ses besoins avant la vente et des desiderata postérieurs : « *after sale service* » etc..².

On demande que ces agents soient pourvus de moyens de pénétration efficaces : de catalogues fréquemment renouvelés et réédités, d'échantillons récents et modernes, de produits emballés avec soin, pour éviter toute détérioration dans le transport, de prix de vente présentés sous la forme c.i.f. et non pas f.o.b.³, de crédits de 4 mois et plus, sans intérêts, et de délais égaux ou supérieurs supplémentaires d'acquit portant intérêts⁴, une publicité étendue, des commissions suffisantes non inférieures aux rémunérations accordées par les exportateurs étrangers, incitant ainsi les agents à vendre davantage etc..

Ce sont là des conseils qui viseraient à la perfection. En

1. Cf. page 155, note 1.

2. Department of Overseas Trade. Report of the United Kingdom Trade Mission to the Union of South Africa, Southern Rhodesia et Northern Rhodesia, Londres 1931, (Lord Kirkley, chairman).

3. C.i.f., (cost, insurance, freight) représente le prix de la marchandise rendue dans le port du pays destinataire et f.o.b. (free on board) le prix de la marchandise livrée au port d'embarquement.

4. Report of the Sheffield Industrial Mission to South America, Londres, 1931.

réalité, les Anglais ont toujours été et sont encore les premiers « *merchants* » du monde. Ils ont un sens orgueilleux de leurs possibilités et de l'utilité de leurs produits. Mais il n'est pas niable, toutefois, que l'usage de méthodes désuètes de pénétration, de moyens archaïques de satisfaire une clientèle, qui autrefois suppliait les seuls fournisseurs du monde, et qui est à présent sollicitée de tous côtés par des offres de plus en plus avantageuses, n'ait été pour un peu une cause médiate de leur décadence. Nous le verrons plus tard, c'est l'insuffisance des moyens financiers des entreprises exportatrices, qui fut sans nul doute la cause première de ces négligences.

Il est une quatrième qualité attachée aux produits : le prix. Dans les contrées où la pauvreté est grande, la qualité de bon marché fait prime. Ce bon marché la Grande-Bretagne l'obtient-elle difficilement ? Est-ce là, la cause vraiment essentielle de l'affaiblissement britannique ? Il reste à mesurer son influence.

CHAPITRE II

LES PRIX DE VENTE

Le « *Statist* », l'« *Economist* », le « *Times* », le « *Board of Trade* », publient chacun des nombres indices, à peine différents, enregistrant les variations des prix de gros. Tirée des indications du « *Board of Trade* », les plus couramment usitées, l'histoire des prix de gros industriels qui seuls importent ici, diffère notablement, selon le genre de produits examinés.

Pour l'ensemble de la production industrielle britannique, les prix marquent une brusque ascension en 1920, concordant avec la dépréciation du sterling et les demandes pressantes du continent. Mais, après une brève dépression en 1922, suivie d'une effervescence momentanée en 1924, ils recommencèrent à décroître graduellement jusqu'en 1929.

Selon leur nature, les produits furent plus ou moins entraînés dans cette chute. Les prix du charbon (124,5) du fer et de l'acier (114,2), étaient descendus presque aussi bas qu'en 1913. Dans l'industrie textile, les prix suivant les fluctuations des matières premières dépassaient encore de 50 % le niveau d'avant-guerre.

Il serait périlleux de vouloir prendre pour base de théories des échanges, de la production ou du chômage les graphiques de ces statistiques des prix. Car, quoique nous

ayions eu soin d'en éliminer les prix des denrées alimentaires, leurs enregistrements ne laissent point toutefois d'être imparfaits.

Ils accordent, en effet, dans leur partie purement industrielle, des égards excessifs aux matières premières et aux produits bruts situés au premier stade de leurs transformations (50 articles dans un ensemble de 97), et une attention trop marquée aux objets d'importation. Les produits manufacturés sont presque complètement dédaignés.

Outre ces défauts de sélection, il est des défauts de proportion, que le temps accuse : par exemple, la fonte (5 articles), l'acier (4 articles) ne représentent plus actuellement l'importance relative de ces deux productions. Il faudrait mesurer leur « poids », dans la balance des indices, d'après leurs valeurs et leurs quantités.

L'indice du « *Board of Trade* » est donc à la fois un indice des prix des importations, des exportations, de la production, et de la consommation. Mais, dans le détail, il ne reproduit avec exactitude les fluctuations des prix d'aucune de ces catégories, et moins de la production britannique que de toute autre.

C'est donc faire preuve de naïveté, d'ingénuité ou de mauvaise foi, que d'appuyer sur de telles bases des affirmations jugées péremptoires et irréfragables.

Peut-on, par le moyen des nombres indices comparer les prix internationaux ? Peut-on déterminer la place des prix britanniques dans les prix mondiaux, et juger de leurs taux ou inférieurs ou plus élevés ?

S'il n'y avait pas de barrières douanières, il serait facile de répondre. Les prix devraient être les mêmes sur tous les marchés. Car les échanges internationaux auraient tôt

fait de les niveler, de les aplanir, par le procédé de l'arbitrage. Et le seul écart séparant les prix d'une même marchandise sur deux marchés éloignés, ne pourrait excéder le coût du transport de ladite marchandise d'un lieu à l'autre.

Mais il y a des tarifs douaniers ; et ce sont leurs droits, dont l'intensité d'un pays à l'autre, qui sont causes des différences relevées sur les marchés de l'univers. On peut donc dire, avec l'éminent professeur de la « London School of Economics », M. Bowley¹, qu'en principe les prix tendent à s'égaliser dans le monde, à se fixer à un palier identique pour chaque classe de produits et que leurs dissemblances proviennent uniquement de l'élévation plus ou moins grande des tarifs douaniers.

En conséquence, il est certain que les prix de la production anglaise ont été contraints de se placer au niveau des prix des puissances concurrentes. Mais peut-être cette adaptation ne s'est-elle pas effectuée sans dommages, et sans que nombre d'entreprises, incapables de « faire le poids », n'aient été rayées de la production. Car, si les prix s'établissent à un niveau, tout le monde n'est pas apte à atteindre ce niveau, et beaucoup doivent laisser le champ libre à leurs adversaires.

Bien qu'ils soient semblables, les prix ont donc, cependant, en effet sur la direction des ventes, à l'intérieur et à l'extérieur. Dans quelle mesure l'Angleterre doit-elle son accès de langueur à l'effet des prix de vente ?

1. M.A.L. Bowley, — London and Cambridge Economic Service — Special Memorandum n° 19, July 1926 (International Comparaison of price changes). En comparant les prix des denrées et des produits (céréales, viandes, minéraux, textiles, produits chimiques, caoutchouc, cuirs, etc.) qui se retrouvent dans les statistiques des prix de onze principaux pays et en leur attribuant le même poids, a démontré leur grande concordance et, presque absolue conformité.

Tableau XXIX
NOMBRES INDICES des PRIX DE GROS ¹

Années	I général (1)	Indices des prix industriels ²					
		Fer et acier	Métaux et minéraux non ferreux	Coton	Autres textiles	Produits industriels divers	Indice général industr.
1913	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1920	307,3	357,8	251,5	480,2	358,9	272,9	328,5
1921	197,2	209,9	178,9	192,3	171,6	195,6	190,9
1922	158,8	136,8	141,2	182,2	165,5	166,0	155,3
1923	158,9	147,2	143,0	201,9	171,1	161,9	161,3
1924	166,2	142,9	143,9	227,8	195,8	157,6	165,9
1925	159,1	126,0	133,3	209,8	196,4	157,4	154,9
1926	148,1	123,5	148,8	158,3	160,4	145,0	144,3
1927	141,6	119,9	122,3	154,7	156,4	142,5	136,0
1928	140,3	112,3	112,2	164,2	164,9	142,3	133,9
1929	136,5	114,2	120,2	154,4	151,0	135,5	131,7

Sur le marché intérieur, les prix britanniques ont une action défensive. Leur vaillance fut telle, qu'à aucun moment, on n'assista à la ruée conquérante des importations étrangères ³. Et pourtant, jamais la politique commerciale insulaire ne fut plus propice à cette invasion. C'est à peine si quelques droits douaniers clairsemés venaient en assombrir le libéralisme. Dentelles, rubans, gants de coton et de peau, manchons à gaz, coutellerie, papiers d'emballage,

1. La classification du « Board of Trade », comprend depuis 1920, trois groupes de denrées alimentaires : céréales, poissons et viandes, alimentation diverse, d'un total de 53 articles. La section industrielle comprend cinq groupes et 97 articles. L'indice général des prix de gros est basé sur la moyenne des 8 groupes. Avant 1921, il n'était fait état que de 47 articles (*Board of Trade Journal*, 20 janvier 1921, et 24 avril 1930).

2. *Fer et acier* : 24 articles : fonte (5) fer travaillé. (3) acier, (4) produits de laminages, de forges et alliages (12).

Métaux et minéraux non ferreux : 20 articles : — charbon (10) (exportation, (2) consommation ménagère (5), navigation 1, usines à gaz (1), hauts-fourneaux (1) — pétrole (2), cuivre (2), plomb (1), étain (1), zinc (1), nickel (1), Coton : 16 articles : brut américain (1), brut égyptien (1), filés (7), tissus (7).

Autres textiles : 15 articles : laine (9), déchets (1), laine brute (1), laine cardée (2), filés (5), fils de lin (2) soie grège (1), tissus de soie (1), jute brut (1), chanvre brut (1).

Produits industriels divers : 22 articles : produits chimiques (5), suif, huile de lin, papier (4), cuirs (4), caoutchouc (1), matériaux et bois de construction, verre, briques et pierres de maçonnerie (8).

3. Vide, page 110.2^e alinéa.

ustensiles de ménage en émail, boutons, seuls les produits des « *safeguarded industries* » formaient ces exceptions¹. Mais luttant sur de faibles murailles, les prix britanniques surent résister.

A l'extérieur, les prix ont une tenue offensive, ils sont un moyen d'attaque. Mais il est candide de croire que leur action soit toute puissante. Dès maintenant, il appert que ce facteur ne joue que dans d'étroites limites. La technique et les tarifs douaniers protecteurs des industries indigènes suffisant bien souvent à restreindre les importations de produits britanniques, en même temps que celles d'autres pays. L'action du prix, pour la Grande-Bretagne ne s'exerce efficacement que dans le cas où les pays importateurs n'ont pas réduit d'eux-mêmes le montant de leurs importations, c'est-à-dire dans le cas où la Grande-Bretagne ne rencontre d'autre obstacle que la concurrence étrangère.

Contre les produits indigènes, abaisser les prix, n'entraîne que de faibles conséquences. Pour les marchandises auxquelles la production intérieure ne peut suffire entièrement, il est fait appel à l'étranger. Mais, si les prix sont trop bas, l'industrie nationale obtiendra bientôt l'octroi de droits protecteurs de compensation. De telle sorte que, quand les produits britanniques ne servent que d'appoint à la production indigène, il serait vain d'espérer que leur bon marché en fera pénétrer une quantité plus considérable.

Au contraire, dans le domaine propre de la concurrence internationale, à l'égard des catégories d'articles que les marchés importateurs ne confectionnent pas eux-mêmes, les bas prix ont un pouvoir plus étendu. Mais ce domaine

1. Des droits de 33,5 % *ad valorem* frappent les dentelles et rubans, les gants, la coutellerie, depuis 1925. Ils sont de 33,5 % sur les boutons depuis 1927, de 16,6 % sur le papier d'emballage depuis 1926, etc...

se fait de plus en plus étroit ; et des conditions de réciprocité de tarifs, des conventions d'échanges internationaux et des exigences d'équilibre de balances des comptes, viennent en altérer la simplicité. D'autre part, le dumping, qu'il provienne d'avantages productifs naturels, de primes ou de dépréciations monétaires, est sanctionné par des droits douaniers surélevés ; tant est grande la crainte de l'effet dynamique et contagieux de quelques bas prix sur l'ensemble des prix du marché.

Il est certain que, dans ces derniers cas, certains entrepreneurs britanniques ont éprouvé de grandes difficultés à se mettre au diapason des prix compétiteurs. Mais, il n'est pas possible d'attribuer à cette cause plus du quart ou du tiers de la diminution des exportations de la Grande-Bretagne. Voilà réduit à d'exactes proportions le rôle des prix dans la « crise » de ce pays.

Cependant, si limité que soit cet effet, il est nécessaire de déterminer les motifs de cette infériorité, les raisons pour lesquelles les producteurs britanniques ont dû peiner, souffrir et, quelquefois, se démettre, avant d'atteindre le niveau des prix étrangers.

Car, si les prix de vente n'ont pas théoriquement de maximum, ils comportent un minimum, un échelon inférieur qui ne peut être franchi sans dommages : le coût de production.

Entre ces deux pôles : prix de vente et coût de production, se situe le profit, extensible et compressible au gré des variations du prix de vente. Le profit est dans notre organisation économique, le promoteur de toute activité et le stimulant des énergies individuelles et collectives. Lorsqu'il disparaît, les entreprises font faillite, les usines se ferment, le chômage fait son apparition.

CHAPITRE III

LES PROFITS

Il n'est pas malheureusement de statistiques officielles ou sûres des profits. Assurément, les grands organes de la Cité publient les résultats des bilans de nombreuses sociétés commerciales. Mais la précision de ces indications demeure fortement suspecte. Aucune comparaison internationale n'est au surplus, possible.

C'est que l'évaluation des bénéfices diffère selon la méthode de comptabilité adoptée. Elle varie suivant l'importance de la part annuelle que l'on attribue aux amortissements et aux réserves. D'autre part, les postes de l'actif et du passif peuvent, malgré des sanctions législatives, être l'objet de truquages faisant apparaître, soit un profit fictif, pour apaiser les actionnaires et favoriser une émission nouvelle de capitaux, soit un déficit ou un profit abaissé, afin d'éluder les exigences fiscales. Enfin, certaines pertes ou certains profits de l'exercice peuvent ne pas être la résultante des seules opérations commerciales, mais provenir de revenus des réserves investies dans des valeurs mobilières, ou de modifications survenues dans la teneur en capital de ces titres sous l'effet de fluctuations des cotes boursières.

Néanmoins, il est possible à l'aide des indications présentées, d'apercevoir, dans une certaine mesure, que les

profits des entreprises britanniques comprimés entre le prix de revient et le prix de vente n'ont pas cessé de s'amoinvrir.

Dans l'industrie charbonnière, les résultats des bilans font le plus souvent apparaître le mal profond dont elle souffre. En 1905, le prix de la tonne de charbon prise à la mine était de 6 shillings 11 pence ; la valeur déclarée à l'exportation de 10 shillings 6 pence ; soit, compte non tenu des transports et des frets, un profit d'exportation brut de 34 %. En 1913, le coût est de 10 shillings 2 pence et le prix déclaré de 13 shillings 10 pence, le profit de 26 %. Après la guerre, les profits furent plus élevés encore, mais ils ne cessèrent de décroître graduellement, à partir de 1922.

C'est pourquoi les rapports des assemblées annuelles des diverses sociétés laissent apparaître des résultats qui ne sont guère encourageants¹. L'*Amalgamated Anthracite Collieries* (capital actions de £. 6.694.000) n'a pas distribué de dividendes depuis 1926. L'*United National Collieries* (capital £. 1.352.000) et les *Cardiff Collieries* n'ont pas rémunéré depuis 1925 leurs actions ordinaires. Bien plus, dans les *Edinburgh Collieries* et la *Great Western Colliery* (capital £. 1.150.000) les actions sont stérilisées depuis 1924.

Il est cependant quelques exceptions à cette lamentable situation. Les *Carlton Main Collieries* accordaient en 1923 : 10 %, et en 1929 : 2 1/2 % seulement à leurs capitaux, les *Mauwers Main Collieries* : 10 % en 1921 et 3,6 % en 1929, l'*Ocean Coal and Wilsons* : 8,5 % en 1921 et 2 % en 1929 (capital élevé de £. 3.000.000 en 1920 à £. 5.000.000 en 1929). Ces divergences révèlent le peu d'unité des conditions d'exploitation des houillères britanniques, la diversité des profits et des coûts de production.

Dans l'industrie métallurgique, les résultats ne sont

1. *Stock Exchange — 10 Years Record, 1920-1930* — Londres 1931.

guère supérieurs. L'*Armstrong Withworth & Co* (au capital actions de £. 5.512.000, et au capital obligations de £. 5.000.000 à 6 1/2 % en 1929) payait en 1911-13 : 12 1/2 % à ses actions ordinaires et privilégiées ; après 1925, aucun dividende ne fut plus partagé. Quant à la Société *Baldwins* (capital actions élevé de £. 3.526.000 en 1920 à £. 6.488.000 en 1929, obligations £. 3.400.000) les bénéfices représentaient en 1911-13 : 10 % des actions ; à partir de 1921, il n'en fut plus réparti. La *Consett Iron Co* (capital actions de £. 3.000.000) distribuait des dividendes considérables en 1911 : 45 %, en 1912 : 60 %, en 1913 : 30 %. Or, depuis 1925, toute rémunération des actionnaires a été supprimée. La *Dorman Long Co Ltd* n'a pas donné de fruits depuis le mois de décembre 1921 à ses £. 6.000.000 actions, et, pour subsister a dû emprunter £. 3.200.000. La puissante société *Vickers* dont le capital des actions ordinaires s'élève à £. 12.000.000, et qui distribuait en 1913 : 12 1/2 %, interrompt de 1924 à 1928 toute répartition de bénéfices.

C'est là l'évolution de la généralité des entreprises. Toutefois, certaines restaient exemptes de ces dures conséquences. La société *Cory & Son* donnait en 1921 : 20 % et, en 1929 : 17 1/2 % à ses actions et la *Guest Keen & Nettlefolds*, accordait encore 10 % en 1929 à £. 6.304.000 d'actions ordinaires contre 15 % en 1913.

Dans l'ensemble il y a une nette régression des profits ; beaucoup de sociétés ne se maintenant plus, « en attendant des temps meilleurs » que par des augmentations de capital, qui servent à combler les déficits, et alourdissent d'autant les charges futures.

Dans les textiles, le marasme n'est pas moindre. L'*Amalgamated Cotton Mills Trust* donnait en 1920 à un capital ordinaire de £. 4.650.000 son dernier dividende. Mais, par

contre, la *Fine Cotton Spinners Doubles Association* lui attribuait 19 % en 1922 et 16 % en 1929, l'*English Sewing Cotton* : 15 % en 1920 et 20 % en 1929, la *Bleachers Association* : 17 % en 1921 et 18 1/2 % en 1929, la *Brittish Cotton and Wool Dyers Association* : 10 % en 1921 et en 1929.

Dans l'industrie du lin, la *Brookfield Linen Co* n'a pas distribué de bénéfices depuis 1921 ; au contraire la *Linen Thread & Co* réussit à maintenir : 17 % en 1929 contre 22 % en 1920. Dans l'industrie du jute, les *Jutes Industries* et l'*Aberdeen Jute* cessent depuis 1926 d'affirmer des profits. La plus puissante des entreprises de soie artificielle : *Courtaulds*, donnait en 1920 : 35 % à £. 2.000.000 de capital actions, mais, en 1929 ce montant dépassant £. 24.000.000, le dividende n'est plus que de 13 %.

Cette énumération montre combien, dans une même branche industrielle, les résultats des exercices peuvent être très dissemblables, selon le mode d'exploitation, la situation, l'organisation des entreprises, et met aussi en évidence les rapports étroits des profits et des mouvements de capitaux.

Vers les établissements jouissant d'une large prospérité, les capitalistes se laissent facilement entraîner, alléchés par l'espoir de hauts profits. Leur argent est alors utilisé pour rénover et compléter le matériel et l'outillage, dans le but d'accroître la production et les profits. Mais il faut, pour cela, que des bénéfices préexistent à la demande de capitaux.

Dans les entreprises périlicantes, les capitaux adventices ne servent d'appoint que pour boucher les déficits, remplir les vides provoqués par les pertes, et maintenir à gros frais, les entreprises défailantes. Cet état de choses est très onéreux, car il impose des charges fixes qui atteignent an-

nuellement, commissions et amortissements compris : 12 à 15 %. Les fonds permanents des actionnaires cessent alors d'être rétribués. L'entreprise ne crée plus de profits ; elle ne paie que des intérêts.

Il y a là une sorte de cercle vicieux : on n'obtient pas de profits sans capitaux et on n'acquiert pas de capitaux sans profits. En Angleterre, les répercussions de cette interdépendance furent considérables. Comment, en effet rationaliser, moderniser et bouleverser méthodes et outillages, sans posséder les sommes nécessaires à cette action, sommes qui sont d'un autre ordre de grandeur que celles dénommées fonds de roulement, et qui doivent permettre d'abaisser les coûts de production et d'étendre les profits ? Sera-t-il possible vraiment de les réunir, sans fournir aux capitalistes le moyen de souscrire à ces demandes, soit en remboursant leurs capitaux antérieurement placés, et en les remplaçant par des actions de jouissance, soit en leur accordant des bénéfices substantiels, dont une partie pourra être réinvestie aussitôt dans les firmes industrielles¹ ?

Au reste, la concurrence des placements sévit, Les gros profits tentateurs des exploitations coloniales l'emportent le plus souvent ; et le taux élevé des impôts « *Income tax* », « *Super tax* », et « *Local taxations* », viennent rapetisser d'autant la part du revenu destiné à l'épargne.

Les profits sont donc un des leviers de notre organisation économique. Ils sont créés à l'aide du capital et, en retour, ils créent eux-mêmes des capitaux qui seront en partie mis à la disposition de l'industrie. Ceux de la Grande-Bretagne resserrés entre les prix de vente qui fléchissent sans cesse et des prix de revient élevés, n'ont ja-

1. Mr. P. Coats a calculé que les 2/5 des profits distribués étaient réinvestis dans l'industrie.

mais retrouvé l'ampleur de l'Avant-Guerre. Et c'est parce que les coûts de production britanniques comprennent des éléments : charges du capital, salaires, et redevances sociales et fiscales, qui sont plus lourdes qu'en nulle autre contrée, qu'ils font obstacle, dans une certaine mesure à l'expansion de l'industrie anglaise.

CHAPITRE IV

LES COUTS DE PRODUCTION

Section I

La rémunération des capitaux des entreprises

Les entreprises anglaises furent placées sur un pied d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrentes étrangères, en succombant sous les dettes financières plus pesantes.

En effet, l'intérêt stipulé des obligations industrielles, dut, en Grande-Bretagne, être versé en une valeur-or. Au contraire, les emprunts reçus par les établissements continentaux en valeur-or, ne donnent plus lieu, grâce aux faillites ou aux dévaluations monétaires partielles des Etats, qu'à rémunération ou remboursement en valeur papier dans une monnaie dépréciée. Ce qui équivaut à réduire de cinq, dix fois et souvent davantage la charge réelle des dettes et de leurs intérêts.

Allégées ainsi de leur passif, le matériel, les terrains, les immobilisations, étant amortis, les postes débiteurs de leur comptabilité considérablement réduits, les entreprises étrangères purent abaisser sans danger leurs prix de vente, et continuer d'accorder, le coût de production étant diminué, de très larges profits.

Section II

Les salaires

A côté du capital, le fardeau de la rétribution du travail pèse sur les entreprises du Royaume-Uni. Il n'est pas assez écrasant cependant pour justifier les allégations qui en feraient un seul et unique fauteur de crise, un obstacle véritable aux ventes et aux exportations.

Deux formes de nombres indices relèvent les altérations survenues dans le taux nominal des salaires : ceux du *Ministry of Labour*¹, et ceux plus récents du célèbre professeur londonien, M. A. L. Bowley². Malgré quelques différences, ces deux modes de transcription se trouvent entièrement d'accord pour montrer que, de 1923 à 1929, la courbe des salaires s'est bloquée à une hauteur rectiligne assez élevée : 75 % ou 95 % au-dessus des salaires d'Avant-Guerre (avec des variations de l'ordre de + ou — 0,65 % dans celle de M. Bowley).

Mais d'une industrie à l'autre cette proportion varie. Dans la boulangerie, les salaires passent de 30 shillings

1. Les indices du Ministère du Travail sont obtenus en prenant la moyenne hebdomadaire des pourcentages de 11 catégories de salariés : maçons et terrassiers, imprimeurs, ouvriers qualifiés et manœuvres des industries mécaniques, cheminots, dockers, ouvriers des industries du coton, de la laine, mineurs, ouvriers agricoles. Ces indices sont intéressants en ce qu'ils ne tiennent pas compte du temps réel de travail et mesurent mieux, ainsi, les différences nominales des salaires.

2. Mr A. L. Bowley, *A new index number of wages*, London and Cambridge Economic Service, Special memorandum n° 28, janvier 1929. Pour calculer la moyenne annuelle des gains des salariés du Royaume-Uni, aux 11 catégories du Ministère du Travail, Mr. Bowley ajoute : les travailleurs des chantiers maritimes, des fabriques de chaussures, des confiseries et raffineries de sucre, de la chemiserie, des manufactures de tabac et les manœuvres des services municipaux. Il tient compte également des facteurs qui viennent modifier la position de leurs gains : les variations du travail au temps, du travail à la tâche, les compléments de salaires, le nombre d'heures de travail effectif, et la répartition différente, parmi les salariés, du montant des salaires.

1 penny à 64 shillings 5 pence (+ 114 %) par semaine, dans l'ameublement de 38 s. à 72 s. (+ 89 %), dans l'imprimerie de 35 s. à 73 s. (+ 108 %), dans le bâtiment de 40 s. à 72 s. 4 d. (+ 81 %), chez les terrassiers de 27 s. à 54 s. 1 d. (+ 100 %), chez les conducteurs de tramways de 31 s. à 60 s. (+ 93 %). Chez les marins, la croissance est de 80 %; chez les dockers et dans les services municipaux, elle est de 100 %.

Dans les industries « *depressed* », l'augmentation est beaucoup moins sensible; chez les tourneurs en métaux et les mécaniciens (+ 50 %), les fondeurs (+ 50 %), les ouvriers spécialisés des chantiers maritimes (+ 40 %), les ouvriers des filatures et tissages de coton (+ 55 %), de la bonneterie (+ 40 %) et les mineurs des houillères du Northumberland (+ 19 %).

Encore serait-il juste de retrancher du montant nominal des salaires d'embauchage, les sommes qui en sont détournées, au titre de l'assurance-chômage et des autres charges sociales.

Tableau XXX
NOMBRES INDICES DES SALAIRES

Années	Ministère du Travail (¹)	M. A. L. Bowley (²)	Nombres indices du coût de la vie (³)
Juill. 1914	100	100	100
1919	215 à 220	235	115
1920	270 à 280	281,5	149
1921	210 à 215	279,5	126
1922	170 à 175	216	183
1923	165 à 170	193,5	174
1924	170 à 175	194,5	175
1925	175	196,2	176
1926	175	196	172
1927	170 à 175	196,2	167,5
1928	170 à 175	194,7	166
1929	170 à 174	193,5	164

1. Pourcentages de la dernière semaine de chaque année. *Op. cit.*, p. 33.

2. *London and Cambridge Economic Service*, Moyenne des quatre trimestres de chaque année.

3. Le nombre des articles englobés dans ces observations et leur servant de base : alimentation, loyers, habillement, lumière et combustibles..., ne

Il est excessivement difficile de comparer entre eux les salaires mondiaux, car ils n'entrent pas pour une même quotité dans les coûts de production, et dépendent du rendement plus ou moins grand du travail. De plus, le salaire ne représente pas, en chaque lieu un égal pouvoir d'achat, un même « *standard of living* ». Les classes ouvrières ont les moyens d'existence qui ne sont pas semblables (nourriture, logement, vie individuelle ou en commun).

Sur le Tableau XXXI, dressé par les services statistiques du *Ministry of Labour*, il apparaît, que la Grande-Bretagne en juillet 1930 n'avait dans l'échelle des salaires réels que le quatrième rang. Elle était dépassée par ceux plus élevés des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie. En dépit de l'exactitude seulement approchée de semblables comparaisons, on peut en déduire, cependant, que, précédée de loin par d'autres nations dont l'économie s'est largement épanouie après la guerre dans la politique des hauts salaires, l'Angleterre ne saurait en avoir subi, elle seule, des conséquences néfastes.

Quel fut, au reste l'effet véritable des salaires sur les prix ? Dans quelle mesure les salaires ont-ils offert une résistance invincible à l'adaptation des prix britanniques au niveau des prix mondiaux, en faisant grossir exagérément les coûts de production ?

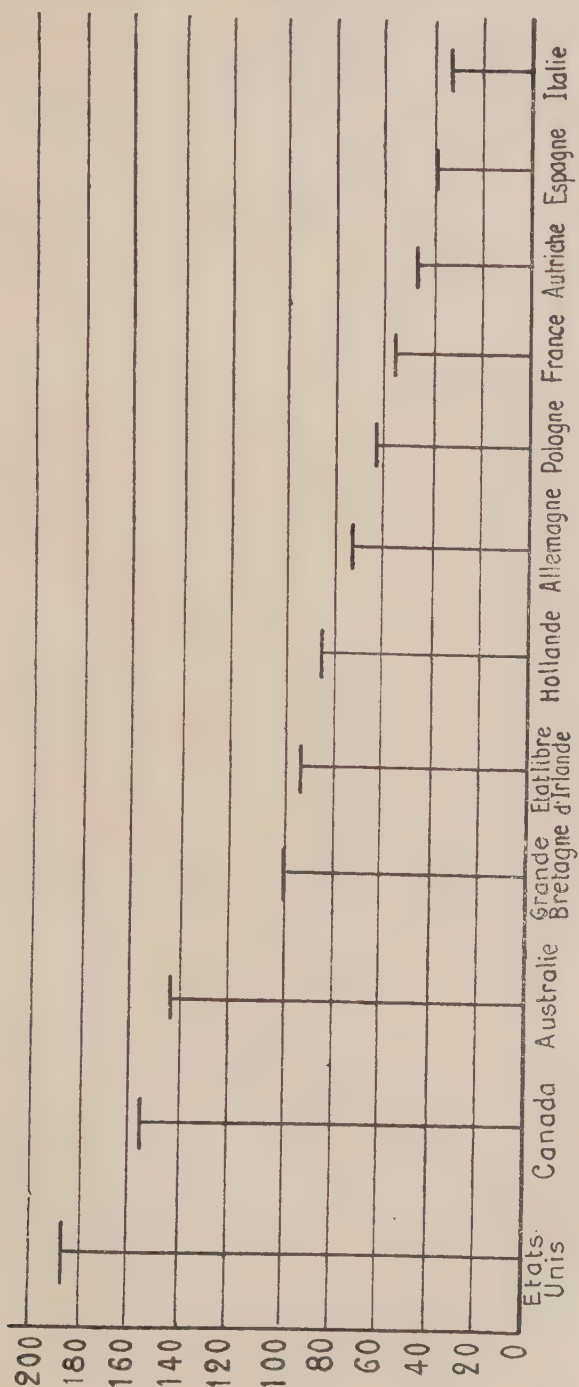
On a déjà vu ¹ que, parmi les divers éléments qui composent la valeur nette de la production du Royaume-Uni, les salaires entraînent, en 1924, comme en 1907, pour une proportion identique : 52 %. Or, la valeur nette comprend (matériaux exceptés) les éléments du prix de revient ainsi que les profits. S'il est incontestable que les profits aient

cesse de s'accroître mensuellement ; de 13 articles en 1914, on passe à 375 articles en 1929, *op. cit.*, p. 33.

1. Mr. Schwartz, *op. cit.*, p. 75 note 1.

Tableau XXXI

SALAIRES RÉELS DE DIVERS PAYS EN JUILLET 1930 (1)



1. Ministry of Labour Gazette, Mars, 1931.

diminué entre les deux époques, ce n'est donc pas aux salaires qu'il faut attribuer la genèse de cette diminution, mais plutôt au gonflement des autres éléments du prix de revient. Comme, en outre, cette même proportion de 52 % a été décelée à des dates éloignées : l'une au cours d'une ère de splendide prospérité, l'autre en 1924, alors que les salaires avaient atteint le papier élevé où ils se sont, par la suite, figés, et que la dépression de l'économie britannique était déjà très accentuée, il en ressort sans conteste possible que les salaires n'ont pas empiété sur leur rôle, et qu'il est mal venu d'attaquer leur place normale parmi les éléments du prix.

D'autre part, déjà dans certaines industries plus directement dépendantes que d'autres de l'exportation, les salaires réels ont été abaissés à un taux parfois inférieur à celui d'Avant-guerre : dans les mines, les constructions mécaniques et maritimes, le coton etc.. Mieux encore, dans l'industrie cotonnière, l'indice des variations de salaires (155 %) rejoignait en 1929 celui des prix de vente (154,4 %).

Abaissier davantage les salaires, n'est pas chose facile. Car, outre qu'on diminue ainsi le pouvoir d'achat des $\frac{2}{5}$ de la population, ce qui se répercute bientôt sur la consommation intérieure de milliers de motocyclettes, de phonographes, d'appareils radiotélégraphiques, sur l'activité des transports ferroviaires, etc..., on risque aussi de provoquer l'effervescence des classes ouvrières. Il ne faut pas s'imaginer, en effet, que l'on puisse impunément résorber le fruit des efforts, qui se sont exercés pendant près d'un siècle. Ce mouvement, auquel est due la progression constante de la rétribution du travail, émane d'impulsions sociales et économiques, puissantes et fatales. Si on essayait de l'enrayer, l'étonnement se chargerait vite en réprobation ;

puis ce serait la révolte, peut-être même la révolution¹. Il vaut donc mieux, à tout prendre, acquitter la dîme du chômage, qui est une prime d'assurance contre de telles éventualités.

Pour la même raison, doit s'effacer la légende, accréditée auprès de certains milieux du pouvoir magique de la formule : $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$. Cette doctrine tendrait à faire admettre

que la masse des salaires dût être dans un rapport constant à l'égard de la masse des prix ; toute variation de cette dernière devant entraîner, sous peine de chômage, une variation analogue et de même sens de la précédente.

Or, il est de fait, que jamais, au cours de l'histoire économique, les salaires n'ont suivi servilement les prix, ni dans leurs ascensions, ni dans leurs chutes, et qu'ils ont constitué, dans ces deux cas, le plus sûr et le meilleur régulateur de leurs excès.

Spéculativement, d'ailleurs, cette proposition est inadmissible. Car, vouloir rendre indissoluble la relation des variations, des salaires et des prix c'est vouloir asservir le travail au capital, pétrifier une donnée vivante, et, surtout faire assumer par le travailleur les risques des entreprises industrielles où il n'a aucune initiative, aucun contrôle, aucune direction. Certes, lors d'une hausse des prix, le travail recevrait une rétribution augmentée, mais, comme toujours, il serait difficile de lui faire renoncer aux gains acquis, dont chacun représente une étape vers des buts sans relâche désirés. Et, lors d'une baisse des prix, on se heurterait chaque fois à une farouche opposition.

1. M. Henri Noyelle, *op. cit.*, p. 65, note.

Quelle limite, d'autre part, assigner à cette baisse des salaires ? En théorie, il n'en est pas, non plus que pour les prix. Mais on oublie, que, n'étant retenus par aucune contrainte, certains de ceux-ci peuvent descendre à un niveau très voisin de zéro, alors que ceux-là ne peuvent s'en rapprocher, qu'autant que la vie et l'entretien de l'homme sont effectivement assurés.

On peut réfuter, d'ailleurs succinctement les applications de cette thèse que l'on a essayées en Grande-Bretagne. On prétend que les variations inversées des statistiques du chômage ont suivi avec une exactitude presque parfaite les variations dans le même temps de la fraction : $\frac{\text{salaires}}{\text{prix}}$.

Or, le numérateur de cette fraction (salaires) est resté pratiquement invariable de 1923 à 1929 (193,5 à 196,2) (variations d'une amplitude maximum, de 1,3 %). Les fluctuations rapportées sont donc l'œuvre du dénominateur seul (prix). Soit, par exemple, une série limitée statistique à termes fractionnaires $1/2$, $1/4$, $1/3$, $1/5$, où le dénominateur seul varie, confrontée avec une autre série statistique arithmétique limitée : 2, 4, 3, 5. N'est-il pas évident que les variations de ces deux séries sont proportionnelles, et que leur rapport est constant ? Cela revient à dire, que la courbe inversée du chômage aurait reproduit les mêmes fluctuations que la courbe des prix. Mais encore est-il sage de faire toutes réserves sur la portée et la précision des observations statistiques adoptées, du chômage et des prix.

En définitive, il apparaît, que, par eux-mêmes, les salaires n'ont joué qu'un rôle infime dans l'économie britannique. Ils se sont abaissés là où il le fallait, surtout dans les industries éprouvées ; et ce n'est pas leur fait si les coûts

de production furent élevés. Les opinions tendancieuses propageant le contraire sont aussi dangereuses que fausses. Elles aboutissent à soulever des réactions véhémentes contre leurs attaques, qui n'épargnent ni les salariés, ni l'assurance-chômage.

Section III

L'assurance chômage

Plus connue sous le vocable « *dole* », l'assurance-chômage s'appesantit à la fois sur les salaires, les frais généraux des entreprises et le budget.

Elle fut conçue et réalisée à ses débuts sous la forme d'une assurance intégrale; les indemnités distribuées devant être couvertes par les versements des salariés, des patrons et de l'Etat. Mais, ce caractère s'atténua peu à peu, jusqu'à conférer aux indemnités la forme d'un « *uncovered benefit* », d'un secours véritable. Car, malgré une élévation du montant des contributions hebdomadaires, celles-ci ne suffirent pas, sauf en 1923-24, à équilibrer la masse des allocations payées aux sans-travail, et le Trésor dut pourvoir à ce manquement.

D'autre part, l'octroi d'indemnités aux « *dependants* », charges de famille (femme ou mari impotent, parents, enfants) apportait une déviation au principe de l'assurance individuelle.

Enfin, en enserrant uniformément dans ses limites la majeure partie des branches industrielles, l'assurance aboutit à faire acquitter en fait, par des retenues sur les salaires et les profits des industries prospères, les indemnités versées aux chômeurs des industries déprimées.

On a écrasé l'institution sous les sarcasmes et les dénigrements. L'assurance-chômage dit-on¹, d'un côté empêcherait l'adaptation des salaires aux conditions du marché, en encourageant et en entretenant la résistance des chômeurs, qui, certains de ne pas mourir de faim, refuseraient tout ajustement, et, de l'autre côté, grèverait lourdement le coût de production.

A la première objection, il est aisé de répondre. Car d'abord l'allocation hebdomadaire individuelle ne s'élevant pas au-delà de 17 shillings en 1929, se trouvait très éloignée des 40 shillings et des 60 sh. minima gagnés par le manœuvre et l'ouvrier qualifié. En outre, on oublie trop volontiers que l'ouvrier recherche toujours des gains plus élevés même, au prix d'efforts ou d'heures de travail supplémentaires. Croit-on donc qu'il veuille, à moins d'impuissance de sa part, se contenter de pain sec ?

En second lieu, l'assurance ne profitant pas aux grévistes, n'a pas servi à empêcher la baisse des salaires dans les industries déprimées : charbon, coton, fer et acier, constructions maritimes, bonneterie², où elle s'est traduite de façon brutale. C'est ainsi que, dans l'industrie minière, en 1927, 792.000 ouvriers subissaient une diminution du montant de leurs salaires hebdomadaires : atteignant £ 278.000. Dans l'industrie métallurgique, en 1925, 200.000 ouvriers perdaient £. 41.800. Dans les textiles, les salaires de 232.000 ouvriers, en 1927, étaient amputés de £ 23.200, et ceux de 590.000 ouvriers, en 1929, de £. 64.900. Dans le bâtiment, en 1928, les salaires de 422.0000 ouvriers furent réduits de £. 39.000.

1. B. I. T., *Le problème du chômage en 1931*, Rapport du Président M. Albert Thomas.

2. Cf. p. 191 2^e alinéa.

Tableau XXXII
RECETTES ET DÉPENSES DE L'ASSURANCE CHOMAGE 1
(millions de livres sterling)

Années	Recettes			Dépenses
	Versements des patrons et des ouvriers	Contribution de l'Etat	Montant des avances du Trésor à la fin de chaque année	Dépenses totales (2)
8 nov. 1920 à				
juill. 1921	8,9	2,1		34,7
Juill. 1921-1922	30,5	11,0	14,3	58,4
— 1922-1923	34,0	12,1	15,3	47,8
— 1923-1924	36,7	13,1	6,6	41,1
— 1924-1925	36,7	13,1	8,1	51,5
— 1925-1926	33,6	12,9	10,4	49,2
5 juill. 1926				
au 31 mars 1927	20,3	7,9	24,7	42,7
mars 1927-1928	30,8	12,0	24,5	42,7
— 1928-1929	30,1	11,7	35,9	53,6
Total	261,9	96,3	35,9	422,3

En troisième lieu, dans les pays où n'a pas été organisée d'assurance contre le chômage : Etats-Unis, Italie, France, etc..., la diminution des salaires rencontre autant de difficultés et de résistances qu'en Angleterre ou en Allemagne. Devant cette constatation, s'effondre toute prévention tendant à considérer l'assurance à l'égal d'un bastion de désordre social. L'opposition à la contraction des salaires est un phénomène d'ordre social, collectif et universel. Il est indépendant de tous moyens de contrainte. Il exprime la résistance d'une classe pour conserver et défendre ses acquisitions.

Enfin, la charge financière de l'assurance pour l'industrie, sans être négligeable, n'est pas aussi considérable qu'on se plaît à l'imaginer. En 1924, les contributions des patrons et des ouvriers représentaient £ 36.000.000 soit 2 % de la

1. *Op. cit.*, p. 33.

2. Dépenses comprenant les intérêts des avances du Trésor, £ 5.815.000 de 1920 à 1929.

valeur nette de la production de cette année, et 1, 1 % de la valeur brute de cette production. Ce qui, en d'autres termes, signifie, qu'en supprimant cette charge, et en admettant que les salaires fussent réduits dans cette même proportion, les prix de vente n'auraient été diminués que de 1, 1 %. Faible dégrèvement, n'est-ce pas ?

Mais l'industrie ne supporte pas directement la charge financière totale de l'assurance. Une partie retombe sur l'Etat, sous forme de contributions et d'avances du Trésor. Le montant des avances était en 1929 de : £ 132.000.000, soit un chiffre équivalent à la moitié du volume des contributions versées par les ouvriers et les patrons (£261.900.000).

Faut-il refondre les rouages de l'assurance chômage ? Quelques réformes sont possibles : stipuler des contributions, non point fixes, mais proportionnelles aux salaires, placer l'assurance en dehors de toute influence politique en lui conférant une administration autonome. Cependant, équilibrer les dépenses et les recettes normales ou substituer à l'indemnité d'assurance, droit acquis pour le chômeur, l'octroi d'un simple secours par l'Etat, ne déplacerait pas le problème vis à vis du chômeur, envers lequel la nécessité d'accorder l'un ou l'autre est indéniable, et qui, en réalité à toujours reçu ce secours, mais seulement en ce qui concerne les charges financières contributives, dont l'industrie serait allégée. C'est là une nouvelle formule qui ne peut être retenue qu'après un examen rigoureux et impartial de l'incidence de l'impôt et de ses conséquences sur l'industrie.

Section IV

Les impôts

L'Etat a de pesants devoirs découlant de l'existence du chômage. En sus de sa contribution régulière au fonds de l'assurance, et des avances du Trésor, qui ne seront certainement jamais remboursées, il lui faut accorder des prêts et des subventions en vue des travaux publics, spécialement destinés à absorber une partie du chômage. Leur montant atteignait £ 309.000.000 en mars 1931¹, soit £ 64.500.000 pour les travaux routiers, £ 93.000.000 pour les travaux d'utilité publique (*Unemployment Grants Committee*), £ 9.000.000 en faveur des centres d'entraînement des métiers coloniaux (*Colonial Development Act*), £ 34.000.000 à des améliorations agricoles, et £ 108.500.000 à des travaux publics concernant les ports, les canaux, les adductions d'eau, le gaz et l'électricité.

De plus, £ 7.102.000 avaient servi au 31 mars 1929, à garantir à concurrence de 75 % le paiement des effets de commerce tirés sur des acheteurs étrangers, en majorité russes (*Export Credit Guarantee Scheme*)². Et, par surcroît, à cette date, des prêts concédés en vertu du « *Trade Facilities Act* » s'élevant à £ 66,975.000, n'avaient pas encore été remboursés par l'industrie.

Le contribuable britannique est accablé sous ces charges tant accrues depuis la guerre, ce qui fait qu'on le considère, généralement et à juste titre, comme le plus fortement imposé du monde. Ce sont les impôts locaux (*Local Rates*)

1. Cf. page 62, note.

2. Report of the Committee appointed to the Exports Credit Guarantee Scheme.

et les contributions dues à l'Etat (*Imperial Revenue*) qui le font ainsi succomber.

Alors que les recettes des taxes locales se montaient pour l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande, à £ 65.000.000 environ en 1913-14. (exceptions faites de leur part d'« *income tax* », des prêts de l'Etat et des emprunts municipaux) elles dépassaient £ 180.000.000 en 1928-29. Et une grosse part provenait directement des charges frappant l'industrie : l'électricité, le gaz, les tramways, les ports, etc...

Mais les dépenses des autorités locales se sont tellement distendues, que, tandis que pendant l'année financière 1913-14, celles-ci n'avaient émis que : £ 23.000.000 environ d'obligations, elles ne pouvaient équilibrer leurs budgets en 1928-29, sans demander à l'emprunt moins de £ 160.000.000.

Le budget de l'Etat présente une progression analogue. De £ 189.000.000 en 1913-14, les recettes totales passaient à £ 814.000.000, en 1929-30 (+ 410 %) et la dette publique s'élevait de £ 706.000.000 à : £ 7.600.000.000 entre 1913 et 1929, soit actuellement : £ 800 par tête la dette ; envers les Etats-Unis £ 4.426.000.000, étant balancée par un actif (actions du Canal de Suez et créances sur d'autres Etats), de £ 962.615.000¹.

Quelles nouvelles dépenses ont donc provoqué cet accroissement ? Dans les municipalités, cela est dû au gonflement des dépenses des services d'assistance (*Poor Law Relief*) et des travaux publics. Dans le budget de l'Etat, le service des intérêts et de l'amortissement de la dette publique constituait 43 % en 1929-30, contre 12 % en 1913-14, des dépenses du budget principal, les services civils recevant une part constante : 27 % en 1913 et 1929.

1. Year book of the United States of America, Washington, 1931.

Le poids de la dette publique née de la guerre est considérable. Sur le continent, par le moyen d'inflations et de dévaluations monétaires, les dettes intérieures des Etats ont toujours été réduites et parfois annulées. Mais, à la suite de cette action, dissolvant de l'hydropisie des finances publiques, la classe moyenne, détentrice de tout ou partie de ces fonds d'Etat est lésée. Elle perd ses capitaux et ses revenus, et supporte, en définitive, les conséquences des inflations. Ce qui se révèle heureux pour l'industrie est par contre fâcheux pour la fortune des rentiers.

En Angleterre, la classe moyenne est la plus riche du monde. Elle n'avait jusqu'en 1929 subi aucun préjudice. Mais, lorsque l'inflation est pratiquée, si les débiteurs, l'Etat, les entreprises industrielles s'enrichissent par la suppression de leurs dettes, à leur rencontre, les créanciers s'appauvrissent. Créances et revenus sont dévalorisés. L'actif disparaît donc en même temps que le passif. L'avoir change de mains. Il s'agit seulement de savoir lesquelles on doit préférer, celles des débiteurs ou celles des créanciers.

L'effet des impôts, sur l'industrie britannique se fait sentir sous des formes diverses. Quelquefois, il est direct, immédiat, par des taxes locales perçues sur les entreprises de gaz, d'eau et d'électricité, les tramways et les docks — selon le *Balfour Committee*, sur les produits finis d'acier, l'augmentation du prix de revient imputable aux taxes locales varie de 4 shillings 5 pence à 7 shillings 1/2 — par des impôts dits indirects, frappant le sucre, l'essence, la viscose... ou encore par des impôts directs d'Etat, qui s'appesantissent sur les réserves de sociétés industrielles (profits non distribués), et qui constituent en fait un prélèvement sur le fonds de roulement des entreprises, sur le capital. Ils les empêchent d'étendre leurs affaires, d'augmenter peu à peu

leur outillage ou de le remplacer par tranches annuelles. Car, très souvent, les réserves servent à accroître le capital des entreprises par des immobilisations nouvelles, des achats de matériel, des agrandissements etc..., sans qu'il soit, pour cela, nécessaire de recourir au crédit des banques ou à des émissions onéreuses sur le marché financier. En étant perçu sur les réserves, l'« *Income Tax*¹ » oppresse l'industrie et la laisse sans souffle.

Les lourds impôts ont aussi des répercussions indirectes profondes sur l'industrie. Ils réduisent le pouvoir d'achat des classes aisées, amoindrissent l'activité des commerces de luxe, suppriment la domesticité², créant ainsi du chômage. Ils entravent aussi à un haut degré les facultés d'épargne de la nation ; et par là, ne contribuent pas peu à aggraver le malaise économique.

Les recettes des budgets des autorités locales et centrales (hors les emprunts, les recettes des services industriels de l'Etat et des communes, les revenus du portefeuille, et des domaines) étaient, en 1924, de l'ordre de £ 850.000.000. Or M. A. L. Bowley³ prenant pour base la valeur de la production, arrive aux mêmes conclusions que M. Flux qui se fonde sur les déclarations des contribuables, et évalue en 1924 le revenu national à £ 3.975.000.000 ($\pm$ 275.000.000) alors qu'en 1911 il aurait été compris entre £ 2.050.000.000 et 2.150.000.000. La proportion des sommes ainsi soustraites au revenu national s'est accrue. Elles en représentaient en 1911 le dixième. En 1924, elles en dévoraient le cinquième.

1. L'« *Income Tax* » en 1913-14, consistait en une imposition de 1 sh. 2 d par chaque livre sterling de revenu. En 1918-19 elle est élevée à 6 sh., puis abaissée en 1925-26 à 4 sh. (20 %). La Super-Tax est prélevée sur les revenus supérieurs à £ 2.000.

2. D. Knoop, *The Riddle of unemployment*, Londres, 1931.

3. Journal of the Royal Statistical society, 1929. A.L. Bowley, *Discussion on the National Income*.

C'est sur l'industrie et le commerce que retombe finalement l'effet des lourds impôts. Les capitaux mis à la disposition de l'industrie se font plus clairsemés, car ils recherchent surtout des profits immédiats, que ne peuvent fournir les entreprises momentanément déprimées. Les facultés de production en sont limitées. Vers l'étranger, l'exportation des capitaux se fait moins dense. D'où un affaiblissement du pouvoir d'achat en faveur de la Grande-Bretagne dans les contrées lointaines. Cela contribue aussi à restreindre la vente des produits britanniques.

CHAPITRE V

LES PLACEMENTS DE CAPITAUX

Avant la guerre, le marché de Londres était le centre financier du Monde. Les acceptations, les demandes de crédits, d'emprunts, tout convergeait vers la Cité. Elle ne se contentait pas d'alimenter ses propres entreprises largement, grassement, elle fournissait aussi les continents de moyens d'achat, de prêts, de matériel, et d'établissements industriels.

Certes le montant des capitaux neufs engagés chaque année à l'intérieur des Iles Britanniques fut plus élevé de nos jours qu'avant la guerre (58 %, 1919-1929, contre 18 % en 1913) mais leur usage fut réservé aux industries florissantes du caoutchouc, de l'électricité, de l'automobile, aux « *Home Industries* ». S'il en fut néanmoins quelque peu introduit dans les exploitations déprimées, ce ne fut pas la suite d'une politique concertée, mais seulement le fait d'anciens actionnaires, qui afin d'empêcher la ruine de ces exploitations, et la perte totale des avoirs, qu'ils y avaient précédemment investis, préférèrent entretenir par des secours congrus, des compléments ajoutés aux déficits des bilans, et des apports parcimonieux, leur fonctionnement précaire.

A l'extérieur, la Grande-Bretagne perdit sa maîtrise de placier international, Alors qu'en 1913, une proportion atteignant 82 % des émissions financières de ses marchés

intérieurs était destinée à l'Empire et à l'étranger, dans les onze années qui suivirent les hostilités, celle-ci s'abaissa à 42 %.

Quelles sont les causes de cette évolution ?

D'une part, le fait que le montant nominal des capitaux consacrés aux souscriptions atteignait un même niveau avant et après la guerre dans un revenu national doublé, tandis que la part des impôts était deux fois plus grande, nous autorise à croire que ceux-ci ne furent pas étrangers à la compression des émissions, et montre l'influence nuisible des impôts excessifs.

D'autre part, l'orientation nouvelle de l'affectation de ces capitaux résulte en partie du choix et des sentiments des capitalistes anglais. Car, si leurs investissements se sont réfugiés dans leur propre patrie, c'est que, d'abord ; ils n'étaient pas assez nombreux dans ce pays pour provoquer la naissance d'excédents qui dussent être obligatoirement exportés, et qu'ensuite, en l'absence de ce trop plein, les financiers britanniques réservés, prudents, réfléchis, refusaient d'aventurer la masse principale de leurs avoirs, de les jeter dans les risques de l'étranger, et de leur faire affronter les hasards et les périls des insécurités bancaires, monétaires, économiques et politiques de la Chine, de la Russie, de l'Inde et de l'Amérique du Sud.

Mais cette défection devant leurs devoirs, leur manque de hardiesse, devait conduire les capitaux à deux sortes de conséquences également défavorables pour l'industrie britannique.

En premier lieu, le délaissement des industries périllicantes du Royaume-Uni a rendu impossible toute standardisation, toute rationalisation, toute association entre des exploitations de même nature, dont certaines étaient

profondément déficitaires, tandis que d'autres prospéraient. Tout accroissement ou changement de matériel de l'« *industrial plant* » fut donc presque banni. Les qualités des produits furent négligées. Leur force de pénétration par le nombre et le prix en fut émoussée.

En second lieu, et ce résultat n'est pas moins tangible, l'abandon des envois de capitaux à l'étranger causa un préjudice énorme aux exportations de marchandises britanniques.

Cela se réalisa suivant un ordre logique. Les bailleurs de fonds anglais resserrant leurs envois, il en écoula une diminution dans les pays étrangers du pouvoir d'achat tourné vers la Grande-Bretagne. Celui-ci était, d'ailleurs déjà grevé des intérêts, dividendes, services dus à ce pays au titre de revenus de prêts et d'investissements, antérieurs. De là, un affaiblissement dans la demande des « *British Goods* », des exportations amoindries. La production se contracte. L'industrie halète. Le chômage naît. Voilà comment l'inaction du capital a provoqué un rejet de travail.

Les expéditions de capitaux à long terme sont donc indispensables au maintien de l'expansion économique de la Grande-Bretagne au delà des mers. « Il s'agit d'un mécanisme véritablement essentiel, destiné à préparer pour l'avenir, au bénéfice de l'industrie nationale, la moisson de nouvelles clientèles »¹.

Avant la guerre, les tailleurs, les chemisiers, les banquiers les chefs d'entreprises métallurgiques de nationalité anglaise établis sur un sol étranger, ainsi que les participations de la Grande-Bretagne dans les sociétés de chemins de fer, de ports, de plantations ou d'extraction situées aux anti-

1. M. André Siegfried, *La crise britannique au XX^e siècle*, Paris, 1931. p. 88.

podés, apportaient à la terre natale un faisceau de commandes de tissus, de rails, de grues, de ciments, etc...

Tableau XXXIII
LES EMISSIONS DE CAPITAUX EN GRANDE-BRETAGNE ¹
(millions de livres sterling)

Années	Emissions totales £	Emissions destinées à la Grande-Bretagne		Emissions destinées à l'Empire et à l'étranger	
		£	%	£	%
1913	242	44	18 %	198	82 %
1919	238	188		50	
1920	384	325		59	
1921	216	100		116	
1922	236	100		136	
1923	204	68		136	
1924	224	89		135	
1925	220	132		88	
1926	253	141		112	
1927	315	176		139	
1928	363	219		144	
1929	254	159		95	
Total de l'après guerre	2.097	1.697	58 %	1.210	42 %

Après la guerre, les Etats-Unis usèrent de moyens semblables. Par d'incessants brassages de dollars au dehors, créant des firmes, distribuant, de par l'univers, des sociétés filiales de maisons-mères productrices de machines à coudre, de machines à écrire, de films cinématographiques, de machines agricoles, d'outillage mécanique, d'automobiles, de transports de raffinage et de distribution d'hydrocarbures etc..., ils assurèrent leur commerce. Les achats d'immeubles, la rétribution de salariés indigènes, l'entretien des compagnies filiales, des participations financières dans des entreprises connexes servant de débouchés aux produits, des prêts, des crédits, tous ces frais furent largement

1. *London and Cambridge Economic Service Bulletin*, 23 janvier 1931.

couverts par les ordres obtenus. On ne se contentait pas d'appointer quelques intermédiaires sans foi, on suggérait, on imposait, on créait la demande. On la payait.

De pareilles méthodes furent appliquées à l'Amérique du Sud, à l'Amérique Centrale, à l'Europe. Au Canada, en 1929, les investissements britanniques et ceux des Etats-Unis formaient encore des valeurs équivalentes ; mais les secondes s'enflaient, tandis que les premières fléchissaient. Le Japon usa de procédés analogues. Il inonda de yen la Chine, s'intéressa au Siam, avança les tentacules de ses banques jusque dans l'Inde. Au contraire, l'Angleterre s'était repliée sur l'Empire, où déjà le dollar avait pénétré.

Pourtant, il était d'autant plus indispensable que la Grande-Bretagne continuât à exporter des capitaux frais, à alimenter le pouvoir d'achat des pays d'outre-mer, qu'elle recevait déjà d'eux, sous forme de revenus et de commissions des sommes considérables.

Les courtages et les transports maritimes, — les frets des marchandises exportées étant le plus souvent, par des stipulations F. O. B., transcrits au débit des importateurs étrangers, — représentaient environ £ 100.000.000 dans un montant global de £ 125.000.000 environ en 1929.

En courtages et commissions diverses : opérations bancaires, commerciales, assurances, réexportations, cautionnements la Grande-Bretagne recevait près de £ 80.000.000.

Quant aux revenus de toute autre nature : intérêts de fonds d'Etats étrangers, d'emprunts des Dominions, dividendes et intérêts commerciaux, leur montant était évalué en 1929 à près de £ 250.000.000¹ contre £ 130.000.000 en 1913.

En 1929, la Grande-Bretagne recevait donc de l'étranger,

1. *Annual report of the Inland Revenue Department*, Londres, 1931.

en plus des paiements de ses exportations, et des dépenses des touristes étrangers sur son territoire : £ 430.000.000 et sous réserve des mêmes éléments : paiement des importations et tourisme de ses nationaux, n'exportait que £ 95.000.000.

Il y a entre ces deux chiffres une différence capitale, qui tient moins à l'excès de l'un, qu'à l'insuffisance de l'autre. Cela rend manifeste, combien pour l'Angleterre, ainsi d'ailleurs que pour l'Allemagne, — puisque les capitaux ouvrent la voie aux échanges — était impérieuse la nécessité d'en continuer l'exportation intense. C'est en définitive l'économie nationale qui pâtit de cette insuffisance.

Mais des obstacles variés propres à chacun de ces pays surgirent. En Grande-Bretagne les impôts furent les plus grands responsables de cette situation. Et, en poussant plus avant les investigations, il n'est pas impossible qu'on ne découvre les fautes, les responsabilités humaines inhérentes à toute organisation sociale, économique ou financière, qui s'ajoutent aux causes lointaines et profondes des défauts de l'économie industrielle britannique.

Recherchant les causes de l'atonie de la production britannique, nous avons d'une part découvert certaines circonstances techniques plus ou moins défavorables, d'autre part nous avons mis en lumière l'influence fâcheuse des nationalistes exacerbés de l'après-guerre. Mais ces deux causes conjuguées ne rendent pas entièrement compte de la défaillance constatée dans la production. Un tiers au plus de celle-ci doit être attribué aux imperfections parallèles de la nature des produits britanniques et de leurs prix.

Mais nature et prix sont en réalité subordonnés à l'action du capital. Ils en sont la résultante. On ne peut les considérer comme des causes initiales, primordiales

mais plutôt comme des causes médiate, — effet elles-mêmes des abus des exigences fiscales nées de la liquidation imparfaite de la guerre — d'une importance cependant essentielle.

Si, d'une part, les prix britanniques, étant trop élevés, ne purent se comprimer au niveau des prix mondiaux, dans les industries déprimées, et furent ainsi contraints de se retirer de la compétition, s'il n'y eut au dehors ni publicité, ni courtages satisfaisants, ni commissions adéquates aux agents commerciaux, ni représentation active dans les pays importateurs, cela tient à l'insuffisance des capitaux investis dans ces industries par les commanditaires britanniques. Sans cette aide, elles ne purent que périliter et s'enfoncer profondément dans le marasme.

Si, d'autre part, bien qu'ils fussent égaux à ceux de leurs concurrents, les produits et les prix britanniques ne purent prévaloir, cela tient cette fois à la trop faible quantité des capitaux exportés. Car le choix des produits par les nations importatrices se fait principalement en raison de l'origine ou de la propriété des capitaux, qui viennent soutenir ou accroître leur pouvoir d'achat.

Cependant, cette source de pouvoir d'achat n'est pas intarissable. Le pays exportateur de marchandises ne peut prêter indéfiniment, et le pays importateur ne peut s'endetter toujours. En outre certaines avances sont utilisées par l'emprunteur pour se donner un outillage économique, dont il attend son indépendance industrielle. Il y a donc une répercussion au second degré des importations de capitaux. Au début sous leur aspect liquide, ils font naître un appel de produits, de matériel. Plus tard, lorsque cet appel a été satisfait, ces mêmes produits, ce même matériel immobilisés, servent à répondre à la demande inté-

rieure, et à repousser les offres de l'étranger. La faculté d'importation présente des nations n'est donc pas commandée par la masse des capitaux étrangers qui furent investis avant la guerre, ou de longue date, mais par les liquidités qui y sont entretenues. En ralentissant la diffusion dans l'univers de ses placements, la Grande-Bretagne ne pouvait qu'accentuer le préjudice qu'elle subit.

Ainsi, la solution de continuité, rencontrée dans la mobilisation des sommes indispensables à l'industrie et aux échanges, eut envers l'économie britannique les conséquences les plus fâcheuses. Ce fut, moins la direction nouvelle imprimée à ces placements, que la faiblesse relative, l'indigence même de leur montant total, qu'il faut incriminer. Car, alors qu'en 1913, ils représentaient environ 12 %¹ du revenu national, en 1924 ils comptaient seulement pour 5,5 %. Quelles furent les causes profondes de cette atonie ?

Certes, les lourds impôts en furent un des artisans les plus directs. En effet, ce qui est perçu par l'Etat vient en déduction de ce qui est épargné et disponible pour l'investissement. Néanmoins une partie des impôts ainsi prélevés, est restitué aux particuliers sous forme d'intérêts. 2/5 des impôts correspondent à des dettes obligataires de l'Etat. Or, qui reçoit ces intérêts ? A quelle partie de la population britannique sont-ils plus particulièrement à revenu ? Les travailleurs ? — Leurs moyens de subsistance sont assurément beaucoup plus faits de salaires que d'intérêts. La classe haute et riche ? — Son revenu dérive le plus souvent de profits et de rentes foncières et immobilières. Restent les capitalistes moyens. Ceux-ci détiennent ordinairement dans tous les pays du monde les 4/5 des cer-

1. *Annual taxation Returns.*

tificats de Fonds d'Etats ; en Angleterre leur nombre est tel qu'il recouvre les 2/5 de la population. C'est ainsi que les rentiers britanniques reçoivent la presque totalité des intérêts de l'Etat, comptent pour 40 % dans ses dépenses, mais se gardent bien de compenser par une épargne industrielle les impositions supplémentaires dont ils sont causes.

Par ailleurs, l'intérêt dû par les entreprises est un très gros obstacle à leur opulence, et même simplement à leur vie. Leurs bilans ressentent le faix de la rémunération d'un capital, depuis longtemps devenu improductif par les modifications incessantes de l'outillage et du matériel. C'est un poids mort qu'il leur faut traîner dans leur existence, sans que l'appui de capitaux nouveaux vienne alléger cette charge. Cela tient à la psychologie spéciale de ceux qui les possèdent. Si les profits baissent, les commanditaires deviennent exigeants, se refusent. S'ils s'élèvent, les voilà se pressant en foule aux guichets où l'on souscrit. Un revenu immédiat, tangible, sûr : tel est le « *leitmotiv* » du capitaliste anonyme, multiple. Mais surtout pas d'attente, pas d'enchaînements compliqués, pas de répercussions à échéances lointaines et à graduations composées. Il ne comprend pas. Il s'abstient.

La richesse en se morcelant, en abandonnant les chefs d'entreprises avisés, prévoyants, conscients de l'actuel et du devenir économiques, a perdu sa destination. Au lieu d'être un marchepied — fonction qu'elle occupait avant la guerre — au développement du commerce et de l'industrie, elle n'a plus constitué qu'une source de jouissances immédiates dans une activité timorée et bornée. Le rôle imparti au capital comme stimulant de la production et comme régulateur du travail ne fut pas joué. L'argent fut

exagérément dévolu à une thésaurisation improductive, et non avec assez de force et de confiance à la production, à la transformation, à la circulation des denrées, soit par crainte de dévalorisation, soit par manque de profits immédiats dans les industries faibles, soit enfin, par suite d'impressions politiques défavorables. C'est par sa mauvaise répartition, en étant retenu entre des mains inaptes, préoccupées davantage de pensées égoïstes, que de visées larges et utiles, et de conceptions collectives, que le capital fit montre d'une impéritie nocive. On peut donc affirmer, qu'à son immobilité, à son inertie dans sa fonction de pourvoyeur du travail incombe une grande responsabilité dans la persistance du chômage.

C'est alors qu'apparaissent les défauts de la distribution des charges du chômage. Comment désormais soutenir qu'il soit juste que le salarié continue à participer par une retenue sur ses gains à l'entretien du chômage ? Comment admettre encore que les chefs d'entreprises puissent équitablement être surchargés d'un faix, que d'autres ont alourdi ? Il faut donc décréter la condamnation du principe de l'assurance-chômage, tel qu'il est appliqué en Angleterre, moins sans doute parce qu'il grève d'un lourd fardeau le coût de production, que par l'incidence injuste de ses impositions levées à l'encontre de toute logique.

Exiger des ouvriers une redevance destinée à secourir ceux des leurs qui sont sans emploi, et réclamer des entrepreneurs le versement d'un tribut pour cet objet, ressort comme une erreur. Car l'amointrissement des échanges, la diminution de la production, et l'ajournement ou la suppression consécutive de la main-d'œuvre, ne sont le résultat, ni des menées des uns, ni de l'incurie des autres, mais tout autrement de causes techniques, rançon du progrès, de

poussées nationalistes et du manquement du capital britannique à son office.

Peut-être eût-il été préférable de faire supporter par la nation entière dont tous les membres sont solidaires les effets de force majeure, c'est-à-dire de lui donner à soulager les deux tiers du chômage ? Quant au surplus il eût été facile de le mettre à la charge des responsables en opérant un prélèvement spécial sur l'intérêt. Et eût pu même essayer de provoquer l'essor de l'exportation et des industries, en dégrevant les profits, ainsi que les revenus provenant de l'étranger, des impositions qui les accablent.

CONCLUSION

Il convient à présent de parfaire ces recherches en en renversant le sens analytique, afin de concentrer en une synthèse, que l'on a voulue scientifique, les données précédemment recueillies. Désormais, il est possible de peser, équitablement et en toute connaissance, la valeur réelle des explications doctrinales proposées, la portée des enregistrements statistiques qui les étayent, ainsi que l'influence véritable de prétendues causes de chômage. En outre, à côté de critiques nécessaires, cette étude aura révélé les quelques fondements sûrs et précis dans la discrimination des « *roots of the malady* » : les causes techniques, nationalistes, capitalistes, dont l'action sur le chômage britannique, fut prépondérante.

Pour rester dans l'impartialité, il fallait se détacher de la sujétion aux contingences politiques, et de leurs corollaires : les doctrines économiques. Celles-ci, défendues coûte que coûte par certains, n'ont pu que les conduire à des faiblesses soigneusement dissimulées, à des propositions aux termes camouflés, et à de fallacieux jugements. La passion fit dévier la droiture vers le fanatisme ; et trop de fois le problème du chômage fut obscurci par de tels errements.

C'est ainsi qu'on a voulu fréquemment exagérer la portée de la documentation statistique économique, soit en en méconnaissant l'étroitesse inhérente, soit en attribuant à celles qui s'intitulent générales une valeur que dément leur

construction. Il est rare en effet que leurs données soient absolument exactes ; le reconnaître, c'est alors dénier toute force aux équations et aux intégrales des mathématiciens de l'Economie Politique, qui bâtissent sur des échafaudages branlants des graphiques définitifs, et n'en imaginent point la pure inanité. Mais les Mathématiques elles-mêmes ne sont nullement atteintes ; bien au contraire, puisqu'on ne fait que constater avec regret, qu'il est impossible d'appliquer les méthodes de la science la plus abstraite et la plus précise, à l'étude d'une série de faits concrets inexactement calculés.

Que dire encore des données statistiques enregistrant le volume et les variations du chômage ? Sans doute sont-elles susceptibles d'améliorations, mais du moins actuellement ne laissent-elles pas d'être grandement imparfaites ; et c'est leur faire beaucoup trop de crédit, que de les considérer comme des indications sûres.

Par ailleurs, les statistiques relatives à la production et aux échanges sont également loin de la perfection. Elles amoindrissent par excès de pessimisme la position économique réelle du Royaume-Uni dans le monde.

En effet, si elles dénombrent les produits, d'après le lieu de leur fabrication, de leur provenance ou de leur destination, elles sont muettes néanmoins envers ce qui concerne, fait pourtant essentiel pour ce pays, leur origine de propriété.

Or, ne convient-il pas, vraiment, de regarder comme faisant partie « de fait » de la production britannique, les denrées, extraites ou manufacturées par des entrepreneurs ou des sociétés spécifiquement anglo-saxons, alors même que leurs établissements sont enclavés dans un sol étranger. Ne seront-ils pas plus tard transmis à des ayants droit de

nationalité britannique ? ; et ne constituent-ils pas dès maintenant une richesse et une source de profits pour la mère patrie ?

On peut donc considérer à juste titre que l'introduction de ces marchandises en Grande-Bretagne n'altère pas leur nationalité. Ce déplacement ne fait qu'exprimer un mouvement circulatoire semblable à ceux qui président aux échanges intérieurs. Il en est ainsi pour le cuivre, à l'état de minerai ou fondu, importé d'Espagne, dont la masse alimente la majeure partie des fonderies anglaises, galloises ou écossaises ; ce cuivre qui est extrait de mines andalouses ou murciennes, appartenant en grand nombre à des propriétaires britanniques (*Rio Tinto, Huelva...*). C'est aussi le cas du pétrole puisé aux nappes de la Perse (*Anglo Persian Oil Co* etc...). On ne saurait à vrai dire étiqueter ces échanges de l'épithète « internationaux » réservée plutôt à la circulation des biens effectuées entre des ressortissants de nations diverses. Il résulterait de l'application de ces discriminations une réduction substantielle du montant réel des importations britanniques.

Une distinction de même genre doit être faite dans les exportations. Le cuivre expédié d'Espagne vers l'étranger, et le pétrole envoyé de Perse aux antipodes par des sociétés anglaises, entraînent des opérations analogues à celles que peuvent avoir des exportations britanniques véritables. En effet, ces produits provoquent des transferts directs de capitaux des pays importateurs en Grande-Bretagne, qui devient ainsi créancière des pays importateurs par l'intermédiaire de ses ressortissants expéditeurs. Il font en outre naître des profits, qui sont reçus, non pas par la contrée exportatrice, mais par les étrangers propriétaires, en l'occurrence sujets britanniques, le plus souvent habitant en

Grande-Bretagne. Il résulte de ces observations qu'on est obligé de compter ces marchandises dans le cadre des exportations britanniques. Et c'est ainsi que, à côté de la balance des comptes et de la balance des échanges, il y a place aussi pour une balance des profits.

La situation de la Grande-Bretagne dans le monde revêt alors une tout autre figure. Sa vitalité, qui semblait engourdie dans ses îles, continue au contraire à s'épancher vigoureusement parmi les continents ; et elle recueille aujourd'hui le fruit de ses efforts semés dans tous les lieux. Le caoutchouc, les hydrocarbures, le cuivre, elle fut les chercher là où ils pouvaient être récoltés, exploités, extrait. Elle a fait de ces entreprises ses tributaires ; elle les a asservies à sa puissance commerciale. Elle garde le premier rang dans les avoirs du monde.

Cet ouvrage aura d'autre part procuré aux esprits éveillés les éléments suffisants pour détruire après leur éclosion surprenante quelques mythes des causes du chômage, très en faveur auprès du public.

En premier lieu, doit disparaître la légende fréquemment répandue que le chômage serait le fait d'interventions divines ou surnaturelles, ou ce qui revient au même, qu'il révélerait un état de désordre, d'anarchie, dans la vie économique. N'oublions pas toutefois, pour répondre à ces convictions, que des croyances égales de forme et de fond, fanatiques et bornées avaient déjà prévalu autrefois, lorsqu'il s'agissait d'expliquer des événements ou des phénomènes jusqu'alors incompréhensibles, tels que les réactions chimiques, les arcs-en-ciel, les éclipses, les épidémies etc... Ces versions, qui prétendent cacher notre ignorance, notre appréhension encore imparfaite des forces de la nature, des lois qui régissent l'univers, et les êtres et les choses, dont l'enchaînement

paraît à l'heure présente inconcevable, au delà de portée pour l'esprit humain, ne font que les accentuer. Une telle mystique est trompeuse et stérile.

Auprès de ces erreurs, l'allégation que les ouvriers par leurs résistances et leur mauvais vouloir ont été des fauteurs permanents de chômage, n'est pas plus aisément défendable. Il fut en effet démontré assez longuement au cours de cet ouvrage, combien peu ils influaient sur les destinées des échanges, peu aussi en définitive sur la production, et les faits s'accordent pour montrer, que les grèves ne font que déplacer le service du travail, l'interrompant à un moment, le doublant au moment qui suit, sans affecter son ampleur globale. Le dogme de la responsabilité du travail, pour tout ce qui advient de défavorable dans l'économie politique, est une invention manifestement unique. Ont été décisivement réfutées les attaques systématiques dirigées contre les salaires et l'assurance chômage, qui selon ses détracteurs ne serait qu'un ferment d'aboulie et la seule instigatrice d'obstruction de la classe ouvrière.

D'autres causes explicatives ont par ailleurs sombré. Que reste-t-il, de ce qui fut invoqué, comme un excès de la concurrence étrangère sur le marché intérieur, comme une influence de la psychologie atone du « *Wait and see* » des Anglo-Saxons — qui n'est le plus souvent que de l'impassibilité devant l'inévitable — comme un effet funeste de l'arrêt de l'émigration etc... ?

A cette dernière défection, il semble que le Malthusianisme ait lui-même pourvu. C'est ainsi que, malgré l'interruption des départs d'émigrants pour le Nouveau Monde, la population de l'Irlande du Nord a décliné entre 1920 et 1930, et que celle de l'Ecosse s'est maintenue à un niveau constant. Dans le pays de Galles et en Angleterre, le nombre

des habitants s'élevait seulement de 37.247.000 à 39.806.000 (+ 7 %), tandis que de 1901 à 1911 elle s'était accrue de 32.528.000 à 36.070.000 d'habitants (+ 10 %).

Il est donc vain de vouloir rechercher derrière des idées préconçues et des formules élémentaires, ce qu'on a accoutumé de présenter fort ambitieusement comme constituant la cause « unique » du chômage. Le problème est infiniment plus vaste et plus complexe, et les causes réelles ne se livrent que difficilement.

Parmi celles qui furent discutées au cours de ces essais, trois ordres principaux de causes vraiment efficaces semblent prédominer : des causes techniques industrielles, les dispositions belliqueuses et égoïstes des nations, l'insuffisante circulation du capital britannique.

Aux progrès de la technique en perpétuelle transformation, aux inventions nouvelles, les industries du charbon, du lin, du chanvre, la grosse métallurgie et certaines constructions mécaniques et maritimes doivent la plus grosse part de leur décadence.

Au nationalisme économique, la responsabilité incombe d'une part non moins égale dans la dépression industrielle du Royaume-Uni. Par des barrières douanières élevées et des obstacles divers, dont l'origine se trouve dans la persistance des tendances belliqueuses des peuples, ainsi que dans l'attitude égoïste de certains Etats entravant le règlement normal des balances des comptes, il eut de funestes effets, qui se répercutèrent surtout en Grande-Bretagne sur les exportations d'objets manufacturés : filés et une partie des tissus de coton, certaines fabrications métallurgiques d'usage courant, les filés de soie artificielle, les bas, les chaussettes, les chaussures... Notons cependant que ce qui fut la faiblesse de la Grande-Bretagne

jusqu'en 1929, peut être sa force en d'autres temps. En période de crise cyclique, les objets manufacturés subissent des baisses de prix bien moins considérables que les produits bruts, c'est ce qui explique peut-être qu'elle ressente moins fortement que d'autres pays l'effet des crises périodiques.

Quant au surplus de la dépression, elle ne paraît pas avoir échappé au fonctionnement momentanément défectueux des rouages financiers de ce pays. La faiblesse des exportations de machines, de lingerie, de filés et de tissus de laine, d'appareils sanitaires, découvre les méfaits de cet état.

Mais peut-on après tout tellement incriminer ceux qui contribuèrent à créer cette situation ? Accablés par de lourds impôts, suites de la liquidation imparfaite de la guerre, leurs facultés d'épargne en étant diminuées, n'avaient-ils pas la prescience confuse que leur ascétisme serait inutile, et que l'insécurité sourde du monde financier, ne tarderait pas d'éclater et d'annihiler leurs efforts ? Il est difficile de ne pas y croire.

Chacune de ces trois causes possède un domaine propre, nettement délimité où les effets peuvent être exactement mesurés. Chacune affirme encore l'existence de principes supérieurs qui la dominent. Et dès à présent, il apparaît que deux d'entre eux aient été nettement démarqués, l'un affirmant la nécessité de la liberté de la circulation et de l'équilibre des échanges internationaux dans la vie économique, et l'autre la nécessité de liquider définitivement et l'esprit, et les dettes de la guerre, intérieures et internationales.

C'est en effet, aux entraves jetées au travers des échanges qu'il faut attribuer la plus grande part de responsabilité dans l'interruption de l'essor des industries britanniques. Celles qui ont empêché la libre circulation des produits, celles

qui ont retenu la diffusion internationale des capitaux, ont occasionné par répercussion l'arrêt de la production et du travail. Elles rendirent les causes techniques particulièrement sensibles, dans les Iles Britanniques, où il ne fut pas possible de transférer les services de genres de production périmés vers de nouvelles branches actives, et de déplacer la main-d'œuvre sans emploi.

Le nationalisme économique à son tour, et les lourdes impositions issues du conflit mondial renforcèrent ces chaînes. Des obligations de transferts massifs sans contrepartie réalisable, appauvrirent les nations vaincues, diminuant leur pouvoir d'achat, et entretenirent des pensées de haine, qui se résorberaient dans la prospérité. Des obligations de pays victorieux envers des créanciers rigides, refusant de recevoir des marchandises en paiement, contribuèrent bientôt à créer cette ambiance de lutte économique, dont nous pâtissons à présent.

Les entraves eurent donc, quels que fussent leurs modes, quelles que fussent leurs places, des effets puissants. Au lieu de prévenir des excès qui autrement se résorberaient d'eux-mêmes, elles en ont fait naître d'autres plus dangereux, persistants et contagieux.

On ne conçoit pas alors, qu'un Anglais vraiment conscient de la causalité économique, et vraiment soucieux du développement de la richesse de son pays et du bien être universel, puisse avoir d'autres aspirations que de vivre ce rêve, presque utopique à présent, de la liberté absolue des échanges et de leur équilibre. C'est là une vérité qui ne s'aperçoit pas dans le délire exaspéré de représailles, mais qu'après un examen logique et en même temps pragmatique, personne ne peut manquer de faire sienne.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas d'autres ressorts, d'autres

mobiles d'un état de choses particulièrement déplaisant pour l'ouvrier ? Est-ce à dire encore qu'il faille considérer les causes qui se sont dévoilées, comme immuables, définitivement enracinées, sans modifications, ni remèdes possibles ? Il appartient à l'intelligence humaine de diluer une obscurité qu'il serait présomptueux de nier. Et l'appréhension même partielle des causes du chômage ne constitue pas une conquête négligeable, car ce n'est vraiment que lorsque celles-ci auront été entièrement découvertes, qu'on pourra espérer avec chance de succès, les faire disparaître, et guérir enfin la plaie du chômage mondial.

Vu :
Le Doyen,
 Henry NÉZARD

Vu :
Le Professeur, Président de thèse
 Henri NOYELLE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de L'Université
 R. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE ¹

— *Ouvrages généraux et spéciaux* —

- ALDEN (P.). — The unemployed : a national question. Londres 1905.
- APPLETON (W. A.). — Unemployment : its cause and cure. Londres 1928.
- ASHLEY (S. W.). — The economic organization of England. Londres 1926.
- ASTOR (J. J.) *and others*. — The third winter of unemployment. Londres 1923
— Is unemployment inevitable ? Londres 1925.
- BELLERBY (J. R.). — Control of credit as a remedy for unemployment.
Londres 1923.
- BEVERIDGE (Sir W. H.). — Unemployment : a problem of industry. Londres
1909 et 1930.
- BOGGS (T. H.). — The international trade balance in theory and practice.
New-York, 1922.
- BOWKER (B.). — Lancashire under the hammer. Londres 1928.
- BOWLEY (A. L.). — The war and unemployment. Oxford Pamphlets 1914.
- BRYDGES (S. E.). — Arguments in favour of relieving the able bodied poor
by finding unemployment for them. Londres 1817.
- Charity Organisation Society*. — Relief of distress due to want of employment
Londres 1904.
- CLAY (H.). — The problem of industrial relations. Londres 1928.
— The post war unemployment problem. Londres 1930.
- COHEN (J. L.). — Insurance by industry examined. Londres 1923.
- COLE (G. C. H.). — Out of work : an introduction to the study of unemployment. Londres 1923.
- CORNFORD (L. C.). — The canker at the heart : being studies for the life of
the poor. Londres 1905.

1. Seuls les ouvrages et les publications les plus importants sont ici indiqués. Une bibliographie complète du chômage comprendrait plusieurs volumes. Ceux qui désireraient obtenir un supplément d'information pourront se reporter aux Bibliographies du chômage publiées en 1926 et 1930 par le Bureau International du Travail, *Etudes et Documents*. Série C, ou encore : à celles de la • London School of Economics, *A London Bibliography of the Social Sciences* Londres, 1931.

- CREWDSON (R.B.). — Our unemployment problem, with a section on emigration. Londres 1923.
- DALLAS (D.C.). — How to solve the unemployed problem by cooperative organisation of the unemployed. Londres 1817.
- DAVISON (R.C.). — The unemployed : old policies and new : Londres. 1929.
- DAY (W.). — An inquiry into the poor laws and surplus labour, and their mutual reactions. Londres 1833.
- DRAGE (G.). — The unemployment. Londres 1894.
- EAGAR (W. Mc), and SECRETAN (H. E.). — Unemployment among boys. Londres 1925.
- Effect of tariffs on unemployment ; by an economist.* Londres 1910.
- EMMERSON (H. C.), and LASCELLES (E. C. P.). — Guide to the unemployment insurance acts. Londres 1930.
- Empire Development Union.* The trade crisis. Londres 1925.
- FELDMAN (H.). — The regularization of unemployment : a study in the prevention of unemployment. New-York, 1925.
- FISHER (I.). — A statistical relation between unemployment and price changes. 1926.
- FOXWELL (H. S.). — Irregularity of employment and fluctuations of prices. Londres 1886.
- FUSS (H.). — La prévention du chômage et la stabilisation économique. Bruxelles, 1926.
- LLOYD GEORGE's *spledge*. — We can conquer unemployment. 1929.
- GERARD (C.). — Le chômage en Angleterre et le fonctionnement des « labour exchanges ». Paris. 1911.
- GREENWOOD (A.). — Juvenile labour exchanges and after care. Londres, 1911.
- GIDE (P.). — Les bourses du travail en Angleterre. Paris 1913.
- GRIFFIN (H. W.). — A new gospel, for industry : an alternative to Sir Alfred Mond's employment scheme. Londres 1925.
- GSELL (E.). — Die arbeitslosenversicherung in Grossbritannien. Zurich, 1927.
- HATCH (E. F. G.). — A reproach to civilization : a treatise on the problem of the unemployed and some suggestions for a possible solution. Londres 1906.
- HIGGS (M.). — How to deal with the unemployed. Londres 1904.
- HILTON (J.). — *and others*. — Oxford conference : papers-no place of edition 1923.
- HOBSON (J. A.). — Problem of the unemployed. Londres 1906.
- The economics of unemployment. Londres 1922.
- Rationalization and unemployment. An economic dilemma. Londres, 1930.
- HUNT (J. M.). — On the licensing of registries. no date. Londres.
- HOOK (A.). — Unemployment : its cause and cure. Londres 1924.
- Independant labour party.* Report of the conference on unemployment. Londres 1908.

- International labour conference.* Report on the adaptation to agricultural labour of the Washington decisions concerning measures for the prevention of unemployment. Genève 1921.
- International association for social progress.* British section. Report on the raising of the school age and its relations to employment and unemployment. Londres 1928.
- JACKSON (C.). — Unemployment and Trade-Unions. Londres 1910.
- JEVONS (H. S.). — The causes of unemployment. Londres 1910.
- JOHNSTON (T. B.). — Unemployment and the gold standard. Weston-super-Mare, 1922.
- HAAS (J. A. de). — Foreign trade organisation. New-York, 1923.
- KEELING (F.). — The labour exchanges in relation to boy and girl labour. Londres 1910.
- The unemployment problem in 1913. Londres 1914.
- KELLY (E.). — The unemployables. Londres 1907.
- KEYNES (J. M.). — The economic consequences of the peace. Londres 1927.
- KIRCONNEL (W.). — International aspects of unemployment. Londres 1907 et 1923.
- KITSON (A.). — Unemployment : the cause and a remedy. Londres 1921.
- KNOOP (D.). — The riddle of unemployment. Londres 1931.
- Labour party.* — Unemployment, the peace and the indemnity. Londres 1921
- Work for the workless: how the labour government has handled unemployment. Londres 1924.
- On the dole or off. What to do with Britain's workless workers. Londres 1926.
- Labour's reply to Lloyd George : how to conquer unemployment. Londres 1929.
- LAMPE (A.). — Notstandsarbeiten oder Lohnabbau ? Iena, 1927.
- LAVERGNE (A. de) et HENRY (L. P.). — Le chômage : causes, conséquences, remèdes. Paris 1910.
- LAWRENCE (F. W. P.). — Unemployment. Londres 1922.
- LAZARD (M.). — Le chômage et la profession. Paris 1909.
- LEACOCK (S.). — Economic prosperity in the british empire. Londres 1930.
- LEGER (A.). — Le chômage britannique et l'occupation de la Rhur. Paris 1923
- LEIGH (L.). — Brother East and Brother West: a searchlight on the unemployed. Londres 1905.
- LESSER (H.). — Unemployment insurance with special references to individual firms and industries. Londres 1921.
- London Surveyor's Institution.* Unemployment after the war : Housing emergency schemes. Londres 1916.
- LOVEDAY (A.). — Britain and World Trade. Londres 1931.
- LUBIN AND EVERETT. — The British coal dilemma. New-York, 1927.
- MAIRET (G.). — Trade, transport, and finance etc. Londres 1923.

- MERKLE (B.). — *Arbeitslosigkeit : ihre statistische Erfassung und ihre Bekämpfung durch den Arbeitsnachweis*. Munich 1923.
- MILLS (F. C.). — *Contemporary theories of unemployment and of unemployment relief*. New-York, 1917.
- MOND (A.). — *The remedy for unemployment*, no place. 1915.
- MOORE (H. E.). — *The land and the unemployment*. Londres. 1894.
- MORLEY (F.). — *Unemployment relief in Great Britain : a study of state socialism*. Londres 1924.
- MORTON (C. A.). — *The unemployed : a short play descriptive of their hardships and experience of Poor Law Relief*. Bristol, 1927.
- MULLINS (H. W.). — *Unemployment : the gateway to a new life*. Londres 1926
- NAINE (C.). — *Surproduction et chômage*. La Chaux-de-fonds 1907.
- National Conference on the Prevention of Destitution*. — Report of the proceedings of the unemployed section. Londres 1911.
- National Confederation of Employers' Organisations*. Report on unemployment insurance. Londres. 1924.
- OLDHAM (C. H.). — *The fluctuating character of modern employment*. Dublin 1896
- Only effective solution of land, housing and unemployment problems*. Londres. 1921.
- ORR (J.). — *Unemployment*. Londres 1909.
- PATON (J. B.). — *The unemployable and the unemployed*. Londres 1904.
- *Present remedies for unemployment etc.* Londres 1909.
- Parliamentary Labour Party*. *The distress in South Wales etc.*, Londres 1928.
- PEECK (F.). — *The workless, the thriftless, and the worthless*. Londres 1892.
- PELL (C. E.). — *The riddle of unemployment and its solution*. Londres 1922.
- PETSCH (A. W.). — *Unemployment Insurance Acts*. Manchester 1926.
- PETTER (Sir E. W.). — *The disease of unemployment and the cure*. Londres 1925.
- PETRIE (A. E.). — *Labour and Independance*. Londres 1887.
- PICARD (J.). — *La lutte contre le chômage*. Les documents du travail. Paris 1923.
- *Quelques facteurs du rendement du travail*. Les documents du travail. Paris, 1925.
- PIGOU (A. C.). — *Unemployment*. Londres 1913.
- *The economics of welfare*. Londres 1924.
- *Industrial fluctuations*. Londres 1927.
- Problem of the unemployed*. Houston 1915.
- RADFORD (E. A.). — *Unemployment : a suggested remedy*. Londres 1925.
- REES (J. M.). — *Unemployment as an international problem*. Londres 1926

- ROBSON (N. S.). — Unemployment : an examination of the causes and possible remedies for the prevailing depression in industry. Londres 1929.
- RAYNES (J. R.). — Coal and its conflicts. Londres 1928.
- ROWNTREE (B. S.) and LASKER . — Unemployment. Londres 1911.
- RUEFF (J.). — L'assurance chômage cause du chômage permanent. Paris 1931
- SALTER (S. M.). — What can be done for the unemployed. Philadelphie. 1894.
- SCAMMEL (E. T.). — A national labour bureau with affiliated labour registries. Exeter, 1893.
- SCHLOSS (D. F.). — Report to the Board of Trade on Agencies and methods for dealing with the unemployed in certain foreign countries. Londres 1904
- SCHMIDT (C. D.). — Die allgemeine Arbeitslosigkeit. Berlin 1895.
- SEYMOUR (J.B.). — The British unemployment exchanges. Londres 1928.
- SHEILD (A. M.). — Employment and the unemployed. Londres 1909.
- SIEGFRIED (A.). — L'évolution économique de l'Angleterre. Paris 1924.
- La crise britannique au XX^e siècle. Paris 1931.
- SMITH (S.). — Unemployment under Capitalism. Londres 1923.
- SOMERVILLE (A. P.). — The remedy for unemployment. Glasgow 1925.
- STEEL-MAITLAND (Sir Arthur). — Conference of Northern Poor Law Unions and other local authorities : Distress due to unemployment 1927.
- STUART (C. A. V.). — Die heute Arbeitslosigkeit im Lichte der Weltwirtschaftslage. Iena 1922.
- SUTHERS (R. B.). — My right to work. Londres 1906.
- SUTTER (J.). — Britain's hope. Londres 1907.
- Tariff Commission*. Unemployment. Londres 1908.
- Trades Union Congress and Labour Party*. — Labour and the unemployment crisis. Londres 1921.
- Unemployment insurance principle of labour policy. Londres 1926.
- TURPIN (H.). — Le problème international du chômage. Paris 1921.
- Unemployment Insurance in Great Britain* : A critic examination. Londres 1925
- Unemployment and the wage fund* : by a prizeman of the Institute of Bankers. Manchester 1910
- VERINDER (F.). — Is there a cure for unemployment. Londres 1921.
- VIVIAN (H.). — Notes on the problem of unemployment. Liverpool 1909.
- VOGEL (J. L.F.). — Unemployment : its cause and cure. Londres 1925.
- WAKINSHAW (W. H.). — The solution of unemployment. Londres 1924.
- WEBB (S. baron PASSFIELD). — Seasonal trades. Londres 1912.
- How the Government can prevent unemployment. Londres 1912.
- WELLS (G.). — The inwardness of unemployment. Londres 1925.
- WHEATLEY (J.). — Starving in the midst of plenty. Glasgow 1923.
- WOLMAN (L.). — English Experience with unemployment insurance. New-York 1926.

Publications officielles. — Statistiques. — Bibliographie

Société des Nations : Bureau International du Travail, Genève, *Etudes et Documents*, Série C, Chômage.

- N° 6 Statistiques du chômage dans différents pays, 1922.
- N° 7. Les méthodes d'établissement des statistiques du chômage, 1922.
- N° 8. La crise du chômage 1920-1923, 1924.
- N° 9. Le problème du chômage en Grande-Bretagne, 1924.
- N° 10. L'Assurance-Chômage. Etude de législation comparée, 1925.
- N° 11. La stabilisation de l'emploi aux Etats-Unis, 1926.
- N° 12. Bibliographie du Chômage, 1926.
- N° 13. Le problème du chômage : quelques aspects internationaux 1920-1928, 1929.
- N° 14. Bibliographie du chômage 1920-1929, 1930.
- N° 15. Le chômage et les travaux publics, 1930.
- N° 16. Problèmes du chômage en 1931.
- N° 17. Les problèmes du chômage aux Etats-Unis, 1931.

Etudes et Documents. — Série N. Statistiques : Les méthodes des statistiques du chômage, 1925.

United Kingdom. — Ministry of Labour.

- Annual Reports of the Ministry of Labour.
- Annual abstracts of Labour Statistics of the United Kingdom.
- Unemployment Insurance decisions given by the Umpire respecting demarcation of trades. 1918.
- Unemployment Insurance decisions respecting claims to benefit : 1914 up to date.
- Interim and final report of the committee of inquiry into the scheme of out-of-work donation 1919.
- Unemployment Insurance Bill 1920. Memorandum on financial clauses 1920.
- Report of the committee of inquiry into the work of the employment exchanges 1920.
- An account of the unemployment fund. 1920 up to date.
- Minutes of evidence taken before the committee of enquiry into the work of the employment exchanges, 1921.
- Report of the committee on unemployment insurance in agriculture, 1921
- Unemployment Insurance Bills 1922 up to date — Report by the Government actuary on the financial provisions of the Bill. 1922, up to date.
- Unemployment Insurance : Directions to local unemployment committees regarding grant of uncovenanted benefit, 1924.
- Report on an investigation into the personal circumstances and industrial history of 10.000 claimants to unemployment benefit. 1924, 1928.
- Memorandum : provision of work for relief of unemployment. 1924.
- Unemployment Grants Committee : Report of proceedings 1924, up to date.
- Report of the Unemployment Insurance Committee 1927.
- Report of an investigation into the employment and insurance history of a sample of persons insured against unemployment in Great Britain 1927.
- Effect of the Unemployment Insurance Bill on the number of persons drawing benefit, 1927.
- Summary of unemployment Insurance acts 1920-30.
- Advisory Councils for Juvenile Employment. Annual report 1923, up to date.

Advisory Committees for Juvenile Employment. Annual reports.

United Kingdom. Board of trade.

Annual statistical abstract for the United Kingdom.

Statistical tables relating to British and Foreign trade and industry. 1931
Annual Statement of the Trade of the United Kingdom with foreign
countries and British possessions.

Annual statistical abstract for the Several Overseas Dominions.

Department of overseas trade : Reports.

Guide to current official statistics. Londres 1931.

A London Bibliography of the Social Sciences. — by B. M. Headicar and
C. Fuller — London School of Economics. Londres 1931.

Association Internationale pour la lutte contre le chômage. Rapport sur la
bibliographie du chômage. Gand 1921.

Dictionnaire des matières et produits industriels pour toutes les branches
de l'industrie et du commerce par E. Pfohl (fr. angl. all. russe) Leipzig
1928.

Périodiques

Bureau International du travail :

Informations sociales (hebdomadaire).

Revue internationale du travail (mensuelle).

Documents de la Conférence internationale du Travail (annuels).

The Ministry of Labour Gazette.

The Board of Trade Journal.

The London and Cambridge Economic Service.

The Economist.

The Statist.

Journal of the Royal Statistical Society.

The Times.

La Revue économique internationale.

La revue d'économie politique.

La Revue Politique et parlementaire.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3

PREMIERE PARTIE

LE CHOMAGE

TITRE I : Le chômage avant la guerre	13
<i>Chapitre I : Les faits</i>	13
Section I. Historique	13
Section II. Valeur des « returns » des Trade Unions	15
Section III. Les caractères du chômage britannique d'avant guerre. Chronicité et fréquence cyclique	18
Section IV. Le chômage dans le monde	20
<i>Chapitre II. — Les causes</i>	22
Section I. Les causes qui entretiennent un fonds chronique de chô- mage	22
Section II. Les causes des fluctuations cycliques du chômage	24
TITRE II : Le chômage après la guerre	29
<i>Observation préliminaire : le chômage pendant la guerre</i>	29
<i>Chapitre I. — Les statistiques du chômage</i>	31
<i>Chapitre II. — Différents aspects du chômage</i>	35
Section I. Vue d'ensemble du chômage	35
Section II. Répartition géographique du chômage	37
Section III. Répartition industrielle du chômage	40
<i>Chapitre III. — Valeur des statistiques du chômage</i>	50
Section I : Etude critique des données de l'assurance chômage	51
A. — L'assurance et les fluctuations du chômage	51
B. — L'assurance et le volume du chômage	55

Section II : Le chômage occulte	60
A. — Le chômage secouru directement	60
B. — Le chômage secouru indirectement	61
a) Les secours financiers	61
b) Les créations d'emplois	63
C. — Le chômage qui n'est pas secouru ou chômage économique	64

DEUXIEME PARTIE

LA PRODUCTION

<i>Chapitre I. — Vue d'ensemble de la production</i>	73
<i>Chapitre II. — La production de certaines industries</i>	79
Section I. L'industrie charbonnière	79
A. Causes générales limitant la production du charbon	79
B. — Causes propres à la Grande-Bretagne	82
Section II. La métallurgie du fer, de la fonte et de l'acier	83
Section III. Les constructions mécaniques	86
Section IV. Les constructions maritimes	87
Section V. Les industries textiles	90
1. Le coton	90
2. La laine	93
3. Le lin, le chanvre, le jute, la soie artificielle	95
Section VI. La production d'autres industries	97

TROISIEME PARTIE

LES DEBOUCHES

TITRE I. — Le marché intérieur	107
<i>Chapitre I. — Caractères généraux du marché intérieur</i>	107
<i>Chapitre II. — Le marché intérieur de certains produits</i>	111
Section I. Le charbon	111
Section II. Le fer, la fonte, l'acier	112
Section III. Les constructions mécaniques	114
Section IV. Les constructions maritimes	115
Section V. Les textiles	115
1. Le coton	115
2. La laine	116
3. Le lin, le chanvre, le jute, la soie artificielle	117
Section VI. Autres produits	118

TITRE II. — Les marchés extérieurs	121
<i>Division I. — L'évolution des exportations britanniques</i>	121
<i>Chapitre I. — Caractères généraux des exportations</i>	121
<i>Chapitre II. — Les exportations de certains produits</i>	123
Section I. Le charbon	123
Section II. Le fer, la fonte, l'acier	125
Section III. Les constructions mécaniques	127
Section IV. Les constructions maritimes	128
Section V. Les textiles	129
1. Le coton	129
2. La laine	131
3. Le lin, le chanvre, le jute, la soie artificielle	132
Section VI. Autres produits	133
<i>Division II. — Modifications survenues dans l'état des marchés extérieurs</i> ..	135
Le Canada	136
L'Australie	139
La Nouvelle-Zélande	142
L'Union Sud-Africaine	144
L'Inde britannique	147
L'Égypte	151
La Chine	154
Le Japon	156
Le Brésil	158
Pays divers	160

QUATRIÈME PARTIE

PARTICULARITES DE L'ORGANISATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE LA GRANDE BRETAGNE

<i>Chapitre I. La nature des produits</i>	173
<i>Chapitre II. Les prix de vente</i>	177
<i>Chapitre III. Les profits</i>	183
<i>Chapitre IV. Les coûts de production</i>	189
Section I. La rémunération des capitaux des entreprises	189
Section II. Les salaires	190
Section III. L'assurance-chômage	197
Section IV. Les impôts	201

<i>Chapitre V. — Les placements de capitaux</i>	206
CONCLUSION	217
BIBLIOGRAPHIE	227
TABLE DES MATIÈRES	235

— IMPRIMERIE —

F. BOISSEAU

34, RUE DU TAUR, 34

TOULOUSE

